

# ENSEMBLE!

Numéro 67 / Trimestriel  
Mars 2010

**POUR LA SOLIDARITÉ, CONTRE L'EXCLUSION**

## 2010

### Année européenne de lutte contre la pauvreté



## La STIB montre la voie...

- **CHASSE AUX CHÔMEURS** Détracteurs et opposants serrent les rangs
- **EUROPE L'UE**, créatrice de pauvreté
- **ÉNERGIE** Débats électriques autour des compteurs intelligents

Belgique - België  
P.P.  
1020 Bruxelles 2  
1/1480



La Ligue des droits de l'Homme

# L'ÉTAT DES DROITS DE L'HOMME EN BELGIQUE

RAPPORT 2009-2010

editions **aden**

# Renard, je t'ai vu...

**Arnaud Lismond**  
Président du CSCE

## JOËLLE MILQUET, PRÉSIDENTE DU CDH (2004)

28 mai 2004, lettre de J.M. à la Plate-forme [www.stopchasseauxchomeurs.be](http://www.stopchasseauxchomeurs.be): "Ce n'est pas la chasse aux quelques chômeurs qui se sont découragés qui modifiera les choses. On s'attaque aux plus fragilisés de notre société pendant que les plus aisés peuvent rapatrier leurs millions d'euros en toute impunité. On culpabilise les chômeurs et les travailleurs alors que ni les employeurs ni les pouvoirs publics ne prennent leurs responsabilités.

*Est-ce en pourchassant les personnes qui ont perdu leur travail que l'on espère rétablir la croissance et le plein emploi ? Les chômeurs sont avant tout les victimes d'une mauvaise gestion économique et politique du pays et non les coupables.*

*Le chômage atteint tant les ouvriers que les employés et les cadres. Ils sont de plus en plus nombreux à devoir accepter un travail qui n'a rien à voir avec leur formation, avec leur expérience. Ils sont de plus en plus nombreux à devoir accepter des statuts de plus en plus précaires.*

*Il est regrettable que le gouvernement ne s'attaque pas aux vraies causes du chômage : l'idéologie néolibérale qui dirige le monde et qui creuse le fossé entre les nantis et les exclus de la croissance d'une part, le manque de formation de nos jeunes et d'investissement dans la recherche et l'innovation d'autre part."* ❶

## JOËLLE MILQUET, MINISTRE DE L'EMPLOI (2010)

11 janvier 2010, interview par la DH: "Que répondez-vous à la FGTB et au PS qui demandent la suspension du contrôle des chômeurs ?

J. M.: Ce serait la dernière des choses à faire ! Je ne veux pas en entendre parler ! Au contraire, il faut amplifier le plan d'accompagnement des demandeurs d'emploi. À 90 %, c'est un plan pour les aider à retrouver du travail. Il a permis une baisse de 17 % du taux de chômage et une hausse de 30 % des formations chez les gens ainsi suivis. L'objectif n'est absolument pas d'exclure des gens ne trouvant pas de travail."

DH: Mais ça se fait...

J. M.: Oui, évidemment, mais en bout de course, après deux ans et un manque d'efforts patent de la part du demandeur d'emploi sanctionné..." ❷

2 février 2010, à RTL-TVI, J. M.: "Je voudrais lui rappeler [ndlr : à Elio Di Rupo], des fois qu'il l'aurait oublié, que le plan d'activation des demandeurs d'emploi, c'est le PS qui l'a lancé, quand nous étions dans l'opposition. Première chose. Deuxième chose, le plan d'accompagnement des demandeurs d'emploi vise à accompagner et à aider les demandeurs d'emploi à retrouver du travail. Depuis qu'il est en application, par rapport aux personnes qui sont accompagnées, il y a une diminution du chômage maintenant aux alentours de 20 %, ce qui montre son efficacité. [...] L'assurance chômage n'est pas une assurance sociale. Nous sommes le seul pays où nous avons

*une allocation de chômage illimitée dans le temps. Il ne faudrait pas que, par des prises de position électorales, on remette en cause ce système-là.*

*Parce que certains Flamands n'attendent que cela. Vous savez, il y a très peu d'exclusions. Sur les 450.000 demandeurs d'emploi indemnisés, vous avez seulement 4.000 exclusions dont seulement 10 % arrivent au CPAS. Alors, c'est sans doute de trop, mais dans le chômage, on ne pénalise jamais quelqu'un qui ne trouve pas de travail mais qui ne cherche pas de travail. C'est quand même un peu différent".* ❸

## COMMENT LES PRINCES DOIVENT TENIR LEUR PAROLE

Nicolas Machiavel (1513): "Un prince bien avisé ne doit point accomplir sa promesse lorsque cet accomplissement lui serait nuisible, et que les raisons qui l'ont déterminé à promettre n'existent plus: tel est le précepte à donner. [...] On peut faire voir que ceux qui ont su le mieux agir en renard sont ceux qui ont le plus prospéré. Mais pour cela, ce qui est absolument nécessaire, c'est de savoir bien déguiser cette nature de renard, et de posséder parfaitement l'art et de simuler et de dissimuler." ❹

❶ Milquet J., Lettre à la Plate-forme [www.stopchasseauxchomeurs.be](http://www.stopchasseauxchomeurs.be) (en ligne), 28-05-2004

❷ Milquet J., Interview par Christian Carpentier, La Dernière Heure, 11-01-2010

❸ Milquet J., Interview par RTL-TVI, 02-02-2010

❹ Machiavel N., Le Prince, Chap. XVIII, Comment les princes doivent tenir leur parole.

# REJOIGNEZ-NOUS !

## ABONNEZ-VOUS À ENSEMBLE!



- ▶ 15 euros / an: travailleurs
- ▶ 8 euros / an: sans-emploi et étudiants
- ▶ 30 euros / an: organisations
- ▶ Abonnements groupés: contactez notre secrétariat

## ADHÉREZ AU COLLECTIF

**Vous recevrez le journal et les invitations à nos assemblées générales.**

- ▶ 30 euros / an: travailleurs
- ▶ 15 euros / an: sans-emploi et étudiants
- ▶ 60 euros / an: organisations
- ▶ 30 euros / an: petites organisations ou organisations de sans-emploi

Numéro de compte au nom du Collectif Solidarité Contre l'Exclusion:  
068-2370559-03

Ajouter en communication: ABO ou COTIS, suivant votre choix.

**Merci à tou(te)s pour votre soutien!**

## Le Collectif Solidarité Contre l'Exclusion, c'est...

Créé en 1996, le Collectif Solidarité Contre l'Exclusion: emploi et revenus pour tous (asbl) associe des personnes, des associations et des acteurs syndicaux (dont la CSC-Bruxelles, la FGTB Bruxelles et la CNE) unissant leurs forces pour lutter contre l'exclusion.

Notre préoccupation centrale: renforcer un réseau entre associations, syndicats et citoyens pour analyser, dénoncer et combattre ensemble les mécanismes économiques, sociaux, politiques qui produisent l'exclusion sociale.

Le Collectif Solidarité Contre l'Exclusion publie depuis sa création un journal bimestriel et s'est particulièrement impliqué ces dernières années dans la défense du droit à l'aide sociale et au chômage.



### PLUSIEURS CAMPAGNES SONT EN COURS:

- ▶ Activation des chômeurs: [www.stopchasseauxchomeurs.be](http://www.stopchasseauxchomeurs.be)
- ▶ Pour des CPAS conformes à la dignité humaine: [www.asbl-csce.be](http://www.asbl-csce.be)
- ▶ Relèvement des allocations sociales au seuil de pauvreté: [www.releverlesallocationssociales.be](http://www.releverlesallocationssociales.be)

### SI VOUS SOUHAITEZ CONTRIBUER À LA RÉUSSITE DE NOS ACTIONS VOUS POUVEZ:

- ▶ Faire connaître l'association et son journal à votre entourage
- ▶ Vous impliquer dans la vie de l'asbl en collaborant au journal, aux actions, aux forums ou en renforçant notre conseil d'administration
- ▶ Devenir membre et soutenir ainsi pleinement le Collectif (et par là même recevoir le journal)
- ▶ Vous abonner au journal du Collectif

**[www.asbl-csce.be](http://www.asbl-csce.be)**

## EDITO

- (3) Renard, je t'ai vu...

## ACTU

- (6) Brèves
- (8) La mendicité, une incivilité?
- (11) "Nous sommes mendiants par nécessité, jamais par volonté!"
- (12) Mendicité à la STIB: de quoi parle-t-on?
- (15) La STIB, une entreprise publique au service des usagers?
- (18) Quand les représentants politiques critiquent la STIB
- (20) Les chasse-coquins. Mendicité et répression
- (24) Partout en Europe, la "criminalisation" des personnes sans-abri

## CHASSE AUX CHÔMEURS

- (26) La chasse aux chômeurs... dans notre ligne de mire
- (29) Sur le terrain de l'exclusion du chômage
- (32) La FGTB wallonne contre-attaque!
- (34) Pour la CSC, l'activation pénalise les plus faibles.
- (35) ONEm-CPAS: le carrousel infernal

## CPAS

- (38) Chronique d'une galère "ordinaire"
- (40) "Ce n'est pas la charité qu'on demande, c'est un droit."
- (42) "Comment puis-je un jour m'en sortir vraiment?"
- (43) "C'est inhumain, comme politique."
- (44) La galère d'un étudiant
- (46) "On ne demande pas mieux que de coopérer, mais ce n'est pas évident!"

## SANS-PAPIERS

- (50) Personnes régularisées ou demandeuses d'asile: une charge pour les CPAS?
- (51) Mariage aller-retour
- (52) Victimes... de la lutte contre les mariages blancs et du durcissement des règles en matière de regroupement familial

## UE

- (54) Chaque année, cette Europe-là crée la pauvreté.
- (56) Quand les politiques économiques de l'Union européenne engendrent la pauvreté...
- (60) Le chômage, un facteur productif
- (62) Stratégie de Lisbonne: le piège européen

## ENERGIE

- (64) Les compteurs d'énergie "intelligents" en débat
- (70) Débats parlementaires à rebondissements sur les compteurs intelligents hollandais
- (72) L'avis de la Fédération belge des entreprises électriques et gazières sur "le comptage intelligent"
- (74) Compteurs électroniques, ce qu'en pense le CRIOC
- (75) Des compteurs intelligents? Pas au détriment de la protection de la vie privée
- (76) La société Métrix sous haute tension!
- (77) Les projets du gouvernement bruxellois en matière d'accès à l'énergie sont-ils suffisants?

## DROITS FONDAMENTAUX

- (80) Les syndicalistes, ces hors-la-loi...
- (82) "Affaire DHKP-C" Un jugement sans appel...?

## LIVRES

- (86) Médecin du Peuple

## UNE PUBLICATION DU

Collectif Solidarité Contre l'Exclusion, Place Loix 7 (bte 27), 1060 Bruxelles. 02/535.93.50.

## RÉDACTEUR EN CHEF

Luca Ciccio  
(luca@asbl-csce.be)

## SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Jean-Marie Coen  
Daniel Flinker  
(daniel.flinker@asbl-csce.be)

## ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO

Claude Adriaenssens, Isabelle Barez, Thierry Bodson, Luca Ciccio, Nuran Cicekciler, Jean-Marie Coen, Marie-Pierre Debuissere, Denis Desbonnet, Ghislaine de Smet, Jacques Fierens, Daniel Flinker, Jean Flinker, Corinne Gobin, Gérald Hanotiaux, Manuel Lambert, Arnaud Lismond, Adriaan Meersman, Clara Mennig, Stéphane Roberti, Paul Vanlerberghe

## DESSINS

Titom ([www.bxl.attac.be/titom](http://www.bxl.attac.be/titom))  
Stiki (<http://ledessindulundi.site.voila.fr/>)  
Some ([www.entrabendo.org](http://www.entrabendo.org))  
Léa en 4<sup>e</sup> de couverture, sous licence creative commons by-nc-nd: (<http://imagination.over-blog.org/>)  
Les illustrations de Titom ainsi que ce journal sont mis à disposition suivant la licence Creative commons.

## MISE EN PAGE

Graph'X - Étienne Mommaerts

## REMERCIEMENTS

Stéphane Pastor et Christian Nauwelaers pour leur relecture attentive.

## EDITEUR RESPONSABLE

Felipe Van Keirsbilck,  
Place Loix 7 (bte 27),  
1060 Bruxelles

Le contenu des articles n'engage que leur(s) auteur(s). Tous les articles peuvent librement être reproduits à condition de mentionner la source.

## AVEC LE SOUTIEN DE

La Communauté française de Belgique



CULTURE  
JEUNESSE  
ÉDUCATION PERMANENTE

Le Collectif Solidarité Contre l'Exclusion asbl a été reconnu en tant qu'association d'éducation permanente inscrivant son action dans l'axe 3,2; soit la production d'analyses et d'études, diffusées par imprimés et Internet.





## And the winner is... ?

Le SPF Emploi, en collaboration avec l'ONEm, vient de lancer la campagne "Avec le plan d'embauche Win-Win, on a tous à y gagner !" Il s'agit d'un plan classique d'activation des allocations de chômage... en faveur de tout employeur engageant un demandeur d'emploi de moins de 26 ans ou de 50 ans et plus. Gagnant-gagnant ? Le chômeur trouve un emploi pour lequel, outre les exonérations de charges sociales dont il bénéficie, l'employeur ne verse qu'une toute petite partie du salaire. Les grands perdants... nous ! Les profits retournent dans les poches des patrons ; les salaires, eux, sont socialisés, laissés à la charge de la collectivité. ■

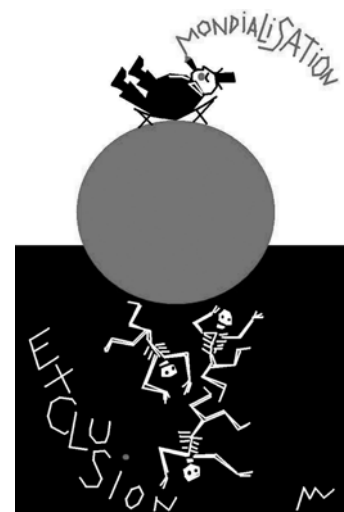
## "L'ONEm, aider les jeunes ? Vous rigolez, j'espère ?"

Dans la même journée, Thomas, 21 ans, a perdu deux emplois et s'est fait sanctionner par l'ONEm... Engagé il y a 5 mois pour un contrat de remplacement, le jeune homme venait de trouver une place à plein-temps à la ville de Châtelet. "J'ai donc remis mon préavis et suis allé à l'ONEm pour faire renouveler mon droit au PTP (aide à l'emploi).

Et là, on m'a annoncé que j'avais trop travaillé depuis le mois de juillet et qu'il me fallait retourner au chômage pendant 10 mois avant d'y avoir de nouveau accès." Depuis qu'il est sur le marché du travail, Thomas a déjà engrangé une dizaine de jobs "de survie". "Après ça, vous avez l'air malin devant un employeur potentiel qui s'inquiète de

votre manque de stabilité." "Par-dessus le marché, j'ai reçu une sanction de l'ONEm (quatre semaines de suspension) parce que j'ai refusé de me présenter à Uccle où une place de chauffagiste restait vacante. Je suis plombier et installateur sanitaire, je ne suis pas qualifié pour ce poste ! S'en rendent-ils compte ?" ■

(DH, 02-12-2009)



## Livret ouvrier électronique ! Armée de réserve.

Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, il a été imposé aux travailleurs, notamment belges, l'obligation d'être munis d'un livret mentionnant leur identité, celle de leur patron, proscrivant les coalitions... afin de "domestiquer le nomadisme des ouvriers". Au XXI<sup>e</sup> siècle, on n'arrête pas le progrès : l'Allemagne a institué un fichier des "bons et des mauvais salariés". Elena, c'est le doux nom octroyé

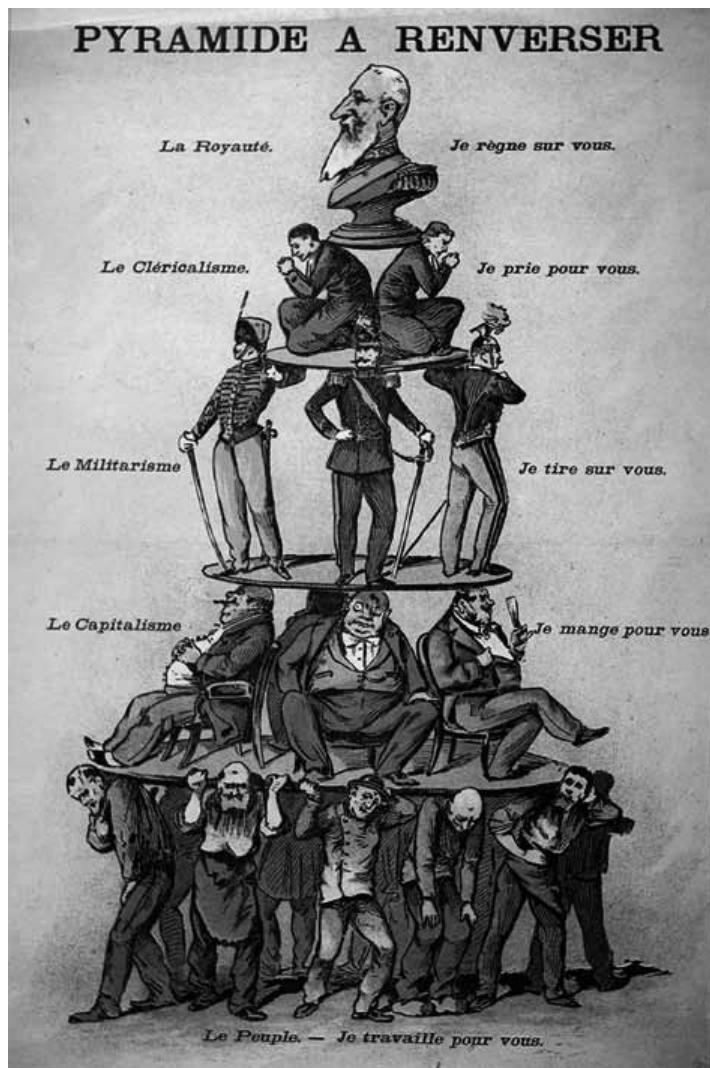
à la base de données, recense les salaires des travailleurs mais également les raisons d'un licenciement, les grèves auxquelles ils participent et leur légitimité. Comme justification à cette version moderne du livret ouvrier, l'agence fédérale pour l'emploi allemande pointe notamment la lutte contre la fraude en matière de prestations sociales. ■

(Agoravox. fr, 18-01-2010)

"Récemment, un homme est entré dans nos locaux et a pris des photos avant de s'en aller. Un autre a défoncé une armoire à coups de poing. Et plusieurs collègues ont reçu des lettres de menace" déclare une employée -qui préfère garder l'anonymat- d'une permanence chômage de la FGTB à Charleroi. Ce genre de cas désespérés se multiplient

depuis la crise financière. Ainsi, à la mi-janvier, un individu s'est présenté dans les locaux du syndicat, manifestement en colère d'avoir été radié par l'ONEm et de ne plus percevoir ses allocations. Il a montré à l'employée qui l'accueillait un holster contenant une arme de poing, en ajoutant "qu'il espérait ne pas devoir s'en servir". ■

(DH, 19-01-2010)



**“SI NOUS VIVONS, NOUS VIVONS POUR MARCHER SUR LA TÊTE DES PUISSANTS... CAR LES PUISSANTS NE TRAVAILLENT QU'À MARCHER SUR NOS VIES.”**

(Dans “Henri IV” de William Shakespeare).

## Prise d'otages...

“Les journaux regorgent d'histoires de braves gens pris en otages à la banque par des gangsters. Mais les médias restent muets sur

les cas, pourtant beaucoup plus fréquents, de clients pris en otages par leur banquier” ■

(Roland Topor, extrait de “Jachère-Party”).

### ► CADEAUX

Chômage temporaire, profits permanents: les entreprises belges ont épargné cette année un milliard d'euros en “parquant” leurs travailleurs surnuméraires en chômage temporaire, sur le

compte de l'ONEm. (Belga 28-12-2009)

### ► MORT DE SOIF...

Un sdf de 25 ans est mort, fin décembre, par asphyxie après avoir été neutralisé par quatre vigiles puis retenu pendant près d'une heure dans un Carrefour

## Terreurs ?

L'une des missions les plus surréalistes des agents des forces antiterroristes anglaises est de visiter les garderies. “Les preuves suggèrent que le radicalisme peut commencer à l'âge de 4 ans” alerte un agent officiel. Et l'absurdité sécuritaire ne touche pas seulement les enfants. Toute personne qui porte une caméra à la main prend le risque de tomber sous le coup de la législation antiterroriste et de son article 44 qui permet de contrôler, de fouiller, et d'arrêter n'importe qui en pleine rue, sans explication. Fatigués, les reporters ont lancé

une campagne sous le slogan “Je suis photographe, pas terroriste”. ■  
(Futur Rouge, 02-01-2010)

Les ravisseurs d'un riche éleveur ont joué les “Robins des bois” au Paraguay, en obligeant son entourage à sacrifier 30 bœufs pour fournir des centaines de kilos de viande aux habitants de plusieurs quartiers pauvres. Des policiers ont été dépêchés pour éviter tout débordement pendant cette distribution exceptionnelle, provoquant la fureur de l'opposition qui a accusé le gouvernement de gauche de “faire l'apologie de l'enlèvement et du terrorisme”. ■ (Belga 12-01-2010)

## Banco !

Pas moins de dix-sept crises financières importantes ont frappé le monde depuis 1971. Pour la dix-huitième, les gouvernements ont déjà engagé 8.955 milliards de dollars en faveur des banquiers. La célérité avec laquelle on a trouvé les crédits nécessaires tient du sortilège. L'Ecumenical Institute for Labor Education and Research peut ainsi justement questionner: “Une des ironies de cette crise finan-

cière, c'est qu'elle fait apparaître la lutte contre la pauvreté comme parfaitement réalisable. Il en coûterait 5 milliards de dollars (3,5 milliards d'euros) pour sauver six millions de vies d'enfants. Pour le système bancaire, les dirigeants du monde ont pu trouver 140 fois ce montant en une semaine de temps. Comment peuvent-ils nous dire que la lutte contre la pauvreté est trop chère?”... ■ (Attac-Bxl 1)

## Records à (com)battre !



Quelque 4,3 millions d'Européens ont perdu leur job en raison de la crise économique qui sévit depuis plus d'un an, annonce un rapport de la

Commission. Et pour 2009-2010, Bruxelles s'attend à 8,5 millions de pertes d'emploi dans l'Union... L'an prochain, l'Europe prévoit que le taux d'emploi devrait plus souffrir en Belgique que dans les autres pays. ■ (AFP 12-03-2009 et DH 03-11-2009)

### ► SOCIALISME?

Le gouvernement ukrainien a décidé d'augmenter le salaire minimum et le minimum vital. Inquiet, le socialiste français, Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, a déclaré que ces mesures “menacent la stabilité du pays”. (AFP 31-10-2009)

de Lyon. Le jeune homme avait été repéré... en train de voler des bouteilles de bière dans le supermarché. (AFP 30-12-2009)

### ► CLIMAT D'UNE ÉPOQUE...

Hugo Chávez à Copenhague: “Si le climat était une banque, les pays riches l'auraient déjà sauvé.”

# La mendicité, une incivilité ?

Ce matin, à l'entrée de la station Madou, agenouillé sur le béton, un homme frêle, affublé d'un petit anorak bleu, tend la main aux passants. La masse des voyageurs dévale les escaliers pour se protéger de la pluie glacée et s'engouffrer dans les rames, sans un regard pour le mendiant...

Le plan était presque parfait, agencé en deux phases scrupuleusement préméditées. Du 15 au 22 octobre 2009, des messages vocaux sont diffusés dans les stations de métro ; du 16 au 20 novembre, le personnel de terrain va à la rencontre des individus qui font la manche pour leur demander de quitter les lieux. En clair, au moment des premiers froids, la STIB envisage d'expulser les mendiants de ses installations. Au parlement bruxellois, certains s'offusquent de telles pratiques, des voix grondent. Mais la ministre des Transports demeure inflexible : après avoir prévenu ses usagers, la société de transport public est bien décidée à passer à l'action ! Branle-bas de combat au CSCE...

## LA STIB "CRIMINALISE" LES PLUS FAIBLES

Début novembre, aux côtés de la Ligue des droits de l'Homme et du Forum bruxellois de lutte contre la pauvreté, le Collectif décide de

**LA STIB DÉRAILLE : À L'APPROCHE DE L'HIVER, LA SOCIÉTÉ BRUXELLOISE DE TRANSPORT PUBLIC A LANCÉ UNE OPÉRATION DE STIGMATISATION DES MENDIANTS. FACE AU TOLLÉ SUSCITÉ PAR CETTE INITIATIVE, LA CHASSE AUX PAUVRES, RÉFUGIÉS DANS LES INSTALLATIONS DE L'ENTREPRISE, A PU MOMENTANÉMENT ÊTRE STOPPÉE. MAIS POUR COMBIEN DE TEMPS ENCORE ? IL EST URGENT DE REMETTRE LA STIB SUR LA BONNE VOIE !**

**/ Daniel Flinker**  
CSCE

diffuser un communiqué de presse, relayé par différents médias : "Il est inacceptable de présenter les victimes de la crise comme des profiteurs, ceux qui subissent de plein fouet la violence sociale comme des délinquants. C'est aux causes de la pauvreté et non aux pauvres qu'il faut s'attaquer". Pourtant, brutale, aux hommes et aux femmes qui quémandent une petite pièce parce qu'ils crèvent de faim, la STIB ordonne d'évacuer les stations. "C'est l'hiver ? Tant pis, cette fois, vous crèverez de froid !".

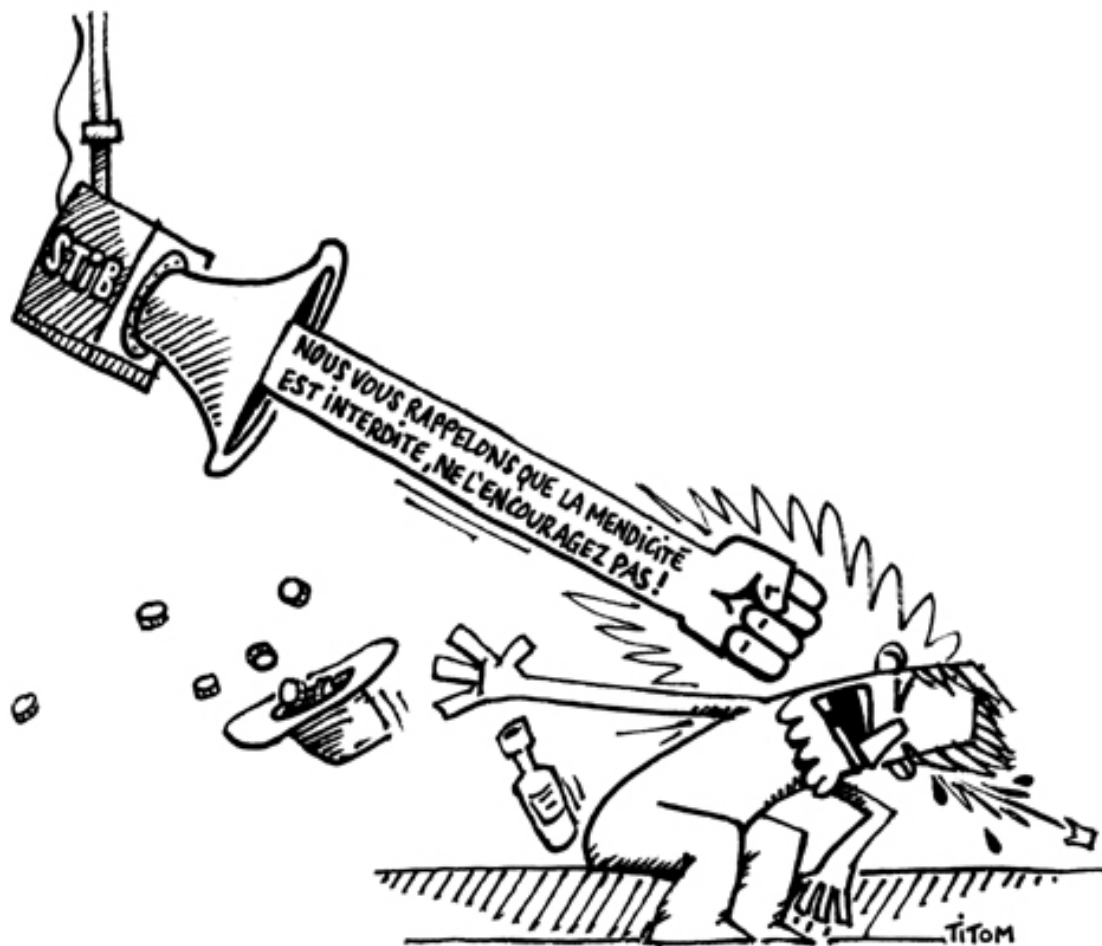
Face aux protestations de nombreux citoyens, d'associations et de personnalités politiques, après différentes communications

confuses voire contradictoires, la société de transport se voit contrainte d'exécuter une petite marche arrière. Plutôt, elle affine son discours : la STIB n'entendrait s'attaquer qu'aux mendiants violents, s'en prendre qu'à la mendicité agressive. Pourtant, si tel est le cas, en quoi le message "Nous vous rappelons que la mendicité est interdite dans l'enceinte du métro. Ne l'encouragez pas. Merci." systématiquement diffusé en octobre, participe à une quelconque lutte contre la violence ? Ne s'agit-il pas plutôt d'une stigmatisation générale de la mendicité ? La STIB réfute l'argument : "95 % de nos clients soutiennent l'initiative" clai- ronne, lors d'un débat télévisé

sur la première chaîne francophone, le directeur général de l'entreprise. Mais si pareil consensus existe, pourquoi la STIB se sent-elle obligée de convaincre ses usagers, par haut-parleurs, du bien-fondé de son action ? Le directeur de la communication de la firme persiste et signe : "Les messages de prévention contre la mendicité diffusés récemment s'inscrivent dans le cadre d'une campagne plus large de lutte contre les incivilités". Argument limpide... amalgamer mendicité et délinquance, voilà justement ce qui est reproché à la STIB.

Luttera-t-on contre la mendicité en s'attaquant à sa visibilité ? Résoudra-t-on le fléau de l'exclusion





sociale en excluant les mendiants des stations de métro? Problème, il ne s'agit nullement d'une erreur ponctuelle de communication: la STIB semble, bel et bien, s'orienter, ces dernières années, vers un durcissement de sa politique vis-à-vis des pauvres. En 2007, l'"opération Beethoven" avait déjà pour ambition de chasser les musiciens des trams et des rames et actuellement, dans le métro, 45 millions d'euros sont consacrés à l'installation de portillons automatiques... une autre manière de chasser les mendiants.

Pourtant, si la STIB n'a pas pour vocation de régler le problème de la pauvreté à Bruxelles, sa mission

n'est certainement pas non plus de chasser et de stigmatiser les mendiants. Dès lors, il s'avère primordial que les mondes politique et associatif fassent pression pour que la société publique privilégie une approche sociale et non répressive de la pauvreté. En effet, si près du quart du budget de la Région bruxelloise lui est consacré, la STIB ne semble pas disposer de la culture d'entreprise nécessaire pour appréhender cette problématique de manière positive. Le transporteur paraît se préoccuper de son image de marque, se focaliser sur le confort offert à ses clients, au point d'en oublier de proposer un service public ouvert, accessible à tous.

Sept malabars bloquent chacune des portes du tram 25 à l'arrêt "Bienfaiteurs". Les passagers, l'air un peu inquiet, sortent maladroitement leur portefeuille, vident leurs poches, fouillent leur sac, afin de se soumettre à un nouveau contrôle inopiné des billets...

#### LA STIB MALTRAITE LES MENDIANTS, EN VERTU D'UN ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT BRUXELLOIS

A la hauteur de la station Trône, une atmosphère moite règne dans la rame. Si la guitare est grattée un peu violemment et la voix hispanique qui l'accompagne posée sur le morceau trop puissamment, le musicien est le premier à →

(11)

**"NOUS SOMMES MENDIANTS PAR NÉCESSITÉ, JAMAIS PAR VOLONTÉ!"**

(Gérald Hanotiaux)

(12)

**MENDICITÉ À LA STIB: DE QUOI PARLE-T-ON?**

(Gérald Hanotiaux)

(15)

**LA STIB, UNE ENTREPRISE PUBLIQUE AU SERVICE DES USAGERS?**

(Gérald Hanotiaux)

(18)

**QUAND LES REPRÉSENTANTS POLITIQUES CRITIQUENT LA STIB**

(Gérald Hanotiaux)

(20)

**LES CHASSE-COQUINS. MENDICITÉ ET RÉPRESSION**

(Jacques Fierens)

(24)

**PARTOUT EN EUROPE, LA "CRIMINALISATION" DES PERSONNES SANS-ABRI**

(Gérald Hanotiaux)

→ colorer le visage des passagers d'un léger sourire...

La croisade "anti-mendiants" de la STIB est menée sur base d'un arrêté du gouvernement bruxellois pris en 2007. La Région bruxelloise, en contradiction flagrante avec la loi fédérale, interdit, en effet, -dans les installations de la STIB- la mendicité, qu'elle définit comme une incivilité!

Mieux vaut tard que jamais, mi-novembre, les parlementaires ont décidé de tirer à boulets rouges contre la ministre CD & V des Transports. Pierre Migisha du cdH donne le coup d'envoi: "les mendiants ne sont pas des criminels" clame-t-il face à ses pairs... Au rythme des acquiescements de Michel Colson du MR, Oliva P'tito du PS martèle: "Cet article de l'arrêté doit être supprimé pour que la STIB ne puisse plus agir en stoumelink, des associations doivent

être auditionnées au plus vite". Et la voix de Céline Delforge d'Ecolo surplombe tout l'auditoire quand elle interpelle la ministre: "Par sa campagne contre les mendiants, la STIB déclare ouvertement qu'il ne faut pas être solidaire et prône un comportement individualiste. Elle déshumanise les mendiants tout en infantilisant les usagers des transports en commun!". Madame Grouwels fait le gros dos: si la ministre se refuse pour le moment à supprimer la disposition, elle concède que la campagne de la STIB doit être gelée -en ajoutant: "sauf pour les mendiants violents".

Début décembre, un collaborateur de Charles Picqué accepte de recevoir le Collectif, la Ligue et le Forum. En invité surprise, un membre du comité de gestion de l'entreprise de transport public s'est installé à la table des pourparlers. L'argument du vice-président de la STIB: "Vous avez raison...

c'est la faute de la direction de la STIB!". Un leitmotiv également exploité par le représentant du ministre-président (qui a apposé sa signature au bas de l'arrêté de 2007): "Nous sommes d'accord avec vous... c'est la ministre des Transports qui doit débloquer la situation!". Et puis? Et puis l'attente; et puis, plus rien... Dehors les températures sont descendues sous la barre du zéro.

Début janvier, les différents protagonistes du dossier se retrouvent en Commission "Affaires sociales" du Parlement bruxellois. Un grand auditoire pour une audience bien clairesmée: à peine six parlementaires sont restés pour entendre une autre voix, celle du CSCE, en appeler à leurs responsabilités. Afin de contrecarrer toute nouvelle velléité de la STIB à l'encontre des mendiants, le législateur bruxellois doit urgemment adopter les actes normatifs nécessaires pour retirer

la mendicité de la liste des incivilités. Des discours à l'acte? Au terme des auditions, les députés ont toutes les cartes en main pour agir.

Ce soir, dans le métro, un homme, vieilli par les mauvais coups de la vie, les cheveux trop longs et la barbe mal taillée, crie. Perdu dans sa tête, noyé dans ses problèmes, il ponctue parfois ses phrases en tambourinant sur les vitres. Ses vêtements puent, les gens se détournent puis s'éclipsent...

Une ville recroquevillée sur elle-même? Bienvenue à Bruxelles: la capitale de l'Union fête 2010, décrétée "année européenne de lutte contre la pauvreté"!

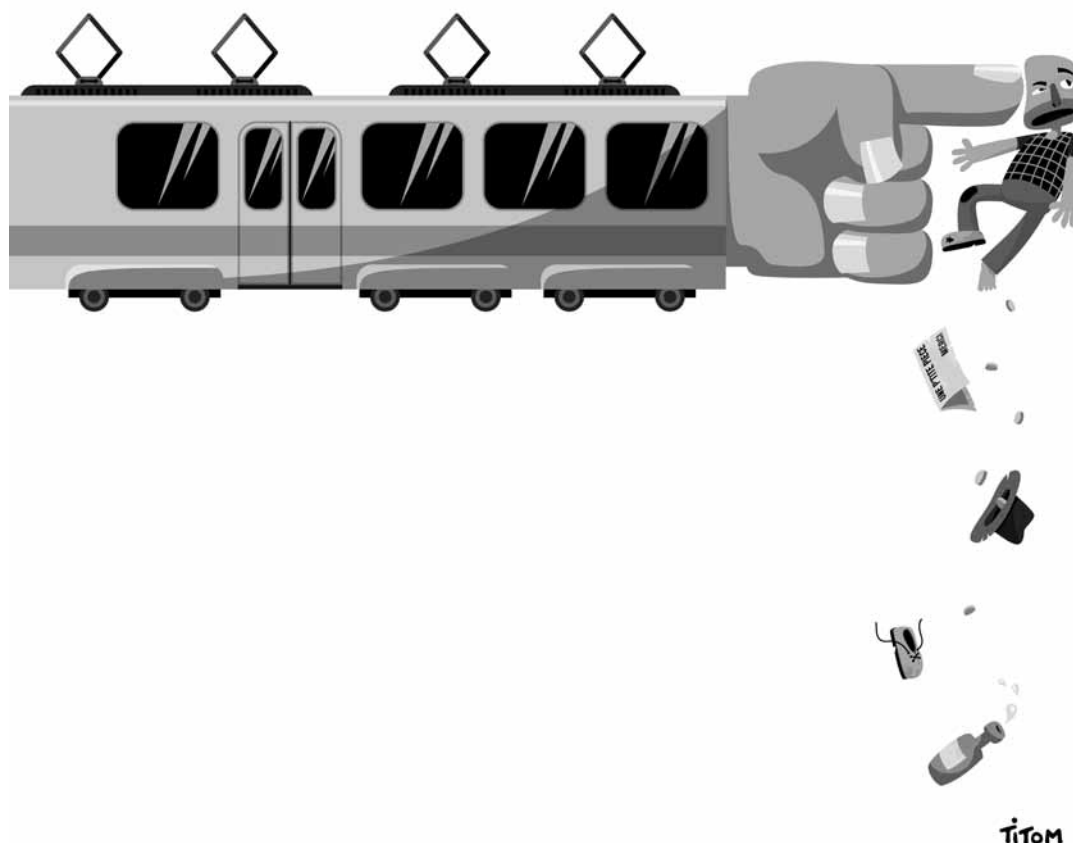
## DOSSIER À CHARGE

Le CSCE souhaite, dans le présent numéro de la revue *Ensemble*, revenir en détail sur les tenants et aboutissants de cette affaire, qui soulève la polémique.

Il nous paraît nécessaire d'introduire ce dossier en cédant la parole aux premiers concernés, jusqu'à présent muets ou non-entendus dans le débat, les mendiants s'abritant aujourd'hui dans les stations; un retour sur leur quotidien, un regard croisé mendiants/voyageurs.

La STIB n'étant pas un bloc monolithique, des avis divergents, auxquels nous donnons ici écho, se font jour au sein de l'entreprise publique.

Cependant, plus qu'une faute de la STIB, il y a, à la base de ces événements, une faute politique. En partant d'une analyse historico-juridique de la pénalisation de la mendicité en Belgique, nous tentons donc, dans les pages qui suivent, de vous offrir une synthèse des prises de position des mandataires politiques bruxellois, qui sont confrontés à cette problématique. ■



# "Nous sommes mendiants **par nécessité,** jamais par volonté!"

**RENCONTRE AVEC  
FRANCIS, DANS LA  
STATION DE MÉTRO  
DE BROUCKÈRE.**

**/** **Propos recueillis  
par Gérald Hanotiaux  
CSCE**

► **Vous étiez là quand les annonces demandant aux gens de ne rien vous donner sont passées dans les stations?**

Oui, j'ai trouvé ça plutôt dégoûtant. Parce qu'il ne faut pas oublier que ce qu'on reçoit, c'est déjà très peu. Généralement c'est une personne sur cinq cents qui donne quelque chose, faut pas rêver. Personnellement je trouve ça scandaleux cette politique de la STIB. Pour l'instant je me suis fait un 1,20 euro en une heure et demie. Heureusement j'ai rencontré un gentil monsieur qui m'a donné 5 euros en plus.

► **Qu'est-ce que vous croyez que ça a comme effet chez les gens, ce genre d'annonces?**

Généralement, les gens ont peur, donc ça les conforte dans cette peur. Moi je suis toujours poli, je dis bonne journée, mais la plupart ne répondent pas, ne regardent même pas, c'est quelque chose... (Silence) C'est exactement comme si on n'existait pas. C'est une question de mépris, en fait c'est ça: ils nous méprisent, c'est ce que je lis dans leurs regards fuyants. Parfois on me crie que je devrais aller travailler, que mendier c'est minable. Bon, c'est vrai qu'il faut rester plus ou moins présentable, sinon les gens ne donnent pas. Tout à l'heure j'ai été dérangé par d'autres sans-abri, saouls, j'ai arrêté car ça ne sert à rien. J'aime bien aussi boire un verre,



en vivant à la rue et en mendiant c'est vraiment difficile, mais je me calme, pour rester présentable. Ici, je suis en dehors de la ligne rouge, les annonces concernaient plutôt l'intérieur des stations, mais il ne faut pas oublier qu'on est en hiver, on essaie donc généralement de faire la manche là où il fait un tout petit peu plus chaud. Il n'y a pas de honte à faire la manche, j'ai bientôt 53 ans et je ne l'ai pas choisi, j'ai perdu mon boulot et je me retrouve donc à nouveau à la rue.

► **Ce n'est pas la première fois...**

Non, j'ai été dans la même situation il y a cinq ans. Puis j'ai travaillé pendant 5 ans, six jours sur sept comme ouvrier, j'ai tout fait, je ramenaient 500 euros par semaine. Il y en a qui n'ont jamais vécu que comme ça, qui font ça depuis 20 ans, pour eux c'est terminus. Et puis il y a des gens comme moi, qui tombent et sont obligés de le faire pour survivre dans une mauvaise passe. Avant

de connaître la rue la première fois, j'ai été employé en informatique pendant 25 ans à différents endroits. Puis en 1995 j'ai été opéré à mon dos, j'étais intérimaire, j'ai perdu mon boulot et je n'ai jamais réussi à en retrouver un. Puisque vous allez voir les parlementaires, il faut bien leur dire une chose, c'est que si nous sommes des mendiants, c'est par nécessité, que ce n'est jamais une volonté. ■

# Mendicité à la STIB : de quoi parle-t-on ?

Nous avons désiré mieux cerner les notions charriées par la STIB dans son initiative, et sommes partis sonder les êtres humains traversant les espaces de la société de transports, les voyageurs, et ceux s'y trouvant, les mendiants visés par les annonces.

Chacun a un jour vécu cette scène de la vie quotidienne, au cours de laquelle une personne traverse la voiture du métro, en demandant une petite aide financière au public présent. Sur les quelques mètres parcourus, nous voyons principalement des yeux de voyageurs captivés par un journal, entendons des vies privées délivrées bruyamment au téléphone portable et observons de nombreux regards convergeant vers un néant imaginaire. Si l'interaction semble ne pas avoir lieu, en réalité ce 'non-moment social' charrie énormément de sentiments, de non-dits et de réalités sociales inscrits dans les esprits des êtres en présence.

## RÉALITÉS DE MENDICITÉ

Nous partons prendre la température dans les stations du centre-ville, en compagnie de Christiaan qui effectue des 'rondes' dans les installations du métro et des trams souterrains, à la demande de l'entreprise. "La STIB voulait un 'spécialiste' sur le terrain, et j'ai vécu l'expérience de la rue pendant plusieurs années, donc je connais pas mal de gens qui sont sur le réseau de trams et de métro. Je suis en contrat de travail article 60, payé par le CPAS, qui est aidé pour ce poste par un subside de la STIB accordé à l'ASBL 'Bij Ons', au sein de laquelle se déroule la prestation du contrat"❶.

**"NOUS VOUS RAPPELONS QUE LA MENDICITÉ EST INTERDITE DANS L'EN-  
CEINTE DU MÉTRO. NE L'ENCOURAGEZ PAS. MERCI." NOUS LE SAVONS,  
CES MOTS ONT ÉTÉ PRONONCÉS À INTERVALLES RÉGULIERS AU  
MOIS D'OCTOBRE 2009 DANS LES ESPACES DES STATIONS DE  
LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS INTERCOMMUNAUX BRUXELLOIS  
(STIB) ET, EN TOUTE MATIÈRE, LES MOTS SONT IMPORTANTS.**

**Gérald Hanotiaux**  
CSCE

Ce monsieur effectue ce travail depuis environ un an, consistant essentiellement en de l'observation et des conseils aux sans-abri, "je compte plus ou moins le nombre de personnes que je croise, je rapporte mes observations et expose aux gens les possibilités d'aide, chez Bij Ons ou dans d'autres associations. Je fais un rapport par mois à la STIB, pour lesquels j'ai demandé à avoir des retours, mais pour l'instant je n'ai toujours aucun feed-back de leur part". Depuis peu, ce travailleur réalise également des formations auprès du personnel de prévention de la STIB, afin d'exposer les réalités de la vie dans la rue et de prévenir les actes de violences des agents de l'entreprise envers les sans-abri. Cette tâche est essentielle, mais en contradiction totale avec les annonces diffusées dans les stations, dont le contenu pourrait avoir comme effet de désinhiber d'éventuelles pulsions de violence.

Ensemble, nous croisons des gens discrets, vivant dans des espaces vides, cachés sous des

escaliers ; et d'autres occupés à mendier bruyamment dans les couloirs. La réalité financière de la mendicité est fluctuante, "ça dépend, certains jours on aura 10 euros, et d'autres jours jusqu'à 30 ou 35 euros. Dans ces cas-là, on peut parfois bien manger mais dans tous les cas c'est une vie d'urgence, au jour le jour". Le silence ou l'indifférence des usagers n'est pas toujours au rendez-vous, "un jour quelqu'un me fixe, puis regarde autour de moi, il était étonné que je n'avais pas d'alcool... J'ai commencé à lui expliquer que je suis en formation, que j'ai le minimex, mais que le CPAS s'arrange avec la maison d'accueil et me laisse 100 euros d'argent de poche pour le mois. J'ai des besoins comme tout le monde, pour manger mais aussi pour du matériel nécessaire à la formation. Il m'a alors donné 10 euros. Ça marche donc mieux quand on parle avec les gens".

Si la mendicité est évidemment liée à la question de la vie à la rue, les deux ne se confondent cependant

pas, toutes les situations personnelles sont rencontrées. Certaines personnes ont un logement, dont le loyer ne laisse plus rien pour manger ; d'autres travaillent un peu au noir ; d'autres sont au chômage, dont les allocations sont trop basses pour assurer les frais ; et d'autres encore sont des personnes âgées disposant d'une maigre retraite. Si les situations sociales sont variées, personne ne présente le fait de mendier comme un pas facile à franchir, notamment en raison du regard d'autrui. Avec ces personnes, certains usagers entreprennent une discussion respectueuse, mais il arrive que l'interpellation soit nettement plus violente : " On nous insulte : 'fainéant, va travailler !', ou alors : 'je ne te donne pas d'argent, c'est quand même pour boire !' Les gens ont des visions toutes faites, mais c'est vrai que l'alcool est très présent, c'est normal pour beaucoup et nécessaire pour supporter la situation et mendier. Il y a aussi ceux qui n'en restent pas à la violence verbale, qui nous agressent physiquement en rue, la nuit".



# EN 2010 LA STIB ET LE GOUVERNEMENT BRUXELLOIS LUTTENT CONTRE LA PAUVRETÉ ...



## LES ANNONCES DANS LE QUOTIDIEN DU MÉTRO

Il est évident que la diffusion sonore du mois d'octobre désinhibe plutôt cette seconde catégorie d'usagers, et flatte leurs certitudes d'exclusion. Un jeune homme expose son point de vue : " j'ai entendu les annonces, je suis quelqu'un plutôt de gauche, mais pour ça je crois que je suis assez à droite. Les mendiants sont bourrés, font n'importe quoi, ils sont sales et donnent une mauvaise image de la ville. Il faut les embarquer". Vers où ? " En dehors de la ville !" Au cours de la discussion, le jeune homme effectua un léger recul en regard de son élan spontané, cependant la violence des propos interpelle. Elle renvoie idéologiquement au confinement contraint des dépôts de mendicité de l'époque napoléonienne, situés en dehors des grandes villes.

Certains mendiants ont reçu le contenu des annonces tel un coup de poing au visage, une dame raconte : " quand vous êtes devant des voyageurs et que ces annonces passent, c'est totalement dégueulasse, je dois faire quoi à ce moment-là ? Je suis 100 % contre. Mais... les gens n'écoutent pas ce que la STIB raconte, ceux avec qui j'ai parlé trouvaient ça aussi scandaleux. En plus, ils l'ont annoncé au mauvais moment, juste avant l'hiver. Les gens ont continué à donner, et l'hiver les gens donnent plus, ils se rendent bien compte de la situation quand il fait froid".

Une voyageuse confirme ces propos. "Les annonces ? C'est n'importe quoi de sous-entendre que c'est parce que les gens seraient 'encouragés' qu'ils font la manche. Ce n'est pas parce qu'on

donne une pièce à quelqu'un qui tend la main qu'on l'encourage à rester là. Si je donne ou pas à telle personne, c'est totalement subjectif mais ça ne se fera certainement pas en fonction de ces annonces. J'ai lu qu'ils évoquent des plaintes du public pour justifier cette opération, mais c'est un peu faible comme défense, il s'agit d'un choix idéologique délibéré. Tout le monde se plaint des tarifs par exemple, pourtant les prix ne changent pas. Je tiens d'ailleurs à rappeler que cette entreprise publique continue à pratiquer des amendes hallucinantes, et à poursuivre des gens qui déjà ne savaient pas payer leur billet ! Puis il y a les huissiers et tout le bazar, quand on est déjà précaire et qu'on doit faire face en plus à ça, ça n'aide évidemment pas. Faudra pas s'étonner s'il y a des mendiants dans le métro !" ➔

## CONFRONTATIONS PERSONNELLES À LA MENDICITÉ ET CROYANCES POPULAIRES

Globalement, qu'ils soient animés d'idées positives ou négatives envers les mendiants, les voyageurs ne se confrontent guère facilement à cette vision de la pauvreté, attaquant leur intimité émotionnelle. *"Les gens ne veulent pas voir ça en rentrant chez eux, cela crée un problème de conscience, certains sont dans la compassion, d'autres ont une réaction de rejet, du genre 'salauds de pauvres', qu'on les cache! Ma décision de donner de l'argent se fera de manière imprévue, en fonction de l'état d'esprit du moment, mais je ne donne jamais aux femmes avec des bébés, parce que j'ai l'impression que c'est plutôt des réseaux qu'autre chose".*

La situation d'enfants accompagnant des adultes a été évoquée par quasiment toutes les personnes rencontrées, usagers du métro comme mendiants. Face à ces commentaires, nous constatons que si la mendicité est dépénalisée depuis 1993, les distinctions pénales du passé gardent une certaine constance dans les mentalités. Lors des premières années de la Belgique, la mendicité en groupe était interdite, avec une exception pour les membres d'une même famille<sup>①</sup>. Aujourd'hui encore existe cette limite, et la présence d'un enfant éveille souvent l'impression d'une mendicité organisée en réseau d'exploitation. Pour certains pauvres, il s'agit d'une concurrence déloyale, les 'bonnes places' se disputant à l'arraché; et si les usagers veulent éventuellement tolérer la mendicité, ils ne soutiennent pas l'existence *"des roms mendiant avec des enfants qui ne sont souvent pas les leurs"*.

Ces affirmations très répandues, pour définitivement s'informer ou se confirmer, devraient faire l'objet d'un travail d'enquête spécifique et approfondi. Nous disposons cependant de nombreuses informations de terrain, émanant d'associations bruxelloises travaillant de près



**DANS LES GRANDES VILLES EUROPÉENNES FLEURISSENT DES DISPOSITIFS "DESIGN" ANTI-MENDIANTS ET ANTI-SDF... BIENTÔT DISPONIBLES EN BELGIQUE ?**

avec les communautés roms. Lors d'auditions au parlement bruxellois, un responsable de l'asbl Le Foyer a exposé l'existence d'un vif débat au sein de la communauté au sujet de la présence d'enfants, mais le plus souvent, il s'agit simplement de parents ne désirant pas se séparer de leur fils ou de leur fille. En effet, les autorités belges n'ont jamais hésité à démanteler des familles, en déportant l'adulte après une arrestation en rue ou dans le métro. Aujourd'hui, les Roms de Bulgarie et de Roumanie sont citoyens européens mais toujours, comme en témoigne l'asbl Diogène, massivement en situation de précarité dans nos rues. A un point tel qu'au sein de l'association, le besoin s'est fait ressentir de disposer parmi son personnel d'une travailleuse de rue d'origine Rom. Depuis 2003, jamais elle n'a rencontré de personnes se plaignant d'exploitation, mais plutôt de difficiles conditions de vie en Belgique. Parallèlement aux auditions de ces associations, la présidente de la Commission

des Affaires sociales Elke Van den Brandt (Groen), s'est renseignée auprès de la police fédérale, et a reçu en réponse qu'aucun dossier de mendicité organisée n'est ouvert, et cela depuis plusieurs années.

En fin d'année 2009, pour défendre sa politique la STIB a évoqué dans les médias un chiffre de 65 % de mendiants membres de réseaux d'exploitation. En regard des informations réelles de terrain, il semble donc que les responsables de l'entreprise publique ont choisi de relayer massivement les rumeurs les plus idéologiquement nauséabondes.

A la fin de notre parcours dans les stations, nous avons pu observer l'existence d'une solidarité franche parmi les usagers des transports publics. Sur une heure passée dans le tunnel de la gare centrale avec un groupe de personnes de la rue, une dame est venue nous tendre un sac rempli de sandwiches,

trois jeunes ont amené un sac de quartiers de pizzas, un couple s'est présenté avec une caisse de sacs de couchage, et enfin une dame est venue avec deux sacs de sport remplis de vêtements, pour les distribuer à la criée. De la part de la STIB, le public n'a jamais pu connaître le nombre de plaintes d'usagers que l'entreprise évoque pour justifier ses actes. Parions toutefois que celles et ceux rencontrés à ce moment-là ne font nullement partie d'éventuels plaignants, qui désireraient l'évacuation des pauvres de leur transport public. ■

<sup>①</sup> Cette association offre depuis 1998 un accueil de jour au centre ville de Bruxelles, assurant une permanence sociale, un service de repas, des dons de vêtements, de produits d'hygiène, etc. Plus d'infos au 02/513.35.96 ou sur <http://users.skynet.be/cheznous.bijons/>.

<sup>②</sup> Voir l'article de Jacques Fierens, *Les chasse-coquins, Mendicité et répression*, aux pages 20 à 23.

# La STIB, une entreprise publique au service des usagers ?

L'entreprise dépend de la Région bruxelloise qui la supervise en nommant les différents membres du conseil d'administration (CA), impulsant les grandes lignes politiques de l'entreprise. Le fonctionnement quotidien est assuré par une direction, qui élabore notamment les consignes de travail au personnel. Quelles visions traversent les différentes instances dirigeantes de l'entreprise, et qu'en pense le personnel ?

## UNE IMAGE PUBLIQUE À PRÉSERVER

Selon le vice-président, Ridouane Chahid (PS), les réactions d'associations relayées dans la presse ont encouragé un débat au parlement bruxellois, avec pour conséquence directe de motiver le conseil d'administration à exiger l'arrêt de l'opération, décidée selon lui par la direction sans consultation des responsables politiques régionaux. Nous lui avons demandé son avis, avec le recul, sur les annonces diffusées dans les stations de métro. "Fondamentalement, une erreur a été commise et il faut la corriger. Cette erreur a été commise par celui ou celle qui a introduit la mendicité dans ce fameux arrêté sur les incivilités. A-t-elle été placée dans cette liste à la demande de la STIB ? Peut-être. Je ne l'exclus pas... On peut comprendre que certaines personnes aient pensé qu'en essayant de remédier au problème de la mendicité, elles allaient améliorer l'image, soit de la ville ou la région, soit de la STIB. Or c'est l'effet contraire qui se produit, ça nuit plutôt à l'image de la STIB puisqu'on la stigmatise".

**LA STIB EST UNE IMMENSE STRUCTURE BÉNÉFICIAIRE, POUR ASSURER SON FONCTIONNEMENT, DU PLUS GROS POSTE BUDGÉTAIRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE. LE MOMENT EST DONC VENU D'ABORDER LA VISION SOCIALE DE L'ENTREPRISE PUBLIQUE.**

**/** **Gérald Hanotiaux**  
CSCE

Lors d'une réunion entre représentants politiques bruxellois et associations, un membre du cabinet du ministre président Charles Picqué nous a expliqué le plus naturellement du monde que "si la direction de la STIB n'aime

pas le monde associatif, elle aime encore moins le monde politique!". Ces propos, énoncés comme acquis et banals, sont relativement inquiétants concernant la principale entreprise publique de la région. Un léger malaise se manifeste, "le

monde politique, représenté au CA et au comité de gestion, impose la politique à suivre par la direction. Mais par tradition, nous ne voulons pas nous immiscer dans la gestion quotidienne de la société, nous risquerions alors souvent d'être →





→ confrontés à des conflits d'intérêts. Mais d'une manière générale l'entente est assez cordiale et les décisions politiques bien exécutées au niveau de la direction". Dans un futur proche, le travail du CA sera de "redéfinir les priorités de la STIB et de ses agents de sûreté et contrôle qui, à mon sens, n'ont pas pour mission de mettre dehors qui que ce soit, en tout cas pas les plus fragilisés qui ne dérangent personne".

La prise de position est claire, le vice-président s'affirme incapable d'assumer qu'en 2010, année de lutte contre la pauvreté, son entreprise mène une politique d'évacuation des mendiants. Les remaniements risquent donc d'être profonds car, rappelons-le, deux membres du personnel de sécurité ont déclaré dans la presse que, depuis toujours, "c'est bien simple, le rapatriement des SDF en surface constitue largement plus de la moitié de notre travail"❶. Le travail va donc être difficile, mais nécessaire, "pour redorer une image qui a été écornée".

## UN FONCTIONNEMENT PUBLIC À RELATIVISER

Que pense le personnel de cette affaire? Pour en savoir plus, nous avons rencontré Monsieur Armand Feraille, conducteur de métro de longue date et ex-syndicaliste au sein de l'entreprise de transport. "Dès qu'un mendiant ou un SDF entre dans une rame, la plupart des chauffeurs appellent directement les services de sécurité pour le signaler, même si la personne ne fait rien de mal. 'Allô, j'ai une personne occupée à faire la quête sur mon train', l'interlocuteur contacté envoie alors le service contrôle et intervention, et la personne est généralement ramenée à la sortie. Je n'ai jamais assisté à ça, mais il y a des consignes en ce sens, diffusées auprès du personnel. Vous me dites que la mendicité a été dépénalisée, mais moi je l'ignore, si l'on interroge les chauffeurs, pour eux, mendier est interdit, point à la ligne".

Cet employé nous éclaire sur le contexte social dans lequel survient cette opération de répression de la mendicité. "Dans l'entreprise, on remarque que l'esprit de service public et de respect des voyageurs a changé. En interne, alors qu'ils sont la raison d'être de l'entreprise, on les appelle à présent des clients, ce qui est très significatif. Concernant le personnel, on parle de 'gisements d'ouvriers', de 'ressources humaines', etc. Ce sont des termes qui pour moi vont à l'encontre de l'idée d'une direction avec un esprit social. Actuellement, il y a un climat social plus que malsain. Que le service à la clientèle soit démantelé ou plus efficace, ce n'est pas leur premier souci, mais plutôt de préparer la société à entrer sur le marché privé, comme l'ensemble des services à vocation sociale. En tant que travailleur, quand je vois comment on modifie les structures de la société et le mépris affiché vis-à-vis du personnel, l'attitude de

la STIB a augmenté sensiblement. Dans ses objectifs planifiés, le directeur a des résultats probants à atteindre. Il y a clairement une volonté de sous-traiter le plus possible et d'en arriver à un service qui pourrait être monnayé. Dans le chef de la direction, le but est principalement d'avoir un profil de rentabilité, plutôt que d'offrir un meilleur service".

## UNE ENTREPRISE PUBLIQUE À RENTABILISER

Nous n'avons pu rencontrer le directeur de l'entreprise, mais bien suivre son audition au parlement bruxellois. Après une première tentative infructueuse en décembre 2009, lors de laquelle Monsieur Alain Flausch a affiché le mépris le plus total envers les élus régionaux, le directeur de l'entreprise publique a enfin été longuement entendu en Commission des affaires sociales, le 7 janvier 2010. Il a finalement pu, afin de mener une discussion sereine, mesurer le

se passe est révolu. L'espace du transport public doit être un espace serein et confortable tant que faire se peut, parce qu'on n'attire pas les mouches avec du vinaigre. Autrement dit nous avons voulu nous réapproprier l'espace public... ou plutôt... l'espace du transport public".

Concernant le message diffusé au public, le directeur assume l'opération. "L'annonce n'est pas choquante, celui qui l'a introduite à la STIB l'a entendue à Paris, il n'a pas été choqué et l'a trouvée appropriée. Il s'agit simplement de l'application du règlement, d'une loi à respecter! Il y a d'ailleurs moyen d'apprécier ces annonces de manière soft, la mendicité nous devrions l'interdire, or nous avons simplement dit qu'il ne fallait pas l'encourager. Il faut désubjectiver et dépassionner ce débat. Il y a énormément de gens qui ont trouvé que cette annonce était une bonne chose, on me félicite et je dois même parfois calmer le jeu. [...] Une seconde phase d'intervention avait été prévue, mais vu que les collaborateurs ont senti la tempête dans le Landerneau, nous avons interrompu l'opération. Et, contrairement à ce qu'a dit la ministre ici, ce n'est pas à son initiative, mais à mon initiative".

**LE BUT EST D'AVOIR UN PROFIL DE RENTABILITÉ, PLUTÔT QUE D'OFFRIR UN MEILLEUR SERVICE"**

l'entreprise au sujet de la mendicité, je ne l'accepte pas mais ça ne m'étonne pas".

Si le vice-président a reconnu que le directeur de l'entreprise est un individu motivé à faire du chiffre, son discours n'a cependant cessé de défendre une entreprise totalement publique, dotée de l'esprit de fonctionnement adéquat. Face aux propos de notre membre du personnel, l'euphorie publique semble devoir être relativisée. "La STIB n'est pas totalement une entreprise publique, elle est devenue une société publique autonome, qui reçoit des subsides de la part de la Région, mais les reçoit dans le cadre d'un contrat de gestion. Le taux de couverture propre de

respect minimal à adopter envers l'assemblée, une discussion dont nous relèverons quelques éléments particulièrement importants et confirmant certaines informations recueillies précédemment.

"Je parle ici au nom de nos clients, qui essayent tous les jours de se déplacer de la manière la plus sûre et la plus confortable [...]. Notre travail est de transporter et, contrairement à ce que certains pensent, nos espaces ne sont pas des espaces publics, certains morceaux le sont, mais la plupart ne le sont pas [...]. Le temps du terrain vague abandonné qu'a pu être le transport public, où le conducteur et le gardien des espaces se fichent de ce qui

Une autre initiative politique dérange également le directeur, concernant les options budgétaires dictées par la Région. "J'aimerais que vous utilisiez autant d'énergie à crier contre le gouvernement lorsqu'il nous retire 50 millions de budget, parce que c'est beaucoup plus grave!" En effet, lors de cette législature la plupart des secteurs publics vont devoir se serrer la ceinture, et des choix de bonne gestion publique devraient idéalement voir le jour. L'économie à réaliser par la STIB s'élève en réalité à 46,2 millions d'euros❷. En parallèle à cette demande d'économies, les utilisateurs réguliers des transports publics l'auront remarqué, l'entreprise réalise de gros changements dans les stations, en installant des portiques visant à empêcher l'accès





libre aux quais. Cette nouveauté représente un coût annoncé de... 45 millions d'euros! Ces installations, dans le contexte qui est le nôtre aujourd'hui, vont donc englober une somme colossale au détriment d'un service efficace aux Bruxellois. Et pour boucler la boucle, l'une des conséquences de ces portiques filtrants sera également de restreindre l'accès aux véhicules pour les mendiants.

Au sujet de l'arrêté gouvernemental pénalisant la mendicité, la direction semble aujourd'hui rejointe par les administrateurs, dont la nouvelle présidente du CA a accompagné monsieur Flausch lors de ces auditions parlementaires. Adelheid Byttebier (Groen) déclare: "comme j'avais cette intervention à faire aujourd'hui, nous en avons discuté au comité de gestion, pas en CA mais en groupe restreint, et cet arrêté ministériel accordant des possibi-

tés d'amendes, nous avons décidé de le maintenir. C'est vraiment nécessaire pour pouvoir assurer un transport correct".<sup>③</sup> Un mois s'est écoulé depuis la ferme prise de position du vice-président, les remaniements annoncés comme nécessaires ne semblent donc déjà plus d'actualité au sein du CA de l'entreprise.

Au sein de ce débat, l'intégralité des enjeux se concentrent en dernier recours dans l'argument classique: une simple application du règlement. La direction d'ordinaire peu friande de directives politiques, se retranche dans le cas de la répression de la mendicité derrière l'arrêté du gouvernement, et ne reconnaît aucun rôle dans son apparition en 2007. Gardons dès lors un œil attentif sur le processus politique en cours<sup>④</sup>, les parlementaires souhaitant aboutir, en concertation, à une organisation

politique et sociale de la principale entreprise publique bruxelloise plus proche de leurs préoccupations. ■

① Une centaine d'expulsions par semaine à la STIB, article de Mathieu Ladevèze dans *La Dernière Heure*, 17 novembre 2009.

② Répartis comme suit: 25,7 millions en investissements, 11,5 millions en rationalisation de l'offre et 9 millions en frais de fonctionnement. Les choix opaques de la STIB, article de Stéphanie Bocart dans *La Libre Belgique*, 12 novembre 2009.

③ Rappelons à Madame Byttebier, comme l'a exposé Jacques Fierens lors d'un débat public organisé par le CSCE, qu'en 1897 le ministre belge de la justice déclarait à la Chambre au sujet du traitement à réserver aux mendiants: "jamais d'emprisonnement, ni d'amende, peines inefficaces en la matière, quand elles ne sont pas odieuses." Nous sommes donc face à un gouvernement bruxellois assumant un retour en arrière idéologique d'un siècle et treize ans! Voir article de Jacques Fierens, *Les chasse-coquins, Mendicité et répression*, dans ce numéro.

④ Voir l'article 'Quand les représentants politiques critiquent la STIB', aux pages 18 et 19.

# Quand les représentants politiques critiquent la STIB

Dès que les critiques et revendications des associations ont été relayées dans la presse, des représentants politiques ont pris position dans le débat. Au sein du Parlement bruxellois des questions d'actualité ont été formulées le 21 octobre à la ministre Brigitte Grouwels (CD & V), en charge du transport et de l'aide aux personnes. A l'examen, outre sa capacité à susciter le débat, l'entreprise publique a également réussi à rassembler majorité et opposition dans la contestation de sa politique.

## DÉPASSEMENT DES CLIVAGES

Pour le MR-FDF, Michel Colson a lancé l'offensive. Désirant un développement ultérieur du sujet dans un autre cadre, il a déjà souligné la grande ambiguïté du message de la STIB, "Nous vous rappelons que la mendicité est interdite dans l'enceinte du métro apparaît comme étant destiné aux mendiants. 'Ne l'encouragez pas. Merci s'adresse aux clients. J'y vois une forme de double stigmatisation. On stigmatise d'abord la mendicité, alors que les reportages diffusés dans les médias montrent que le public tolère une certaine forme de mendicité. On stigmatise aussi le client en lui disant que c'est parce qu'il donne qu'il y a des mendiants. C'est un peu court." Dans les rangées, les avis sont en effet unanimes au sujet de l'infantilisation du public par la STIB, réitérée ultérieurement par la direction dans les médias interpellant l'entreprise sur son attitude.

Pour le Parti socialiste, Olivia P'tito est revenue sur les notions

**UN MAL POUR UN BIEN ? SUITE AUX ANNONCES DIFFUSÉES DANS LE MÉTRO EN OCTOBRE 2009, UN DÉBAT FONDAMENTAL DE SOCIÉTÉ A REPRIS UNE CERTAINE VIGUEUR, PORTANT SUR LES OPPORTUNITÉS DE LUTTER CONTRE LES CAUSES DE LA PAUVRETÉ, PLUTÔT QUE CONTRE LES PAUVRES ET LEUR VISIBILITÉ. LES PARLEMENTAIRES BRUXELLOIS SE SONT EMPARÉS DE CE DOSSIER.**

**Gérald Hanotiaux**  
CSCE

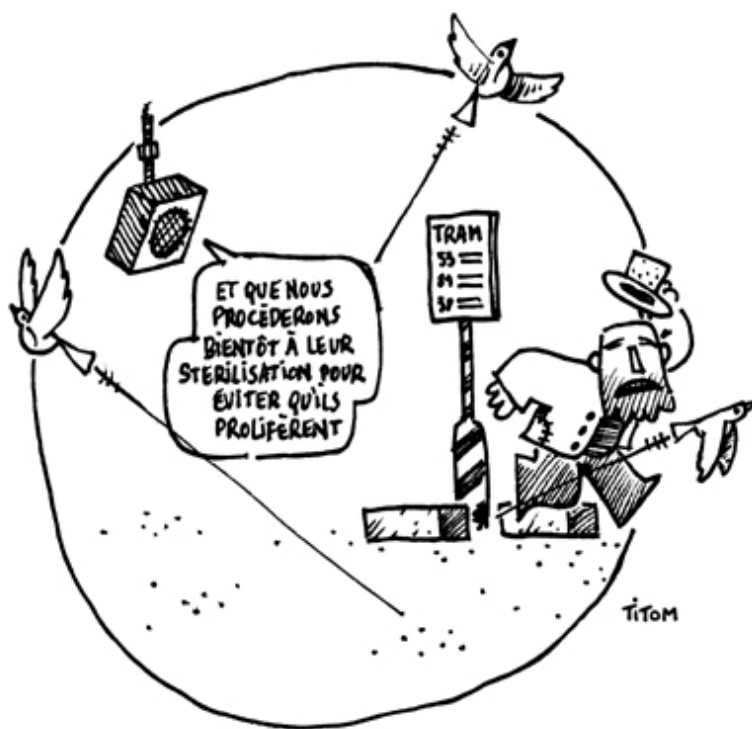
utilisées par l'entreprise dans la presse, "quand on parle de 'prolifération' des mendiants - puisque c'est le terme qui a été utilisé par le porte-parole de la STIB - il est plus que malheureux, maladroit et insultant d'utiliser ce type de terme quand on parle d'êtres humains". Pour le parti Ecolo, Céline Delforge a enfoncé le clou de la rhétorique, "nous sommes en droit de nous inquiéter de voir que, dans le métro, des êtres humains reçoivent grosso modo le même message que les mouettes à la mer. 'Ne les nourrissez pas, car elles risquent de revenir en nombre'. Il s'agit pourtant ici de personnes confinées à la mendicité, contraintes à cette pratique ni par choix, ni par plaisir. Face à ces personnes qui sont parmi les plus vulnérables de la société, la STIB, entreprise publique, nous enjoint à 'ne pas les nourrir, car elles risquent de se multiplier'".

## PRÉCISION DU CADRE LÉGAL

Les parlementaires ont toutes et tous réclamé des précisions au sujet des textes officiels encadrant

l'opération de la STIB. La réponse de la ministre a révélé que "l'interdiction de la mendicité à bord des rames et dans les installations exploitées par la STIB relève de l'ordonnance approuvée le 13 décembre 2007 par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale ❶. Publiée au Moniteur belge le 10 janvier 2008, elle réprime la mendicité en la pénalisant d'une surtaxe de 84 euros. Les messages diffusés par la STIB dans les stations de métro ne font rien d'autre que demander aux clients de ne pas encourager ce que la législation a établi comme étant une incivilité". A la suite de ces mots et forte de l'existence de ce texte, la ministre a assumé les actes posés et annoncé une seconde phase de répression, lors de laquelle les agents reconduiront les mendiants à la sortie des stations. Pas un mot n'a été par contre prononcé sur la dépénalisation de la mendicité intervenue en 1993, et le retour social en arrière que constitue donc cet arrêté gouvernemental.

Ce dernier, comme l'a clairement rappelé le député Pierre Migisha (cdH) lors d'une interpellation ultérieure le 18 novembre, n'a donc nécessité aucun débat parlementaire, sans doute l'une des raisons du courroux des représentants du pouvoir législatif. Il est cependant étonnant d'en arriver à de telles extrémités, publiques et médiatiques, avant de pouvoir assister au retour de cette question sociale fondamentale sur le devant de la scène parlementaire. D'autant plus que, comme l'a vivement rappelé l'opposition par la bouche de monsieur De Wolf (MR), "la ministre a simplement respecté l'obligation qui est la sienne aujourd'hui : celle d'appliquer, ou non, un règlement qui a été pris par un gouvernement unanime dans lequel vous êtes tous représentés et qui érige, à l'article 3.10, en interdiction le fait de mendier. Vous vous honoreriez en disant que cela a peut-être échappé à vos ministres, que cela vous a peut-être échappé ; mais c'est une réalité que vous ne pouvez enterrer, au contraire de ces



mendiants qui doivent descendre dans les stations de métro pour survivre". Cette intervention, non dénuée de sens, a ébranlé l'unanimité des débats ; cependant une question demeure, celle du degré de solidarité organisée par monsieur De Wolf s'il avait fait partie de la majorité.

A la suite de cette seconde séance de débat parlementaire, et malgré le blanc-seing gouvernemental, la ministre Grouwels a alors étonné tout le monde en exposant sa demande à la STIB de stopper l'opération. La teneur des débats et ce pas en arrière laissent perplexes. En effet, la répression de la mendicité au sein de cette entreprise est loin de constituer un scoop et les volontés de 'nettoyage' sont une très vieille histoire dans le chef de la direction. En effet, comme l'a rappelé Pierre Migisha en commission, "j'ai pu lire avec beaucoup d'étonnement dans la presse d'hier un témoignage provenant du service de sécurité de la STIB. Il semble que l'expulsion des mendiants des stations soit leur activité principale et que ce soit ainsi depuis toujours". Si les représentants politiques veulent faire suivre leurs démarches de résultats concrets, le profil de poste

et les consignes au personnel de sécurité devront prochainement être modifiés en profondeur.

#### LÉGISLATIF VERSUS EXÉCUTIF

Si nous effectuons un petit voyage dans le temps, nul utilisateur régulier des transports bruxellois ne peut ignorer les antécédents de la politique sociale de l'entreprise. En 2007, la STIB a lancé l'opération Beethoven, avec pour objectif la disparition des musiciens, jouant dans le métro en échange d'une menue monnaie. A l'époque, le porte-parole de l'entreprise assumait déjà les projets réalisés ultérieurement. Nous lui demandions en avril 2007<sup>2</sup> : " Dans la presse, vous avez annoncé que les musiciens représentent une première étape, avant une attaque envers les mendiants, parlons donc du cadre légal dans lequel s'effectue l'opération. La mendicité n'est pas un délit en Belgique, qu'est-ce qui permet à votre entreprise publique d'en faire un délit sur son réseau ?" Rétrospectivement la réponse est plutôt intéressante : " On ne la rend pas illégale, on dit simplement que ça ne cadre pas. Et ce n'est pas une question d'esthétique, il y a dans notre société des structures pour accueillir ces personnes en précarité autrement que comme

des animaux, par terre, dans des stations où passent des milliers de personnes. Nous n'avons jamais trouvé très digne, tant pour une société de transport public que pour les gens qui passent devant, d'avoir des gens recroquevillés et en haillons, qui sont quasiment – et j'espère que ce n'est pas du théâtre – en train de mourir devant vous. Il s'agit d'amener un peu de dignité dans le processus". En ce début d'année 2010, le moins que l'on puisse reconnaître est que le but de dignité, s'il est recherché, est loin d'être atteint au sein de la STIB.

Entre cette rencontre de 2007 et les annonces dans le métro d'octobre 2009, le mot mendicité a donc été inséré au sein d'un arrêté de gouvernement, conférant de la sorte une assise légale aux actes et aux projets de l'entreprise publique. A la demande de la STIB ? Une question parmi d'autres à laquelle devront tenter de répondre les parlementaires, qui semblent heureusement avoir aujourd'hui saisi le sujet à bras le corps, notamment en organisant des auditions d'associations et acteurs de terrain en contact quotidien avec le monde de la rue. Tous les éléments sont à présent dans leurs

maines pour poser les actes qui leur semblent nécessaires face à la situation.

Au sein de cette guerre locale du législatif contre l'exécutif, les parlementaires de tous les partis annoncent l'objectif minimal du retrait du mot mendicité de la liste des incivilités, les débats connaîtront donc prochainement de nouveaux développements. La ministre Brigitte Grouwels, tout en restant prudente, s'est publiquement montrée ouverte à la discussion<sup>3</sup> et, face aux députés qui représentent 90 % de l'électorat bruxellois, elle a déclaré qu'elle essaierait de trouver une solution consensuelle sur base des recommandations que lui ferait la Commission des affaires sociales. Pour le législatif, comme pour l'exécutif, il ne reste dès lors plus qu'à passer à l'acte. ■

<sup>1</sup> La ministre réalise à cette occasion une confusion fondamentale, il s'agit en fait d'un arrêté gouvernemental qui, contrairement à l'ordonnance, ne nécessite pas l'approbation du parlement. Elle s'excusera par la suite auprès des parlementaires pour cette confusion dans sa réponse.

<sup>2</sup> La STIB aime la (bonne) musique, Journal du CSCE n°58, mai 2007, pp.4 à 6.

<sup>3</sup> Lors d'un débat public organisé par le CSCE le 20 janvier 2010, rassemblant des parlementaires des partis francophones et la ministre Brigitte Grouwels.

# Les chasse-coquins

## Mendicité et répression

### LA RÉPRESSION DE LA MENDICITÉ ET L'HISTOIRE

La vieille question posée aux sociétés par la présence de mendiants plus ou moins nombreux a été appréhendée historiquement de trois manières : par la tolérance, par la répression ou par l'aide sociale. Toutes les civilisations, semble-t-il, ont connu et connaissent le phénomène. Des droits très anciens attestent de règles spécifiques qui tendent plutôt à soulager le sort des mendiants, comme celles de l'Ancien Israël ou du Coran<sup>①</sup>.

Pendant la plus grande partie de l'histoire de notre droit, la réponse juridique à la mendicité a été l'acceptation. Dans un régime de chrétienté, le mendiant était même l'instrument du salut de son bienfaiteur, car, disait-on, "l'aumône éteint le péché". C'est, dans nos régions, à partir de la naissance des villes et de l'apparition d'une classe "bourgeoise" au sens littéral du terme que le mendiant devient avant tout un indésirable. La répression partielle de la mendicité remonte à Philippe le Bon qui, par ses ordonnances de 1459 et 1461, l'interdit à toute personne en état d'exercer un métier. Cette répression s'explique surtout par une volonté d'ordre économique. Suivant l'exemple britannique, les villes gagent des "chasse-coquins". La problématique des étrangers jugés indésirables est déjà posée, puisque si certaines personnes sont autorisées à mendier à condition de porter au cou un morceau de plomb indiquant leur résidence, les étrangers sont exclus de ce droit<sup>②</sup>. A partir des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, l'enfermement des men-

### AFIN DE CONTEXTUALISER LE DÉBAT SUR LA MENDICITÉ ET LA POLITIQUE MENÉE ACTUELLEMENT AU NIVEAU RÉGIONAL, NOUS AVONS PROPOSÉ À UN JURISTE, MEMBRE DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, DE NOUS LIVRER UN PANORAMA HISTORIQUE<sup>③</sup> DES POLITIQUES MENÉES ENVERS LES MENDIANTS EN BELGIQUE.

**Jacques Fierens**  
Avocat, professeur à l'Université de Namur et à l'Université de Liège

dants apparaît<sup>④</sup>. Charles Quint, en 1515, ordonne l'expulsion hors de ses provinces de tout mendiant valide<sup>⑤</sup>.

Le mercantilisme, puis le libéralisme s'opposent, congénitalement pourrait-on dire, à la mendicité. Le travail est la solution de toutes les inégalités, conviction qui sera d'ailleurs partagée aussi par l'autre grande idéologie qui partagera le monde, le socialisme. Les théories de Malthus sont édifiantes à cet égard, qui proposent de priver les pauvres de tout droit d'être aidé, au nom... de leur dignité. *"Ainsi les lois inévitables de la nature humaine condamneraient-elles certains individus à vivre dans le besoin. A la grande loterie de la vie, certains malheureux ont ainsi tiré un zéro. [...] La quantité d'aliments consommés dans les asiles et distribués à une partie de la société que l'on peut considérer comme la moins intéressante, diminue d'autant la part des membres les plus laborieux et les plus dignes de récompense. [...] Avant toute atteinte au système, la première mesure capable d'arrêter ou de freiner l'extension*

*des secours à attribuer, me paraît consister à désavouer formellement, au nom de la justice et de la dignité, le droit des pauvres à l'assistance.*"<sup>⑥</sup> Marx, de son côté, souligne que le travail – du moins le travail suffisamment gratifiant – n'opère pas seulement un changement de formes dans les matières naturelles, l'homme y réalise son propre but, dont il a conscience, qui détermine comme loi son mode d'action, et auquel il doit subordonner sa volonté<sup>⑦</sup>.

En Belgique, la mendicité "qualifiée" a été visée par l'article 276 du Code pénal napoléonien de 1810, hérité des Hollandais lors de l'indépendance, puis par les lois du 13 août 1833 et 6 mars 1866. Faisaient alors l'objet d'une répression pénale les mendiants qui auraient usé de menaces ou seraient entrés sans permission dans les propriétés, ceux qui, en mendiant, auraient feint des plaies ou des infirmités, ou ceux qui auraient mendié en réunion, à moins que ce ne fût le mari et la femme, le père ou la mère et leurs jeunes enfants, l'aveugle ou l'invalidé et leur conducteur. Des dispositions

similaires demeureront dans l'actuel Code pénal de 1867, aux articles 342 à 347. L'exposé des motifs de ce code révèle que les "mendiants d'habitude" doivent être assimilés aux vagabonds "car c'est cette habitude de la mendicité qui les place sur la même ligne que les vagabonds et qui les rend aussi dangereux que ces derniers."<sup>⑧</sup>

La mendicité non qualifiée a fait l'objet d'une loi de vendémiaire an II, puis d'une loi du 3 avril 1848, qui accordait au gouvernement un droit de détention illimité sur les individus mis à sa disposition, puis encore d'une loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité qui restera en vigueur jusqu'en 1993. La distinction fondamentale établie par le législateur se situe entre les personnes qui n'ont pas la force de travailler (les enfants, les personnes âgées, les malades, les handicapés), les personnes qui ont la force de travailler mais n'en ont pas les moyens (les chômeurs) et les personnes qui ont la force et les moyens, mais ne veulent pas travailler<sup>⑨</sup>. Ce dernier groupe sera évidemment la cible de la



répression. "Cette catégorie d'indigents est la moins intéressante et la plus dangereuse pour l'ordre social. C'est la réserve de l'armée du crime. Contre ces fainéants sans vergogne et ces vagabonds sans aveu, la sévérité seule est rationnelle."

Le même rapport se plaint déjà de l'arrivée des étrangers pauvres, aussitôt qualifiés de délinquants, qui constituent une charge inadmissible pour la bienfaisance : "Qui ne sait que, partout, les communes frontalières de quelque importance ont toujours servi de refuge aux délinquants des pays voisins?"❶.

En ce qui concerne le traitement à réserver aux mendiants, le ministre de la Justice affirme à la séance de la Chambre du 30 juin 1897 : "Jamais d'emprisonnement, ni d'amende, peines inefficaces en la matière, quand elles ne sont pas odieuses." Des mesures "administratives" frappaient toutefois les mendiants enfermés dans des "dépôts de mendicité" qui n'étaient cependant autre chose que des prisons, comme l'établira plus tard la Cour européenne des droits de l'homme❷.

## LA DÉCRIMINALISATION DE LA MENDICITÉ EN 1993

La loi du 12 janvier 1993 contenant un programme d'urgence pour une société plus solidaire, d'ailleurs sans guère de discussion sur le principe même❸, a abrogé les dispositions du Code pénal relatives à la mendicité et la loi du 27 novembre 1891.

Cette abrogation des dispositions répressives ou quasi répressives a été généralement justifiée par l'opportunité de faire prévaloir des mesures d'aide sociale au sens large, par l'intermédiaire des CPAS ou par celui des instances d'aide à la jeunesse. Même si la Cour de cassation n'avait pas voulu l'admettre❹, il y avait en effet, pour le moins, contradiction entre les lois de répression et celles qui sont destinées à garantir à tous une vie

conforme à la dignité humaine, selon l'expression de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ou de l'article 3 du décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

## LA PERMANENCE DE LA TENTATION RÉPRESSIVE

La tentation répressive à l'égard de la mendicité est restée bien présente malgré l'abrogation des dispositions pénales ou quasi pénales la concernant. On l'a vu dans l'apparition rapide, après l'abrogation de la loi du 27 novembre 1891, de règlements communaux la criminalisant à nouveau. Le Conseil d'Etat fut ainsi amené à annuler, à la requête de la *Ligue des droits de l'homme*, un arrêté du 26 juin 1995 du conseil communal de la Ville de Bruxelles portant interdiction de la mendicité sur le territoire communal et prévoyant des peines de police en cas d'infraction❺. L'annulation a été prononcée au motif que l'interdiction générale de la mendicité, valant pour tout le territoire de la ville et de manière permanente, revêtait un caractère manifestement disproportionné par rapport aux troubles qui seraient causés à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics, troubles qui ne procédaient que de pratiques déterminées et de faits localisés dans l'espace et dans le temps ; une erreur manifeste d'appréciation avait été commise dans l'application de l'article 135 de la nouvelle loi communale. D'autres règlements ou arrêtés communaux similaires ont cependant été pris sans être attaqués en annulation, notamment à Gand et à Bruges❻.

## LA LOI DU 10 AOÛT 2005

La loi du 10 août 2005 modifiant diverses dispositions en vue de renforcer la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains et contre les pratiques des marchands de sommeil insère dans le Code pénal les articles 433<sup>ter</sup> et 433<sup>quater</sup>. Elle n'a pas voulu réprimer la mendicité en tant que telle, mais l'éventuelle exploitation des enfants et l'éventuelle traite des



êtres humains à travers la mendicité. La ministre de la Justice de l'époque a souligné qu'"Il convient toutefois de réaliser une distinction selon que la personne qui mendie est le père ou la mère de l'enfant, ou ne l'est pas. Si tel est bien le cas, il me semble difficile d'intervenir par la voie pénale sans porter atteinte à la 'liberté' de mendier. En effet, l'interdiction de la mendicité a été abrogée et le nouveau projet de loi n'y changera rien."❷

## LA MENDICITÉ DANS LES INSTALLATIONS DE LA STIB

En ce qui concerne la mendicité dans les installations de la STIB, l'article 34, 11°, de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar, était ainsi libellé : "Dans les stations de métro ou pré-métro et dans les locaux destinés au public et dont la gestion relève de l'exploitant, il est défendu : [...] 11° de troubler l'ordre dans la station ou la gare et d'entraver le service". Aucune allusion explicite à la mendicité n'existait dans l'arrêté royal. Toutefois, une circulaire ministérielle "relative à la présence de mendiants, de musiciens et de vendeurs de journaux à la criée à bord des véhicules et dans les installations exploitées par la Société des transports intercommunaux de

Bruxelles", du 10 juin 1997, publiée au *Moniteur* du 28 juin 1997, estimait indispensable de préciser la portée du règlement de police existant. "Considérant la présence de plus en plus importante de mendiants, de musiciens et de vendeurs de journaux à la criée à bord des véhicules et dans les installations exploitées par la Société des transports intercommunaux de Bruxelles", la circulaire rappelait notamment que dans les stations de métro ou pré-métro et dans les locaux destinés au public, de même que dans les véhicules, il était défendu de se livrer à des collectes, de se livrer à la mendicité, d'offrir à la vente quoi que ce soit, de faire de la musique et de chanter.

La peine encourue en cas d'infraction était prévue par l'article 40 de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars, soit un emprisonnement de huit jours à trois mois et une amende de vingt-six francs à dix mille francs ou une de ces peines seulement. Un jugement du Tribunal de police de Bruxelles du 27 janvier 2004 avait renvoyé un prévenu des poursuites mises à sa charge, au motif que "pour constituer un trouble de l'ordre, il faut que la mendicité soit effectuée d'une façon qui incommode les voyageurs ou ➔



→ perturbe le fonctionnement des services”, ce que les autorités qualifiées pour veiller à la bonne exécution du règlement, visées à l'article 41 de l'arrêté royal, n'avaient pas constaté<sup>①</sup>. Le jugement estimait implicitement mais certainement que la circulaire du 10 juin 1997 était illégale, même dans le cas où il n'était pas établi que les voyageurs sont incommodés ou que le fonctionnement des services est perturbé.

L'article 34 de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 a été abrogé pour la Région de Bruxelles-Capitale par l'arrêté du gouvernement du 13 décembre 2007. Une ordonnance du 19 avril 2007 avait inséré dans l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale, un article 18bis, § 1er, portant que “Le gouvernement est habilité à ériger en infraction administrative les comportements qui [...] sont de nature à entraver le bon fonctionnement du service de transport, ou à porter préjudice aux usagers du réseau de service public de transport en commun urbain, à

leur auteur, à la Société ou à ses filiales ou concessionnaires”. Cette habilitation a donné lieu à un arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2007 fixant certaines conditions d'exploitation des transports en commun en Région de Bruxelles-Capitale. Son article 3, 10°, stipule qu'il est interdit “de mendier, de colporter ou d'exercer toute autre activité sans autorisation de la Société”. Il s'agit du droit en vigueur et du fondement juridique actuel de l'interdiction de mendier dans les installations de la STIB.

Les infractions à ce prescrit sont punissables d'une amende administrative, selon une échelle fixée par le gouvernement, qui ne peut excéder 500 €. Pour les infractions désignées par le gouvernement, le contrevenant ou la STIB en cas de décision de ne pas infliger une amende administrative, peut introduire un recours par requête écrite auprès du tribunal de police, selon la procédure civile, dans le mois de la notification de la décision. Le tribunal de police peut soit confirmer, soit réformer la décision du fonctionnaire. La

décision du tribunal de police n'est pas susceptible d'appel.

## CONSIDÉRATIONS CRITIQUES

Le mouvement perceptible sur le long terme dans l'évolution du droit belge et dans la jurisprudence tend nettement à privilégier les efforts destinés à assurer l'effectivité des droits sociaux aux personnes pauvres, plutôt qu'à réprimer la mendicité. L'ordonnance du 19 avril 2007 et l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2007 interdisant la mendicité dans les installations de la STIB sous peine d'amendes administratives apparaissent dès lors comme d'évidentes régressions, renouant avec des réflexes mercantiles hérités du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils s'inscrivent dans le cadre de la chasse aux non-travailleurs, supposés dangereux socialement, en tout cas inadaptés au grand marché que constituent aujourd'hui l'Union européenne et le monde.

Depuis 1993, mendier est un droit en Belgique, même s'il faut évidemment déplorer que des personnes doivent y avoir recours pour tenter de vivre décemment.

Cette pratique est souvent contrainte par la non-effectivité des droits sociaux, spécialement en matière d'aide sociale. Malgré le prescrit légal et les efforts de la plupart des CPAS, il reste évident que plus un justiciable est privé de ses droits fondamentaux, moins il est apte à les faire valoir.

La mendicité est aussi provoquée par la limitation des droits sociaux. Ainsi, même s'ils sont pour la plupart ressortissants roumains, la majorité des Roms présents à Bruxelles, tout en étant notoirement l'objet de discrimination dans leur pays d'origine<sup>②</sup>, n'obtiennent pas de titre de séjour en Belgique et, partant, ne peuvent pas bénéficier du droit à l'intégration sociale<sup>③</sup>. S'ils ne possèdent pas de titre de séjour, ils ne peuvent obtenir qu'une aide sociale limitée à l'aide médicale urgente ou, en ce qui concerne les enfants, l'aide en nature dans un centre Fedasil, dont on sait toutefois qu'ils sont actuellement saturés et refusent d'accueillir les personnes<sup>④</sup>.

De plus, une directive (2004/38) du 29 avril 2004<sup>⑤</sup> indique que “Les citoyens de l'Union et les membres de leur famille ont un droit de séjour tel que prévu à l'article 6 tant qu'ils ne deviennent pas une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale de l'État membre d'accueil”. Les États membres peuvent aussi “restreindre la liberté de circulation et de séjour d'un citoyen de l'Union” pour des raisons “d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publique”. Est ainsi refusé aux ressortissants européens les plus pauvres le droit fondamental de libre circulation. Les États membres sont autorisés à les expulser s'ils dépendent de l'aide sociale. La mendicité n'est dès lors souvent que la seule solution de survie.

Il est permis de se demander si la répression de la mendicité ne se heurte pas à la lettre et à l'esprit de la Convention européenne des droits de l'homme. En tout cas, la possibilité d'un emprisonnement

des mendiants est exclue par l'article 5, § 1er, de la Convention européenne des droits de l'homme, contrairement à celui des vagabonds.

Il est vrai que l'ordonnance bruxelloise du 19 avril 2007 et l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2007 ne prévoient que la possibilité d'infliger des amendes administratives, mais l'absurdité du système est évidente lorsque l'on constate que des amendes frappent éventuellement les pauvres parce que la pauvreté les oblige à mendier.

La conformité de la situation faite aux Roms plus particulièrement pose des questions par rapport à la Charte sociale révisée, ratifiée par la Belgique.

La jurisprudence interne a parfois considéré la mendicité comme contraire à la dignité humaine, et, partant, comme constituant une violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme<sup>①</sup>. L'application de la loi et de la réglementation internes sont alors écartés par la norme internationale revêtue d'effets directs.

Le plus frappant ne demeure-t-il pas que dans un Etat censé très différent de celui qui existait dans les siècles précédents, les législateurs, les gouvernants et les réglementateurs s'obstinent à vouloir combattre la mendicité et les pauvres par des méthodes répressives qui ont constamment prouvé leur inanité, au lieu de tirer les conséquences de la consécration de droits en recherche d'une égalité plus effective, fondés sur la préservation de la dignité des mendiants et, au bout du compte, également sur la dignité de ceux qui leur font à l'occasion l'aumône ? ■

① Article également paru dans le Journal du droit des jeunes n° 291, janvier 2010

② Voy. par exemple le droit de glanage dans *Dn* 24, 17-21 ; selon le Coran, l'aumône est une obligation pour tous les musulmans qui en ont les moyens (Sourate 9, verset 103 et sourate 73, verset 20). Voy. aussi le passionnant ouvrage de H. Bolkestein, *Sociale poli-*

*tiek en sociale opstandigheid in de oudheid*, Amsterdam, De Arbeiderspers, 1934.

③ "N'ont licence de mendier que les enfants de moins de douze ans, les gens de plus de soixante ans, les infirmes et les personnes qui, chargées de jeunes enfants réclamant tous leurs soins, ne pourraient se livrer à l'exercice d'un métier. Les pauvres âgés de plus de soixante ans ont à porter au cou un morceau de plomb pourvu du nom de leur résidence. Tous ceux qui seront trouvés démunis de cet insigne seront condamnés à la prison ou aux galères."

④ Voy. l'exposé historique dans A. Luyckx, "Procédure à l'égard des mendiants et des vagabonds", *Les Nouvelles, Procédure pénale*, t. III, 1951, n°s 23 et ss.

⑤ On consultera M. Mollat, *Les pauvres au Moyen Âge*, Paris, Hachette, 1978. A la même époque, les lois anglaises sur les pauvres, d'Elisabeth Ière, sont en la matière des modèles de répression.

⑥ Th. R. Malthus, *Essai sur le principe de population*, 1798, préface et traduction P. Theil. Paris, éd. Gonthier [Bibliothèque Médiations], 1963.

⑦ Voy. *Le Capital*, I, IIIe section, chapitre VII, I.

⑧ J.-S.-G. Nypels, *Législation criminelle*, Bruxelles, Bruylant, 1870, t. II, n° 779, 22b.

⑨ Voy. le résumé de la manière dont le législateur a envisagé le problème de la mendicité et du vagabondage dans C. Van Overbergh, *Réforme de la bienfaisance en Belgique. Résolution et rapport général de la commission spéciale*, Bruxelles, 1900, pp. 314 et ss. Les lois de 1848 et de 1891 visaient, aux yeux de la commission, "les indigents qui ne veulent pas travailler". Voy. aussi A. Prins, *Science pénale et droit positif*, Bruxelles, Bruylant, 1899, n°s 982 et ss.

⑩ C. Van Overbergh, *Réforme de la bienfaisance en Belgique*, cité, p. 448.

⑪ Arrêt De Wilde, *Ooms et Versyp*, 18 juin 1971, série A n° 12.

⑫ Voy. *Rapport fait au nom de la Commission de la santé publique et de l'environnement par M. Vandendriessche et Mme C. Burgeon*, *Doc. parl.*, Ch., sess. 1991-1992, n° 630/5. L'exposé des motifs renvoie aux conclusions de l'éphémère Commission interdépartementale pour la lutte contre la pauvreté (*Doc. parl.*, Ch., sess. 1991-1992, n° 630/1, p. 2).

⑬ Voy. *Cass.*, 12 mars 1986, *Pas.*, 1986, I, 884 ; *Arr. Cass.*, 1985-86, 973 ; *Bull.*, 1986, 884 ; *J.T.*, 1986, 650, et note X. Dijon, "De l'antinomie entre la répression du vagabondage et l'aide de la collectivité".

⑭ C.E. n° 68.735, 8 octobre 1997, *J. dr. jeun.*, 1997, 522 ; *J.L.M.B.*, 1998, 461 ; *J.T.*, 1998, 139, rapport de M. l'Auditeur M. Quintin ; *Jaarboek Mensenrechten*, 1997-98, 207, note F. Judo ; *Journ. proc.*, 1998, liv. 340, 27, note A. de Theux ; *Pas.*, 1997, IV, 88 ; *Rev. b. dr. const.*, 1997, 407, note S. van Drooghenbroeck. En France, voy. I. Michallet, "Le contentieux administratif des arrêtés municipaux d'interdiction de la mendicité", *A.J.D.A.*, 2001, 320-328.

⑮ Voy. A. Carlier, "La mendicité hors la loi", *Dr. Q.M.*, 1996, liv. 10, 27-30.

⑯ CRIV, *Chambre*, Question de Mme Dalila Douifi à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les mendiants accompa-

gnés de bébés ou d'enfants en bas âge" (n° 6553), p. 9, <http://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/51/ic562.pdf>.

⑰ Pol. Bruxelles, 27 janvier 2004, J. T., 2004, pp. 543-544, obs. J. Fierens : "La répression de la mendicité en 2004".

⑱ Voy. la création en 1995, par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, d'un Comité d'experts sur les Roms et les Gens du voyage (MG-S-ROM) et les campagnes de sensibilisation suscitées, dont la campagne *Dosta!* en 2009.

⑲ Selon l'article 3 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, pour pouvoir bénéficier du droit à l'intégration sociale, la personne doit notamment soit posséder la nationalité belge, soit bénéficier en tant que citoyen de l'Union européenne, ou en tant que membre de sa famille qui l'accompagne ou le rejoint, d'un droit de séjour de plus de trois mois, conformément aux dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, et l'éloignement des étrangers.

⑳ Voy. le très fameux article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, qui a fait l'objet de multiples modifications en deux décennies et d'un contentieux apparemment inépuisable devant la Cour constitutionnelle.

㉑ Directive (2004/38) du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n° 1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE.

㉒ Priver le demandeur de régularisation qui se trouve dans l'impossibilité de subvenir lui-même à ses besoins, de l'aide sociale nécessaire pour vivre conformément à la dignité humaine le contraint à la mendicité et est contraire à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. (C.T. Bruxelles, 22 janvier 2002, *Rev. dr. étr.*, 2002, liv. 117, 106, note).

# Partout en Europe, la **"criminalisation"** des personnes sans-abri

**LA FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES ASSOCIATIONS NATIONALES TRAVAILLANT AVEC LES SANS-ABRI (LA FEANTSA) EST UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE FONDÉE EN 1989, DONT L'OBJECTIF EST D'EMPÊCHER ET DE RÉDUIRE L'EXCLUSION SOCIALE DES PERSONNES SANS-ABRI. ELLE RASSEMBLE PLUS DE CENT ORGANISATIONS, SITUÉES AU SEIN DE TRENTE PAYS EUROPÉENS.**

**Gérald Hanotiaux**  
CSCE

Dans un dossier publié en 2007<sup>①</sup>, elle expose les politiques menées contre les personnes les plus précaires de nos sociétés. Au sein de l'union, nous pouvons en effet constater la tendance croissante des autorités à mener des approches répressives et coercitives envers les personnes sans-abri, notamment en ce qui concerne leurs activités dans l'espace public. Les habitants de la rue sont de moins en moins tolérés et les efforts visent à les rendre invisibles plutôt qu'à répondre à leurs besoins. Plus largement, les évolutions décrites s'expriment dans un contexte de crise économique profonde, face auquel les autorités cherchent à contrôler au maximum le climat social.

Comme souvent en matière économique et sociale, l'Union eu-

ropéenne suit en cela de près les évolutions américaines. Le dossier de la fédération commence donc par nous présenter les évolutions constatées dans les années 1990 aux USA. Durant cette décennie, un retour en force des réglementations anti-mendicité s'est manifesté, surtout dans les villes aux prestations sociales très faibles. La vie à la rue est alors systématiquement associée à la criminalité et le vagabondage est réprimé par des arrestations croissantes. Le fond idéologique mis en avant consiste à présenter les personnes sans-abri comme *"infrahumaines, dotées de moins de droits que ceux d'entre nous qui vivent dans des maisons"*<sup>②</sup>.

Dans la suite de cette analyse nous constatons, partout en Europe, la volonté de criminaliser la mendi-

cité et le vagabondage, au niveau local surtout, et même quand cela entre en contradiction totale avec les législations nationales. En Allemagne par exemple, les disparités d'approches envers les sans-abri sont énormes d'une ville à l'autre, et visibles à l'œil nu pour les habitants des villes. Des volontés semblables sont observables en Belgique, notamment lors des opérations locales de 'rénovation' des quartiers de la capitale du pays. Les volontés d'embourgeoisement souhaité par les autorités communales se confrontent alors à la réalité, et à la présence de personnes sans-abri dans la zone de l'opération urbanistique.

David Giannoni, responsable lors de la sortie du dossier du projet 'Espaces de Parole Sans-Abri' de Bruxelles, s'y penche sur un lieu





bien connu des Bruxellois : la gare du Midi, située sur le territoire de la commune de Saint-Gilles. Il y présente l'importance d'une gare dans le quotidien d'un sans-abri et les volontés des autorités de faire disparaître les signes de pauvreté, donnant selon eux une mauvaise image au public de plus en plus riche traversant les espaces de la gare, notamment les nouveaux espaces commerciaux aux abords des terminus de lignes internationales. "Certains témoignages sont édifiants. La plupart du temps, ici à Bruxelles, ce sont les groupes pri-

vés de sécurité (personnel peu ou mal formé, engagé pour servir les commerçants avant tout) qui sont accusés de répressions violentes et inexcusables. Par exemple traîner devant tout le monde un sans-abri par le cou ou bien par les jambes pour le 'sortir' de la gare ; utiliser les chiens comme armes contre les sans-abri ; les tabasser jusqu'au sang en se disant que de toute façon jamais ils ne vont oser porter plainte et que même s'ils le font ils ne seront pas crédibles puisqu'ils sont des "moins que rien" ! L'impact quotidien de ces

répressions est aisément imaginable : on exclut encore plus l'exclu, on rend l'exclu non seulement responsable mais coupable de sa situation, on le criminalise, donc..."

③. Ce type de violence est généralement cyclique et, lorsque des actes sont dénoncés publiquement, des mesures sévères peuvent être prises ; mais si la vigilance du public et des associations s'amenuise, ils réapparaissent en général assez vite.

En se penchant sur différents exemples de villes européennes

(Bruxelles, Rotterdam, Hambourg, Barcelone) et sur certaines thématiques précises (la raréfaction des toilettes publiques, le travail social spécifique nécessaire,...) ce dossier pose une question simple : a-t-on simplement encore le droit d'exister lorsqu'on vit à la rue ? ■

① Le dossier est disponible à l'adresse suivante : [http://www.feantsa.org/files/Month % 20Publications/FR/FR\\_summer07\\_criminalisation. pdf](http://www.feantsa.org/files/Month%20Publications/FR/FR_summer07_criminalisation.pdf)

② Eoin O'Sullivan, *Criminaliser les personnes sans-abri?*, p.4.

③ David Giannoni, *Contrôle de l'espace public : la gare du midi à Bruxelles*, p.10.



## La chasse aux chômeurs... dans notre ligne de mire

### MAINTENIR LE CAP ?

La ministre de l'Emploi suggère néanmoins d'amplifier le plan de contrôle des chômeurs; une mesure destinée, selon elle, "à 90 % à aider les chômeurs à retrouver du travail et non pas à les exclure"❶. Une analyse bruyamment relayée par certains éditorialistes. Plus que jamais les chômeurs sont stigmatisés et précarisés, "mais les contrôles et l'éventualité d'une sanction doivent subsister. Ils marquent un cadre pour les chômeurs. [...] C'est précisément quand l'emploi est en crise que les autorités publiques doivent être présentes aux côtés de ceux qui en sont dépourvus. Elles ne peuvent les abandonner, les laisser perdre pied, se décourager"❷. C'est vrai, avec de pareils arguments, il y a de quoi perdre tout espoir...

### DROIT DANS LE MUR ?

Si entre 2004 et 2008, le nombre de chômeurs sanctionnés a crû exponentiellement, jusqu'à atteindre 114 %; pour les 6 premiers mois de 2009, 3 147 exclusions définitives ont déjà été prononcées par l'ONem, soit... 70 % du total des chômeurs radiés durant tout 2008. Qui plus est, il ressort d'études universitaires récentes (comme celle que nous décortiquerons dans ce dossier) deux éléments importants, contredisant radicalement

**C'EST LA CRISE! A LA CHAÎNE, LES EMPLOIS SONT DÉTRUITS, MASSACRÉS. CHAQUE JOUR, 250 POSTES DE TRAVAIL SONT SUPPRIMÉS DANS NOTRE PAYS. CHÔMAGE RECORD? C'EST DEVENU MÉCANIQUE: ALORS QUE LE SYSTÈME DE SÉCURITÉ SOCIALE A POUR VOCATION DE PROTÉGER LES TRAVAILLEURS PRIVÉS D'EMPLOI, L'ONEM EXCLUT QUOTIDIENNEMENT 115 CHÔMEURS DE LEUR DROIT AUX ALLOCATIONS.**

**/ Daniel Flinker**  
CSCE

l'idée selon laquelle le programme "d'activation du comportement de recherche d'emploi", voté en 2004, favoriserait le retour à l'emploi. D'une part, les chômeurs sanctionnés ont un accès à l'emploi inférieur aux chômeurs non sanctionnés et d'autre part, le peu de postes de travail occupés par ces exclus sont des emplois intérimaires, instables, dotés de basses rémunérations.

### UNE ÉCLAIRCIE DANS LA TEMPÊTE ?

En octobre dernier, à Châtelet, l'échevin de l'emploi, Michel Mathy, a fait preuve de bon sens: "En période de crise, il n'y a pas de boulot. Pourquoi obliger le chômeur à en chercher?" s'interroge-t-il. Pour le mandataire socialiste: "Contrôler le chômeur, c'est une mesure

dépassée, injuste et asociale, qui ne correspond plus à la réalité actuelle. Aujourd'hui, elle sert davantage à exclure le chômeur plutôt qu'à l'encadrer".❸ Sur base de cette réflexion, une suspension du plan de contrôle des chômeurs a été votée par la commune hennuyère, une démarche qui fait actuellement tâche d'huile.

### TRAVAILLEURS AVEC OU SANS EMPLOI, UN MÊME COMBAT ?

Portée par la FGTB, une motion exigeant, tant que la crise économique poursuit son œuvre de destruction de l'emploi, un gel de la mesure de renforcement des devoirs des chômeurs, a été entérinée par 25 communes. Parallèlement à ce mouvement, les actions des syndicats socialiste et chrétien

se multiplient: à la Noël, ce sont les chômeurs FGTB de Verviers qui "ont les boules"; en janvier, c'est au tour de la CSC d'interpeller les ministres de l'Emploi au siège du cdH. Et à la fin de ce même mois, en front commun, les trois grands syndicats organisent une manifestation, regroupant 30 000 personnes, en faveur de l'emploi et d'un moratoire sur le système de contrôle de disponibilité des chômeurs, avant sa réforme en profondeur.

De son côté, la Fédération des CPAS wallons s'engage, elle aussi, à marquer le coup, en dénonçant un plan aux conséquences désastreuses pour les budgets communaux, puisque bon nombre de chômeurs sanctionnés sont pris en charge par l'aide sociale locale. ➔

(29)

**SUR LE TERRAIN  
DE L'EXCLUSION  
DU CHÔMAGE**  
(Gérald Hanotiaux)

(32)

**LA FGTB  
WALLONNE  
CONTRE-  
ATTAQUE!**  
(Thierry Bodson)

(34)

**POUR LA CSC,  
L'ACTIVATION  
PÉNALISE LES  
PLUS FAIBLES.**  
(Isabelle Barez)

(35)

**ONEM-CPAS:  
LE CARROUSEL  
INFERNAL**  
(Luca Ciccia)



**PARTOUT EN EUROPE, LA CHASSE EST DÉCLARÉE OUVERTE! MAIS EN BELGIQUE  
ET DANS D'AUTRES PAYS, COMME ICI EN FRANCE, LES CHÔMEURS SE MOBILISENT.**

→ Même le PS, qui a constamment soutenu le plan Vandenberghe (sp.a), demande désormais que s'installe, sans délai, une discussion à son sujet.

## UN SIGNAL FORT !

Aujourd'hui, les critiques, suscitées par la mesure de contrôle des chômeurs, connaissent une seconde jeunesse. Le moment est donc venu d'amplifier le mouvement de contestation, visant à stopper la chasse aux chômeurs.

Le présent dossier comporte deux parties. La première offre la parole à la FGVB et à la CSC, afin de permettre aux deux syndicats de détailler leurs nouvelles campagnes contre le plan d'activation incriminé. Ces prises de position sont introduites par des témoignages d'accompagnateurs syndicaux, en première ligne pour estimer les effets réels de la mesure coercitive.

## CHÔMEURS CHASSÉS : LE SOS DES CPAS

Il y a quelques mois, Zoé Genot interpellait la ministre de l'Emploi à propos des conséquences, pour les CPAS, des exclusions du chômage<sup>④</sup>. Se basant sur un rapport de la Fédération des CPAS wallons, la députée fédérale épinglait de 2005 à 2008, une hausse de 707 % des personnes à prendre en charge par les CPAS à cause de ces exclusions.

Ce système pose, en effet, un double problème. D'abord, il mène à des situations dramatiques où les chômeurs sanctionnés perçoivent une aide généralement en dessous du seuil de pauvreté, ce qui les fragilise encore davantage. Ensuite, la mandataire Ecolo -rappelant que les chômeurs les plus vulnérables constituent les premières victimes des sanctions- constate également que ce sont les communes les plus pauvres qui doivent, pour l'essentiel, aider ces exclus. Ces mécanismes répressifs ont donc pour effet de faire porter le poids financier des sanctionnés de l'ONEm sur les épaules des pouvoirs locaux ;

un surcoût que les CPAS wallons estiment à 20 millions d'euros pour la seule année 2009<sup>⑤</sup>.

Face au feu nourri des critiques, Joëlle Milquet a promis une enquête approfondie. Justement, en septembre dernier, une étude commandée par le Service public de Programmation Intégration sociale, réalisée par les universités de Bruxelles et de Louvain, a été rendue publique. Partant d'un bilan précis des effets, sur 5 années, du plan de contrôle des chômeurs, cette recherche se penche plus précisément sur les allocataires exclus qui émargent finalement au CPAS.

En 181 pages fouillées, les chercheurs démolissent tous les arguments gouvernementaux en la matière et démontrent ce que tout le monde, à part la ministre de l'Emploi, admet désormais : le nombre de sanctions a indubitablement augmenté suite à l'introduction du plan d'activation de recherche d'emploi. Le constat des scientifiques s'avère sans appel : "L'explosion du nombre de sanctions a provoqué, en nombre absolu, une augmentation du flux de sorties vers les CPAS"<sup>⑥</sup>.

La seconde partie de ce dossier est donc consacrée au décryptage méticuleux de cette étude, qui remet en cause le plan de contrôle des chômeurs et dénonce ses conséquences catastrophiques pour les sans-emploi sanctionnés, notamment lorsqu'ils aboutissent au CPAS.

## DU CONSTAT AU COMBAT...

Comment enrayer le cercle vicieux emploi précaire- exclusion du chômage- glissement inexorable entre les mailles du dernier filet -troué- de protection ? De manière générale, il est urgent que l'État fédéral prenne ses responsabilités en développant un programme de créations massives d'emplois de qualité et en relevant les allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté.

De manière plus précise, depuis

2004, le CSCE a lancé une plateforme exigeant le retrait pur et simple du programme de contrôle des chômeurs. L'ONEm exécute un plan orchestré par l'État fédéral. Les travailleurs avec ou sans emploi, les syndicats, les usagers, les assistants sociaux et les directions des CPAS doivent donc faire bloc pour intensifier la pression qu'ils exercent, afin que le gouvernement clôture, enfin, la chasse aux chômeurs. ■

① METRO, Les chômeurs toujours contrôlés, 12-01-2010.

② ROCOUR V., La société du travail. La Libre Belgique [en ligne], 12-01-2010. Disponible sur: <http://www.lalibre.be/actu/belgique/article/554978/une-societe-du-travail.html> (consulté le 02-02-2010)

③ BELGA, Il n'y a pas de boulot. Pourquoi obliger le chômeur à en chercher ? [en ligne], 22-10-2009. Disponible sur: <http://www.7sur7.be/7s7/fr/1502/Belgique/article/detail/1019005/2009/10/22/Il-n-y-pas-de-boulot-Pourquoi-obliger-le-chomeur-a-en-chercher.dhtml> (consulté le 02-02-2010)

④ GENOT Z., Chômeurs virés au CPAS: les pauvres payeront pour les plus pauvres. [en ligne], 25-03-2009. Disponible sur: <http://www.zoegenot.be/Chomeurs-vires-au-CPAS-les-pauvres.html> (consulté le 29-01-2010)

⑤ BELGA, Les CPAS dénoncent le coût de l'exclusion des chômeurs, 22-01-2010.

⑥ HEYLEN V., BOLLENS J., CENICCOLA P., VANHEERSWYNGHEL A., Flux potentiels des sanctionnés vers les CPAS. Le plan d'activation du comportement de recherche. Commande du SPP Intégration sociale, septembre 2009, p. 44.



# Sur le terrain de **l'exclusion** du chômage

**1/AGNÈS RAMAEKERS, RESPONSABLE DE LA 'CELLULE DISPO' DE LA FGTB DE LIÈGE, EXPOSE LES OBSERVATIONS DE TERRAIN DE SA CELLULE D'ACCOMPAGNATEURS SYNDICAUX LORS DES CONTRÔLES DANS LA CITÉ ARDENTE.**

► **CSCE.** Pourriez-vous exposer l'évolution de votre travail syndical depuis l'entrée en vigueur de la loi de contrôle?

**AGNÈS RAMAEKERS.** Je suis à ce poste depuis septembre 2004, au moment où cette mesure venait d'être votée. Nous avons vécu une période floue de mise en place du travail et d'organisation du service, durant laquelle il a fallu jauger les besoins et réfléchir aux meilleures aides possibles. Dans un premier temps, nous avons mis en place des séances d'information collectives, ensuite nous nous sommes lancés dans la défense syndicale proprement dite, par la préparation des dossiers avec les chômeurs selon leur situation personnelle. Lors de l'entrée en vigueur de la loi, le tâtonnement était palpable des deux côtés, l'ONEm prenant le temps de décider de la ligne de conduite, de la manière de contrôler et de la sévérité à mettre en place. L'application s'est faite ensuite par les équipes de contrôleurs, toujours avec la subjectivité qui leur est propre, car ce sont aussi des êtres humains fonctionnant tous différemment, malgré des bases communes de travail. Avec le temps nous constatons une sévérité accrue et une application de plus en plus stricte de la loi.

**LE CSCE EST PARTI, DANS DIFFÉRENTES VILLES DE WALLONIE, À LA RENCONTRE DE TRAVAILLEURS SYNDICAUX EN CONTACT QUOTIDIEN AVEC LES CHÔMEURS SUBISSANT LE PLAN DE CONTRÔLE DE LEUR COMPORTEMENT DE RECHERCHE D'EMPLOI.**

Propos recueillis par **Gérald Hanotiaux,**  
CSCE



► **CSCE.** Pourriez-vous détailler cet accroissement de la sévérité?

**A.R.** Les personnes passent

une première fois en procédure à l'ONEm, mais ensuite elles repassent régulièrement dans de nouvelles procédures identiques,

puisqu'il n'y a pas plus d'emploi et qu'elles sont donc toujours au chômage. Avec le temps, plus elles se retrouvent devant les contrô- ➔

→ leurs, plus elles sont sanctionnées rapidement. Le processus ne change pas, il s'agit toujours de la procédure d'entretiens en trois temps, mais l'ONEm est de plus en plus exigeant, réclamant toujours plus de recherche d'emploi. Par ailleurs, la sévérité se vérifie dans tous les autres secteurs de l'ONEm. Par exemple, lorsque nous travaillons sur la reconnaissance des problèmes de santé des chômeurs, ceux-ci sont de moins en moins acceptés par les médecins contrôle de l'ONEm. Les chômeurs qui baissent les bras sont toujours plus nombreux, certains ne se présentent même plus aux derniers entretiens. Ils s'arrangent pour trouver une autre solution, vont voir le CPAS qui n'est pas toujours apte à les aider, ensuite ils se mettent à la charge de quelqu'un ou disparaissent dans la nature. Nous ne savons alors pas ce qu'ils deviennent. Nous sommes face à un entonnoir à pauvreté.

► **CSCE.** Si nous projetons vos propos dans le futur, en imaginant que cette formule de contrôle s'étende sur vingt ans, il ne restera en bout de processus qu'un petit groupe de très débrouillards.

**A.R.** Oui. Tous les autres seront exclus. Même si les mots sont durs, il s'agit d'une sorte d'écrémage progressif. Certains trouvent les ficelles pour s'en sortir lors du contrôle ou trouver le rare travail ou la rare formation les tenant à l'abri pour un temps, les autres sont totalement largués socialement. Cette situation révèle le problème basique de cette loi : quand les gens viennent vers nous et sont contrôlés, il est trop tard. Soit ils ont juste besoin d'un petit coup de pouce et on les remet sur les rails en les aidant ponctuellement, soit ils sont hyper-largués et face à leur situation, nous sommes démunis. Nous ne sommes pas des assistants sociaux. Nous vérifions ici absolument tout ce qui a été soulevé avant que la loi ne passe, par les associations, les organisations syndicales, etc. Ce qui arrive est donc volontaire, nous savons

que les plus faibles morfleraient. Il faut le répéter : pour beaucoup de précaires, leur demander de trouver du travail est comme leur demander de fabriquer une fusée et d'aller seuls sur la lune.

## 2/LES ACCOMPAGNEURS SYNDICAUX DE LA CSC DE CHARLEROI NOUS EXPOSENT LA SITUATION DANS CETTE VILLE DE WALLONIE OÙ LA PRÉCARITÉ EST PARTICULIÈREMENT PRÉSENTE.

► **CSCE.** Quel aspect vous semble le plus problématique dans la manière dont se passe le contrôle de disponibilité au bureau de l'ONEm de Charleroi?

**STÉPHANE.** Le point le plus problématique est sans conteste l'arbitraire le plus total dans le traitement des dossiers. Notre demande est d'objectiver ce qui constitue une preuve valable de recherche d'emploi et ce qui n'en constitue pas, car les gens sont totalement perdus dans les disparités d'injonctions des contrôleurs. Par ailleurs, on ressent nettement la volonté de trouver absolument un motif d'exclusion. Si une personne arrive avec ses quatre preuves par mois, demandées dans le contrat signé, le contrôleur ergotera et cherchera un prétexte. S'il s'agit de "candidatures spontanées", il réclamera des "réponses à des offres d'emploi", ce qui n'était pas précisé au préalable. Les gens sont également perdus dans les injonctions contradictoires de l'ONEm et du Forem. Ce dernier organisme, dont la préoccupation est que la personne trouve un emploi, incitera le chômeur à faire des candidatures hors profil, s'il manque un permis de conduire par exemple. Par la suite, si le contrôleur ONEm cherche à sanctionner à tout prix, il décomptera ces candidatures du dossier assemblé par le chômeur, prétendant carrément que celui-ci le prend pour un idiot. L'ONEm ne demande pas de trouver, mais de chercher de l'emploi, et de la manière dont il le décide. Le sentiment de suspicion est toujours présent.

**CÉCILE.** L'acharnement est évident. Certains contrôleurs reportent la décision, le temps d'éplucher le dossier en prenant contact avec les employeurs pour vérifier les preuves. Ils se basent alors uniquement sur la parole de ces derniers, qui reçoivent bien entendu énormément de candidatures et ont autre chose à faire que de suivre ces questions de contrôle. Par ailleurs, l'ONEm reproche parfois de ne pas avoir suffisamment de réponses des employeurs, alors qu'il est pourtant évident que la réponse ou non ne dépend pas de la volonté du chômeur. Nous sommes face à des méthodes sans aucune base méthodologique pertinente.

► **CSCE.** Vous évoquez des exemples de contrats établis après un premier avis négatif, mais faites-vous des accompagnements lors du premier entretien de contrôle?

**S.** Très rarement. Vu le nombre tellement important de convocations à l'ONEm, il nous est devenu impossible d'accompagner tout le monde. Les contrôleurs sont au nombre de vingt-deux, et chacun planifie un maximum de convocations. Auparavant chaque personne disposait d'une demi-heure, aujourd'hui l'ONEm leur demande de convoquer tous les quarts d'heure.

**C.** Certains contrôleurs bâclent leurs rapports : "nom, prénom, assez ou non de preuves, contrat et au revoir". Il y a également de l'overbooking, si la loi stipule que le chômeur ne peut demander un report de l'entretien le jour même, eux reportent sans cesse. La personne part après avoir attendu parfois très longtemps, et si elle avait un très bon dossier pour les douze mois couverts par le contrôle, elle devra parfois compléter son dossier pour le mois supplémentaire entre le report et la nouvelle convocation. Ici aussi certains contrôleurs exigent ce complément de dossier, d'autres pas.

► **CSCE.** Selon vous, la procédure de contrôle s'aggrave avec le temps?

**S.** Tout à fait! Maintenant que les gens reviennent en seconde ou troisième procédure, les contrôleurs sont de plus en plus exigeants. Lors du nouveau premier entretien, il faut quatre preuves par mois depuis le précédent contrôle, même en cas d'avis positif dans le passé. Il est carrément noté dans les rapports d'entretiens positifs qu'à la nouvelle convocation future, il faudra au premier entretien quatre preuves mensuelles. Il s'agit donc d'une espèce de contrat permanent.

**C.** L'aggravation est constante, à tous les niveaux, avec des conséquences dramatiques. Certains exclus se dirigent vers les CPAS, dont les budgets sont limités, d'autres travaillent au noir, sans parler d'autres méthodes de survie, notamment dangereuses pour la communauté comme la délinquance. Au début de la procédure, lors des contrôles pour les moins de 30 ans, j'ai rencontré plusieurs femmes avec enfants qui se prostituaient tout en étant au chômage. D'autres me disent souvent que quand elles ne pourront plus élever leurs enfants, elles pensent devoir passer à ce type de survie. Nous en sommes là.

## 3/VINCENT DE RAEVE, ACCOMPAGNEUR SYNDICAL À LA FGTB D'ARLON, NOUS PARLE DE SON EXPÉRIENCE DE TERRAIN AVEC LES CHÔMEURS SANCTIONNÉS SUR BASE DE L'ARTICLE 70.

► **CSCE :** Cet article permet à l'ONEm de donner l'ordre à l'organisme de paiement de cesser l'octroi des allocations de chômage à un chômeur absent à une convocation, envoyée d'abord par un premier courrier simple, suivi d'un second par lettre recommandée. L'ONEm envoie-t-il un document au chômeur, l'informant de la suspension de son droit aux allocations sur base de l'article 70?

**VINCENT DE RAEVE :** Théoriquement oui, mais s'il n'a pas reçu les deux convocations

précédentes, il y a souvent peu de chance qu'il reçoive cet avis. Généralement les gens réagissent non pas en fonction de ce document, que par ailleurs parfois ils ne comprennent pas, mais simplement car les allocations n'arrivent plus. Ils sont alors dans un état de stress intense et/ou d'agressivité. Nous effectuons la recherche de l'information, signalons la personne à l'ONEm et l'y accompagnons.

► **CSCE. Quelles sont les issues envisageables à vos démarches?**

**VDR.** Le chômeur retrouvera son droit aux allocations, avec effet rétroactif s'il se présente dans les 30 jours de l'arrêt du paiement; après ce délai, il recouvre ses droits à partir du jour où il s'est présenté. Dans le cadre du contrôle de disponibilité, il devra alors signer d'office un contrat avec l'ONEm, comme s'il avait été évalué négativement par le contrôleur, une pratique évidemment plus que contestable. Une chose importante à réaliser par les accompagnateurs est de bien différencier le fait de "lever" un article 70 ou de le "supprimer", deux choses totalement différentes. J'essaie toujours d'explorer les possibilités de le supprimer, c'est-à-dire de prouver qu'il n'aurait pas dû avoir lieu, en jouant par exemple sur les dates auxquelles les gens ont changé d'adresse, ou encore sur le fait que la personne était en maladie.

Ce n'est pas arrivé très souvent, mais j'ai pu parfois retrouver un certificat médical dont l'ONEm disait ne pas avoir trace. De cette manière, la personne a récupéré ses allocations, avec effet rétroactif sur plusieurs mois. Il est arrivé que l'on récupère de cette façon 1.000, 2.000 ou 4.000 euros d'arriérés. On a alors l'impression de faire du bon boulot mais, à nouveau, ça pose d'importantes questions car la personne disposait donc des "ressources nécessaires" pour se faire accompagner à son entretien, pouvoir se renseigner et contacter une équipe connaissant suffisamment la législation pour fouiller un

dossier et utiliser tous les méandres administratifs de l'article 70. À côté de ces gens-là, combien viennent se présenter et ne bénéficient pas de cette aide spécifique? Combien ne se présentent jamais et sont définitivement perdus? Tout cela pose une fameuse question sur l'égalité des chances.

► **CSCE. Globalement, les cas "d'exclusions – article 70" concernent-ils tous les groupes de chômeurs ou bien voyez-vous un profil type dans le vécu des personnes touchées?**

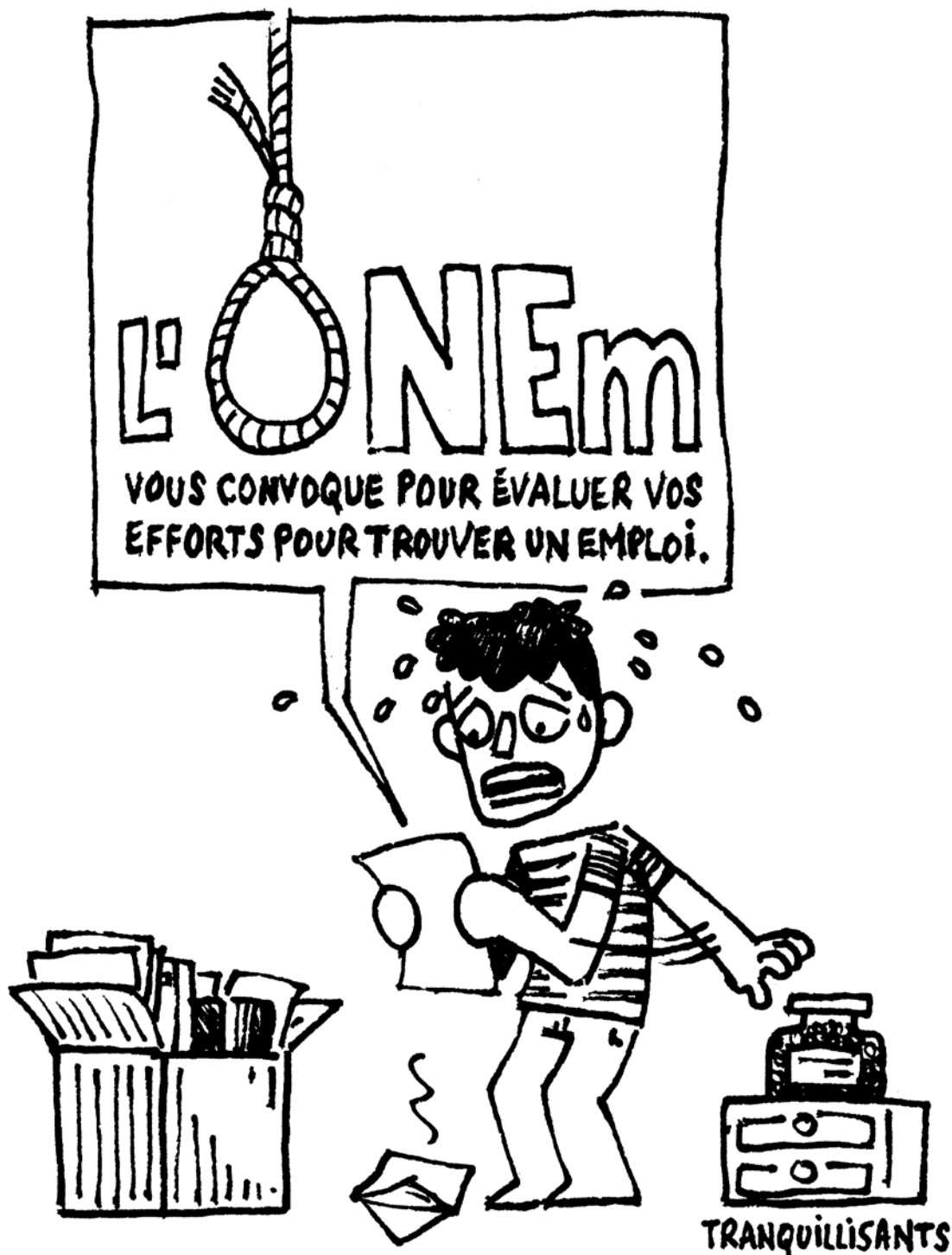
**VDR.** Ça peut concerner tous les types de chômeurs et il peut

y avoir mille et une raisons: un travail commencé récemment, un retard de signalement de la nouvelle adresse, etc. Par contre, les cas de dépassements du délai de 30 jours concernent les plus précarisés des chômeurs, certains se manifestent parfois un an ou deux après l'exclusion! Ils vivent donc tout ce temps sans allocations. Je ne dispose d'aucune étude pour asseoir ce que je dis, mais mon vécu est que dans une grande majorité ce sont des personnes en décrochage complet.

► **CSCE. Quand ces personnes raccrochent après ce temps,**

**comment exposent-elles leur situation? A priori, il doit y avoir des dépenses récurrentes, un loyer par exemple.**

**VDR.** Il n'y a souvent plus de loyer, elles sont sans domicile. Ce sont parfois des personnes qui entrent et sortent d'hôpital psychiatrique, qui vivent des problèmes lourds de toxicomanie, d'alcoolisme,... En fait, ces gens sont passés de l'autre côté de la barrière. Par ailleurs, certains ne se signalent jamais, pour eux l'article 70 représente une exclusion définitive. Ils sont donc perdus, personne ne sait ce qu'ils deviennent. ■



# La FGTB wallonne contre-attaque !

Fin 2003, Frank Vandenbroucke, alors ministre fédéral de l'emploi, présentait son plan de "contrôle de disponibilité des chômeurs". "Je ne demande pas aux chômeurs de trouver un emploi, je leur demande d'en chercher", disait-il comme pour nous rassurer.

Une mesure "de bon sens" pour "accompagner" les demandeurs d'emploi, les "activer". Mesure qui a cependant vite fait l'unanimité contre elle dans de nombreux rangs syndicaux, associatifs et politiques.

Si la FGTB s'est toujours prononcée pour un accompagnement personnalisé et de qualité, elle s'est par contre fermement opposée à ce dispositif. Tout d'abord, l'offre d'emploi reste en effet largement insuffisante pour rencontrer la demande. La FGTB ne pouvait évidemment pas non plus souscrire au volet répressif du plan et à sa philosophie : la charge de la preuve de sa disponibilité repose sur le sans emploi. Par contre, cette logique exonère de toute responsabilité les employeurs qui, sur le marché de l'emploi, déterminent pourtant... l'offre. Enfin, on pouvait également déjà prévoir les conséquences désastreuses que cette mesure allait entraîner : risques de dérives et abus, stigmatisation des demandeurs d'emploi, conséquences sur le monde du travail...

## UN DISPOSITIF UTILE POUR... LE PATRONAT !

Le mécanisme est malheureu-

## LA FGTB WALLONNE A TOUJOURS ÉTÉ OPPOSÉE AU "PLAN DE CONTRÔLE DE LA DISPONIBILITÉ DES CHÔMEURS". LA CRISE ÉCONOMIQUE N'A FAIT QUE RENFORCER SA DÉTERMINATION À FAIRE SUPPRIMER CE DISPOSITIF INJUSTE ET CYNIQUE.

**Thierry Bodson**  
Secrétaire général de la FGTB wallonne

sement bien connu mais mérite d'être rappelé. En précarisant les chômeurs, ce sont aussi les conditions de travail et les salaires de tous les travailleurs qu'on tire vers le bas.

L'existence d'un grand nombre de travailleurs sans emploi, obligés de rechercher un emploi introuvable, rend aisé le chantage patronal à l'emploi. Face à la menace de les remplacer par ces nombreux chômeurs "prêts à prendre leur place", les travailleurs disposent de peu de marge de négociation...

Comble du cynisme néo-libéral, ce mécanisme serait même indispensable au "bon" fonctionnement du marché de l'emploi. C'est la théorie du NAIRU<sup>1</sup> : un certain niveau de chômage permet de contrer la hausse des salaires et, ainsi, limiter l'inflation. Plutôt que de combattre le chômage on combat donc les chômeurs. Tout bénéfice pour le patronat, les actionnaires et les rentiers !

Le contrôle de disponibilité s'inscrit donc parfaitement dans la logique en marche depuis une trentaine

d'années : une répartition des richesses bénéficiant de plus en plus au capital et de moins en moins aux travailleurs.

Une logique qui n'a pas été sans conséquence.

## UNE CRISE QUI NE VIENT PAS DE NULLE PART...

En 2008, éclate la "fameuse" crise des subprimes. Elle ne tarde pas à entraîner le monde dans son sillage. Loin de se résumer à son seul aspect financier, cette crise est bien celle du système capitaliste. Son origine ? La mauvaise répartition des profits qui a appauvri les travailleurs et les a contraints à l'endettement. Les profits non redistribués aux travailleurs et non réinvestis ont quant à eux alimenté la finance spéculative et ses bulles. Cette crise, et le sauvetage des banques qui s'ensuit, a touché les travailleurs, avec ou sans emploi, à de multiples reprises : licenciements, endettement des États et restrictions budgétaires... La chasse aux chômeurs est l'étape de trop de cette logique :

faire subir les conséquences de la crise à ceux qui en sont déjà victimes.

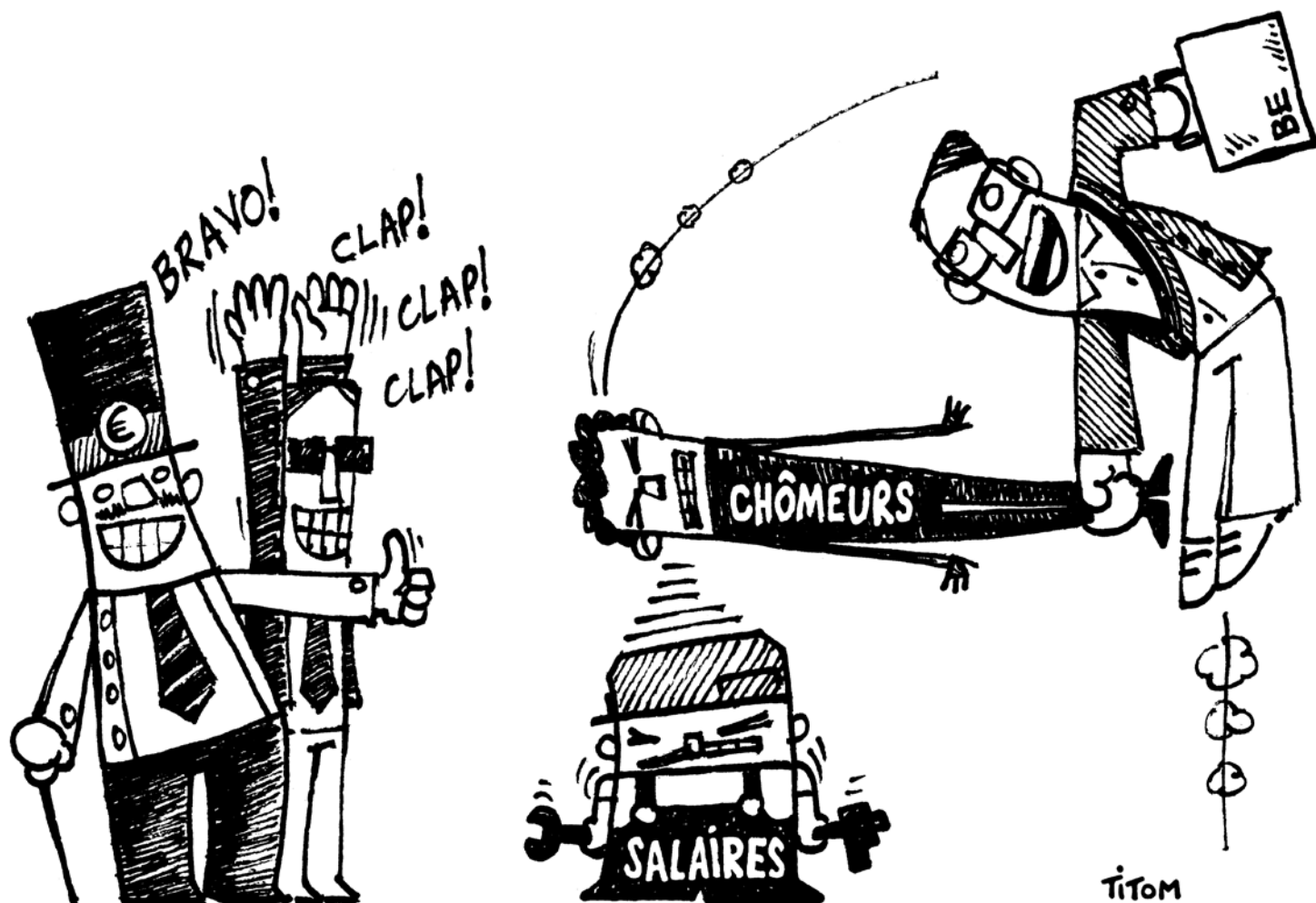
## DES CONTRATS DE TRAVAIL ? NON, DES CONTRÔLES ONEM !

Quelques chiffres suffisent à donner un aperçu de la situation de l'emploi en Belgique et en Wallonie.

- 250 emplois supprimés chaque jour en Belgique,
- en Wallonie, une offre d'emploi disponible pour 25 chômeurs,
- en Belgique, 168.000 chômeurs de plus en 2 ans (2009 – 2010)<sup>2</sup>.

Et c'est dans ce cadre que l'ONEm convoque quotidiennement 1800 travailleurs sans emploi et en sanctionne 115 (contrôles de la disponibilité des chômeurs et transmissions de données à l'ONEm confondus). Rien de mieux pour faire baisser artificiellement les chiffres du chômage. Comme prévu, la "chasse aux chômeurs" a donc montré ses effets pervers et ses limites : exclusion des moins qualifiés et des plus démunis à coup de sanctions de





plus en plus sévères, arbitraires et absurdes.

Ces chômeurs sanctionnés sont bien sûr d'abord touchés financièrement. Mais ces contrôles entraînent aussi une importante charge psychosociale: stress, humiliation, dévalorisation de l'estime de soi...

Au-delà de ces conséquences sociales désastreuses, un autre dégât collatéral s'est également fait jour. Les communes, par le biais des CPAS, sont en effet contraintes d'assumer les conséquences de cette politique fédérale. Une régionalisation larvée! En moyenne, en Wallonie, 38 % des personnes exclues par le contrôle sont prises en charge par les CPAS. Les 62 % restants suivent d'autres voies: appel à la solidarité familiale, travail au noir, marginalisation et exclusion...

#### LA FG TB WALLONNE CONTRE-ATTAQUE!

Toutes ces raisons ont poussé la FG TB wallonne à passer à l'offensive sur deux fronts: l'interpellation politique et l'action syndicale.

#### "COMMUNES SANS CHASSE AUX CHÔMEURS"

La FG TB wallonne a lancé un appel aux Présidents des CPAS wallons pour créer un vaste mouvement de protestation. Elle leur a envoyé une motion, à soumettre au vote de leur Conseil de l'action sociale et de leur Conseil communal. Cette motion demande au gouvernement fédéral l'application d'un moratoire, voire la suppression, du plan de contrôle. A ce jour, plus de vingt-cinq communes et CPAS wallons ont suivi le mouvement, d'autres s'apprennent à le faire. L'année 2010 sera l'occasion de faire le point sur la dynamique enclenchée et d'interpeller les ministres fédéraux et régionaux de l'emploi.

#### LE CAPITALISME NUIT GRA- VEMENT À TOUS LES TRA- VAILLEURS.

Sous l'impulsion de sa commission des TSE (travailleurs sans emploi), la FG TB wallonne décline sa campagne de 2008: le capitalisme nuit gravement à la santé. Celle-ci a été adaptée à la reven-

dication concrète et spécifique: la suppression du plan de contrôle des chômeurs. Elle a donc été rebaptisée: *Le capitalisme nuit gravement à tous les travailleurs*. L'objectif? Contrer la mise en concurrence des travailleurs avec ou sans emploi en expliquant les liens forts qui les unissent et démontrer les conséquences du "contrôle de disponibilité" sur l'ensemble du monde du travail.

Un peu partout en Wallonie, des actions de protestation et de sensibilisation ont été menées et d'autres sont prévues: actions devant l'ONEm, vente de chômeurs à la criée, interpellations des conseils communaux, manifestations... Ces actions sont également l'occasion de réaffirmer des contre-propositions concrètes: création massive d'emplois durables et de qualité par la réduction collective du temps de travail (avec maintien du salaire et embauche compensatoire), accompagnement personnalisé et sans sanction des demandeurs d'emploi, fiscalité plus équitable, lutte contre la fraude fiscale...

La législation en vigueur avant 2004 était amplement suffisante et efficace pour "contrôler la disponibilité" des demandeurs d'emploi. La FG TB wallonne revendique donc la suppression pure et simple de ce dispositif injuste, cynique et inacceptable.

Les moyens et le personnel qui y sont actuellement consacrés pourraient ainsi être réaffectés vers un dispositif d'accompagnement personnalisé, de qualité, non répressif et adapté à la réalité du marché de l'emploi régional. Encore une fois, le capitalisme et ses méthodes ont fait la preuve de leur inhumanité mais aussi de leur inefficacité... Il est plus que temps de changer de cap!

Toutes les informations sur cette campagne et les actions prévues dans chaque régionale FG TB sont disponibles sur le site [www.contre-attaque.be](http://www.contre-attaque.be) ■

① Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment

② Prévisions de la Banque Nationale, décembre 2009

# Pour la CSC, l'activation pénalise les plus faibles

Quand on parle d'activation, on parle de 2 niveaux de pouvoirs et de 2 fonctions différentes : l'accompagnement (au niveau régional) et l'activation (au niveau fédéral).

La CSC a toujours clamé haut et fort qu'elle voulait pour tout demandeur d'emploi un accompagnement de qualité et adapté aux choix, aptitudes, au projet professionnel des demandeurs d'emploi.

Nous avons toujours affirmé que l'activation pénalisait les plus faibles et ne permettait pas de contrôler objectivement la disponibilité des demandeurs d'emploi sur le marché de l'emploi.

Pour rappel, la ligne de force n°53 du Congrès CSC de 2006 stipulait que : " L'assurance chômage est destinée aux chômeurs involontaires. Elle suppose par conséquent des droits et des devoirs dans le chef du travailleur sans emploi. D'une part, le droit à une allocation, d'autre part, le devoir pour être disponible pour accepter les possibilités qui lui sont offertes et de chercher activement un emploi convenable en fonction de ses possibilités et celles du marché de l'emploi."

## AU NIVEAU FÉDÉRAL

Aujourd'hui nous nous trouvons dans une situation encore plus injuste. Non seulement les exclusions se multiplient, mais des demandeurs d'emploi se trouvent depuis plus de 5 ans dans la procédure sans avoir trouvé d'emploi. Certains sont dans la 4<sup>e</sup> procédure, ils satisfont aux exigences de contrôle mais sont toujours chômeurs. De plus, s'il était déjà difficile pour les plus faibles

**DEPUIS 2004, LE PLAN D'ACTIVATION SUIT SON COURS. À PLUSIEURS REPRISES DES ACTIONS ONT ÉTÉ MENÉES PAR LES TRAVAILLEURS SANS EMPLOI DANS LES FÉDÉRATIONS DE LA CSC ET AU NIVEAU NATIONAL POUR DÉNONCER LES DÉRIVES, LES ABUS D'UN TEL PLAN.**

**Isabelle Barez**

Responsable nationale de l'action des travailleurs sans emploi de la CSC

de satisfaire aux nombreuses recherches d'emploi il y a quelque temps, la situation est encore plus compliquée en période de crise. Il y a quelque temps, les CPAS interpellaient sur le nombre croissant d'exclus des allocations de chômage qui sollicitaient un revenu d'insertion. Force est même de constater que pour certaines personnes ce revenu d'insertion améliore leur situation financière. Cela doit nous interpeller ! D'autre part, les demandeurs d'emploi exclus qui font appel aux CPAS ne représentent que 30 % des exclus, que sont devenus les autres ?

Les seuls citoyens qui doivent faire preuve de motivations et de persévérance face au marché de l'emploi sont les demandeurs d'emploi !

Nous avons interpellé sur cette question la ministre Milquet en janvier 2010 et lui avons remis un cadeau : "le parfait guide d'une bonne évaluation".

La ministre de l'Emploi ne peut se permettre de créer des mesures de crise pour tous et ne rien changer à un plan qui a montré ses limites.

Toutes les évaluations font référence à un public socialement, professionnellement éloigné de l'emploi. Il est clair que l'activation ne leur sert à rien, aucun emploi à leur taille ne semble possible. Dans ce cadre, nous avons en avril 2009 attiré l'attention de la ministre de l'Emploi sur un avenir indispensable pour les Agences locales pour l'Emploi. Nous avons demandé une concertation permettant de donner une nouvelle orientation aux ALE dans le cadre d'un tremplin pour l'emploi mais aussi d'une réflexion en profondeur sur "l'emploi de proximité pour la collectivité".

Malgré les engagements pris à l'époque, les nouvelles mesures d'économies nous ont inquiétés. Comment est-il possible de soutenir des projets en supprimant des moyens ?

Nous menons une large enquête actuellement auprès des prestataires en ALE, nous prenons les devants.

## AU NIVEAU RÉGIONAL

En ce qui concerne l'accompagnement des demandeurs d'emploi, la CSC a une double exigence :

- Un suivi pour tout le monde : les publics éloignés de l'emploi sont également du ressort de l'accompagnement différencié (rappelons que la majorité des demandeurs d'emploi wallons sont des personnes peu qualifiées et en inactivité depuis plus de 2 ans).

- Le social au centre des démarches : parlons-nous de robots, de machines ou d'êtres humains ? Quelle conception de l'accompagnement voulons-nous ? La CSC rappelle l'importance du Social dans l'accompagnement. Arrêtons de ne parler que de chiffres mais osons parler de l'Humain !

En janvier 2010, nous avons interpellé les ministres Cereux et Antoine et leur avons rappelé les engagements pris dans les déclarations de politiques régionales. Le 24 février 2010 a eu lieu à Mons une grande journée rassemblant des centaines de demandeurs d'emploi sur les dispositifs de contrôle des chômeurs, nous y avons invité les ministres concernés et les demandeurs d'emploi ont témoigné de leur vécu. ■

# ONEm-CPAS: le carrousel infernal

## RAPPEL DES CRAINTES SUPPOSÉES

Le Collectif a, dès le début de la modification de la procédure de contrôle des chômeurs, alerté ses lecteurs sur plusieurs risques en lien avec les CPAS. Le premier était lié à la modification antérieure des missions des centres publics d'aide sociale devenus centres publics d'action sociale, tout orientés vers l'activation. En clair, un chômeur exclu au motif d'une trop faible "auto-activation" à rechercher un emploi pouvait, de ce fait, être exclu du droit au revenu d'intégration sociale. La nouvelle procédure de contrôle pouvait donc renforcer les exclusions dues aux CPAS, censés représenter le dernier filet de protection sociale... Nous avons reçu confirmation de "doubles exclusions" pratiquées par certains CPAS, de même que nous savons que les organisations syndicales arrivent aussi, quand elles sont interpellées par leurs affiliés, à éviter cette double exclusion.

Deuxième élément d'inquiétude: les finances communales. L'organisation "institutionnelle" de la fiscalité pourrait davantage être étudiée sous l'angle de la redistribution. Que découvrirait-on? Que les communes les plus riches ont davantage de moyens pour leurs politiques tandis que les communes où résident les personnes pauvres doivent se débrouiller avec moins de moyens. Sont par exemple en cause les clés de distribution de l'impôt des personnes physiques au profit des communes. "Habitants riches" égale "communes riches" égale impôts communaux inférieurs, dépenses sociales inférieures... ➔

**LE CSCE S'ÉTAIT INQUIÉTÉ DE L'IMPACT QU'AURAIT LA MISE EN PLACE DE LA PROCÉDURE D'ACTIVATION SUR LES CPAS. UN RAPPORT RÉALISÉ PAR UNE ÉQUIPE DE CHERCHEURS, À LA DEMANDE DU SPP INTÉGRATION SOCIALE, CONFIRME NOS PIRES CRAINTES...**

**/ Luca Ciccia**  
CSCE



© SOME

→ Quel rapport avec la chasse aux chômeurs? Le problème est que les dépenses des CPAS sont pour partie couvertes par les communes. On peut schématiser en disant que de 10 à 30 % du coût des aides octroyées aux usagers sont à charge des communes. Par le biais des exclusions de l'ONem (relevant du fédéral et du budget de la Sécurité sociale), on assiste donc à un transfert de charges sociales vers le maillon le plus faible de solidarité que sont les communes. Le comble de l'absurde, et de l'injuste... Plus encore quand on sait la concentration de pauvreté à laquelle doit faire face la Région bruxelloise et en son sein, les communes les plus pauvres qui explosent le record du nombre d'usagers de CPAS par habitant (plus de 25 % des usagers des CPAS belges sont... bruxellois). C'est l'occasion de rappeler ici que le Collectif ne travaille pas seulement au relèvement des allocations d'aide sociale au niveau des seuils de pauvreté mais aussi au refinancement des CPAS pour que la part du fédéral atteigne 90 % des prestations sociales octroyées. Autre élément d'inquiétude relevé : l'absurdité du système qui confiait au CPAS la mission de renvoyer les usagers vers la Sécurité sociale

par le biais de remise à l'emploi sous forme d'articles 60 par exemple, tandis que la Sécurité sociale renvoyait tout ce beau monde vers les CPAS par le biais de l'activation. Ce qui valut cette image souvent relayée : avec la procédure de contrôle renforcé du comportement de recherche d'emploi, on donne une raquette de tennis à l'ONem pour renvoyer les chômeurs vers le CPAS quand la réforme des CPAS de 2001 leur avait donné une raquette de ping-pong pour renvoyer les usagers de CPAS vers l'ONem. Ce carrousel infernal s'est pourtant bien mis en œuvre...

## LE RAPPORT SUR LES "FLUX POTENTIELS DES SANCTIONNÉS VERS LES CPAS"

Difficile de relever les raisons de l'évolution à la hausse ou à la baisse du nombre d'usagers des CPAS. Il est un fait avéré : les exclusions du chômage ont augmenté dès 2005. Qu'en est-il de l'évolution des usagers des CPAS? Le Service Public de Programmation Intégration sociale a commandé une étude qui peut nous aider à y voir plus clair... 1

L'étude porte sur les années 2005-2007. Dérangeant, vu

l'accélération fulgurante des sanctions depuis lors, mais significatif néanmoins.

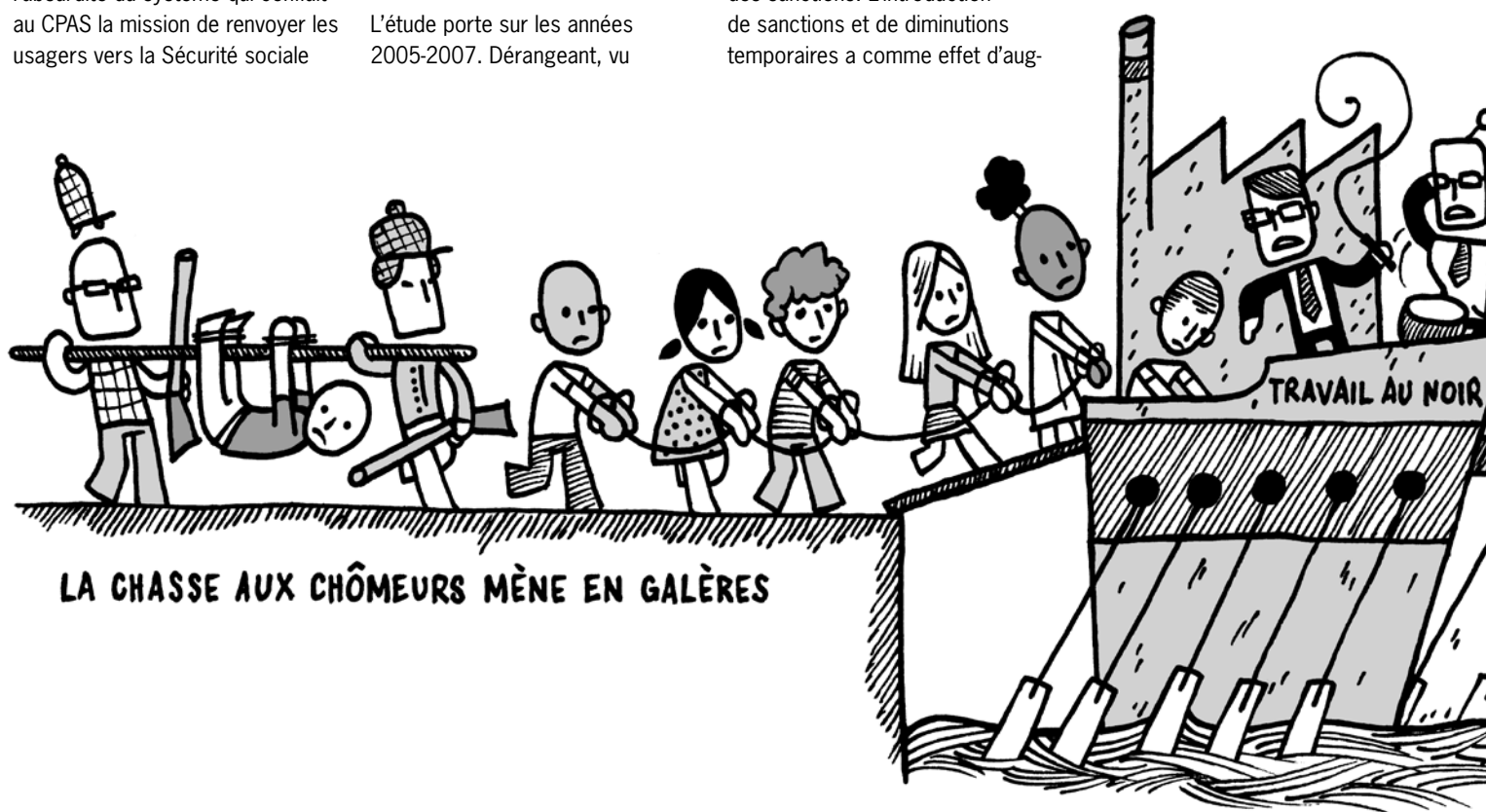
## PLUS DE SANCTIONS

Ce rapport officiel confirme ce que le Collectif dit, un peu seul, depuis des années : l'activation des chômeurs a bien eu pour effet d'augmenter les sanctions et les exclusions, et ce très rapidement ; contrairement à ce que certains, y compris à gauche et dans les organisations syndicales, affirmaient. Voici ce que le rapport expose en page 29 : "Le nombre de sanctions a indubitablement augmenté suite à l'introduction du plan d'activation de la recherche d'emploi, tant en valeur relative qu'en valeur absolue. Cette croissance, à l'exception de l'article 80 en extinction, vaut pour tous les types de sanctions. Ceci témoigne qu'en dehors de la procédure de suivi des chômeurs de longue durée, de meilleures communications avec les offices régionaux de placement et un contrôle accru des fraudes portent aussi leurs fruits. L'introduction du plan d'activation de la recherche d'emploi provoque aussi des modifications des durées moyennes des sanctions. L'introduction de sanctions et de diminutions temporaires a comme effet d'aug-

menter le nombre de sanctions de durées moyenne. Les sanctions de plus courte durée (13 semaines maximum) prises le plus souvent pour cause de chômage volontaire ou d'infractions administratives restent les plus importantes. Parallèlement, les sanctions à durée indéterminée semblent gagner en importance, principalement à cause des suspensions révocables prévues dans le plan d'activation."

## PLUS NOMBREUX AU CPAS

Il y a bien eu augmentation des flux "Onem-Cpas". Le rapport met en lumière, page 24, les éléments suivants : "Au cours des trois années on constate une légère augmentation, de 10 à 12 %, de la part des sanctionnés qui, immédiatement, se retrouvent au CPAS pendant le trimestre S ou pendant le trimestre S + 1. Etant donné que le nombre de sanctionnés a plus que doublé au cours de la même période, le nombre absolu de personnes sanctionnées qui s'adressent à un CPAS a donc considérablement augmenté. Le nombre de personnes qui affluent au CPAS diminue sensiblement au cours du





deuxième trimestre qui succède à la sanction et ensuite se stabilise jusqu'au trimestre S + 4."

## DÉBROUILLE

Que deviennent les exclus du chômage? CPAS, emploi précaire, attente du retour au chômage et "débrouille" hors de tout système pour 1 exclu sur 5. C'est sans doute la révélation la plus inquiétante de cette étude, au-delà de la confirmation que les exclus sont ceux-là même qui, malgré la sanction, retrouvent le moins facilement du boulot! Dramatiquement logique, vu le profil "éducatif" des sanctionnés. L'activation produit plus d'exclusion... "Proportionnellement il y a environ 11 % des personnes sanctionnées qui reçoivent une aide d'un CPAS [...]. Cependant, l'explosion du nombre de sanctions a provoqué, en nombre absolu, une augmentation des flux de sorties vers les CPAS. [...] L'accès à l'emploi a, au cours de la période observée, diminué de 50 % à 43 % et les personnes sanctionnées ont, pour la plupart des types de sanctions, un accès à l'emploi inférieur à celui des chômeurs non

sanctionnés. [...] Le plan d'activation sanctionne des chômeurs de longue durée qui ne peuvent apporter la preuve d'une recherche suffisante d'emploi. Les chômeurs qui sont sanctionnés dans ce contexte accèdent moins souvent à un emploi puisqu'ils ne sont que 25 % à 30 % à y arriver. En dehors des sanctionnés qui s'adressent au CPAS, qui trouvent du travail ou qui attendent la fin de la sanction pour bénéficier à nouveau de leurs allocations de chômage, il y a des personnes sanctionnées qui ne sont plus retrouvées dans les bases de données que nous avons exploitées. La situation de ces personnes a été qualifiée de flux vers une "situation inconnue". [...] Ces flux concernent en moyenne un sanctionné sur cinq. Mais pour les sanctionnés de manière définitive, cette proportion atteint largement deux personnes sur cinq" relèvent les chercheurs à la quarante-quatrième page de leur étude.

Déjà 2,5 % des usagers des CPAS sont d'ex-exclus ONEm affirme, page 51, le rapport. "Plus de la moitié des personnes sanctionnées pour des infractions administratives ou pour un chômage volontaire ne dépendent du CPAS que pour trois mois ou moins. Dans le cas des personnes sanctionnées dans le cadre du plan d'activation ou pour celles qui sont frappées d'une exclusion définitive les durées médianes observées sont nettement plus importantes. C'est là une source de coûts financiers plus lourds mais cela permet aux CPAS de mettre en place des actions d'activation destinées à ces personnes. Enfin, on a examiné quel est le poids relatif de ces nouveaux sanctionnés au sein de la population des bénéficiaires des CPAS et quels coûts y sont associés. À la fin de notre période d'observation, alors que tous les groupes cibles sont concernés par le plan qui a progressivement atteint sa vitesse de croisière, il semble que 2,5 % des allocations payées dans le cadre de l'insertion sociale soient destinées à des personnes qui suite à une sanction pour recherche

d'emploi insuffisante, se sont tournées vers un CPAS." Plus loin, page 54, les scientifiques ont calculé que "les surcoûts annuels pour les CPAS ont été estimés à 0,65 millions pour l'année 2005, à 4,77 millions pour l'année 2006 et à 12,55 millions pour l'année 2007".

## EMPLOIS PRÉCAIRES

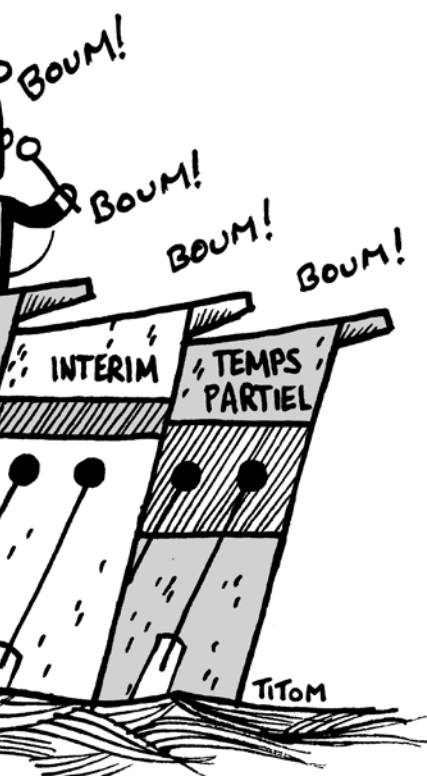
L'activation des chômeurs, quand elle débouche sur l'emploi, participe surtout à la précarisation de l'emploi. C'est déjà le cas pour ceux qui "réussissent" leur activation (voir à ce propos les "contrats" que les "facilitateurs" imposent aux chômeurs et qui renvoient le plus souvent vers des agences d'intérim ou de titres-services). La situation est plus problématique encore pour le chômeur sanctionné. Réduit à l'état de survie, les emplois occupés ne peuvent être que ceux que personne n'accepterait, à raison! Voici la conclusion du chapitre 8, page 74, du rapport: "Les emplois occupés par les personnes sanctionnées dans le cadre de l'activation plus encore que celles ayant subi une sanction classique sont moins souvent à temps plein et plus souvent de type "spécial" ce qui revient à dire que ce sont souvent des emplois intérimaires, ce qui explique en partie la prédominance du statut ouvrier parmi les emplois masculins et féminins. Les salaires et les équivalents temps plein des personnes activées sont, à de rares exceptions près, globalement moins élevés que les salaires des sanctionnés classiques et que ceux des personnes des groupes témoins respectifs. Or les personnes sanctionnées occupent un nombre plus élevé d'emplois différents au cours des trimestres d'observation, ce qui témoigne d'une plus grande instabilité d'emploi en ce qui les concerne car leurs emplois sont associés à des rémunérations brutes trimestrielles et des équivalents temps plein moins importants." L'analyse portant sur la reprise de travail pour les sanctionnés bénéficiant d'une aide du CPAS indique que les conditions de travail sont plus précaires

encore. Aux pages 95 et 96 du rapport, il est indiqué que "les emplois occupés par les personnes sanctionnées ayant bénéficié d'une aide d'un CPAS portent les mêmes traits caractéristiques que ceux qui ont été relevés pour les emplois de l'ensemble des sanctionnés (une majorité de personnes occupe plus d'un emploi au cours du trimestre, importance des emplois à statut spécial, importance du travail intérimaire) mais ils sont plus empreints encore de précarité et les écarts observés par rapport aux emplois du groupe cible dans son ensemble sont plus importants que les écarts observés entre les caractéristiques du groupe témoin global et du groupe témoin des personnes aidées par un CPAS".

## POUR LE RETRAIT DE L'ACTIVATION DES CHÔMEURS!

Les conclusions du rapport sont explosives. Elles remettent directement en cause le plan d'activation que d'aucuns voudraient poursuivre et même approfondir... La procédure accroît les sanctions, les sanctionnés sont ceux qui sont le plus éloigné du marché du travail ce qui a pour conséquence que quand reprise de travail il y a, il s'agit de petits boulots précaires, indignes. L'activation des chômeurs sanctionne les chômeurs parce qu'ils sont chômeurs, rend leur intégration dans la société plus difficile encore, renvoie vers les CPAS une part de la solidarité qui devrait s'organiser au niveau fédéral, alors même que les politiques de remises à l'emploi que peuvent opérer les CPAS mènent davantage vers des emplois précaires. En cette période de crise majeure sur le marché de l'emploi, il est grand temps que la chasse aux chômeurs devienne un triste souvenir et que reprennent place l'idée et la concrétisation d'une société de plein emploi, ce beau et lointain souvenir... ■

① HEYLEN V., BOLLENS J., CENICCOLA P., VANHEERSWYNGHELIS A., *Flux potentiels des sanctionnés vers les CPAS. Le plan d'activation du comportement de recherche. Commande du SPP Intégration sociale, septembre 2009.*



# Chronique d'une galère "ordinaire"

Nous avons consacré la couverture et le dossier central de notre précédent numéro à la situation difficile du CPAS d'Anderlecht, en y interrogeant les principaux acteurs "institutionnels"❶. Si nous poursuivons ici notre enquête, ce n'est pas par acharnement, mais parce que nous avons souhaité donner également la parole à des allocataires sociaux, lesquels ont souhaité faire part de leur vécu et des griefs qu'ils ont, en tant qu'usagers de ce CPAS.

Bien qu'ils se soient tous dits prêts à parler à visage découvert, nous avons préféré "anonymiser" leurs témoignages, pour ne pas trop les exposer vis-à-vis d'une administration dont ils dépendent de façon vitale. Nous avons également cherché à vérifier, documents à l'appui, leurs informations et les "accusations" qu'ils formulent. Cela, dans la mesure du possible et les limites imposées par le difficile accès aux sources, comme par la protection de cet anonymat.

## DES TÉMOIGNAGES TROU- BLANTS, VOIRE ACCABLANTS

Nous estimons toutefois que ces témoignages sont dignes de foi. En effet, ce qui frappe à leur lecture, c'est combien ils se ressemblent et se recoupent sur bien des points, même s'ils proviennent de personnes qui ne se connaissent pas... y compris parfois mot pour mot, quand ils reproduisent le discours

**LA PAROLE EST DONNÉE AUX USAGERS DU CPAS D'ANDERLECHT. LEURS TÉMOIGNAGES METTENT EN LUMIÈRE LES PROBLÈMES QUOTIDIENS AUXQUELS ILS SONT CONFRONTÉS POUR FAIRE VALOIR LEUR DROIT À L'AIDE SOCIALE. UNE "MALTRAITANCE" CORROBORÉE PAR DES SERVICES SOCIAUX ASSOCIATIFS À L'ŒUVRE DANS LA COMMUNE BRUXELLOISE.**

/ Dossier réalisé par  
**Denis Desbonnet**, CSCE

que "l'institution" CPAS leur oppose (semble-t-il trop souvent) et ce, dans des termes "qui ne s'inventent pas".

De plus, ils font aussi écho à d'autres éclairages, notamment ceux de Madame Dalida Rigo ou de Monsieur Yves De Muylder, retranscrits dans notre édition précédente. Mais ils renvoient également au témoignage de trois services sociaux associatifs de la commune d'Anderlecht, que nous reproduisons dans ce numéro. Enfin, nous avons recueilli sur place, au CPAS, bon nombre d'autres plaintes similaires, de la part d'usagers qui ont préféré que nous ne les reproduisions pas, craignant à tort ou à raison que cela ne leur nuise.

Parmi ces critiques récurrentes, on retrouve sans surprise des retards dans le traitement des demandes, à commencer par le paiement des allocations, la perte de documents remis, l'exigence de démarches

complémentaires s'avérant au bout de compte inutiles, l'absentéisme des assistants sociaux et l'incapacité des agents administratifs à assurer le relais, ou encore un accueil irrespectueux.

## À QUI LA FAUTE ?

Tout cela devrait interpellé tant les citoyens, les défenseurs des droits sociaux que les responsables politiques. Bien sûr, ces problèmes ne sont pas l'apanage du CPAS d'Anderlecht, les assistants sociaux font leur travail dans des conditions ardues et la plupart d'entre eux le font bien... Il n'est pas dans notre propos de leur jeter la pierre, même s'il est troublant de lire que certains prendraient parfois des libertés avec les procédures ou feraient primer leur propre jugement dans des dossiers qu'on leur présente.

C'est avant tout la responsabilité des mandataires politiques qui doit être interrogée. Les usagers

de CPAS sont, par définition, des personnes qui n'ont pas d'autre ressource que de solliciter l'aide publique. Ils ne l'ont pas fait par choix et personne ne souhaiterait être dans une telle situation. Notre société a décidé de prévoir un ultime filet de sécurité pour ces personnes les plus fragilisées. Il serait donc normal de les accueillir convenablement, de les traiter comme des êtres humains. Ainsi que l'affirme l'un de nos témoins, ce n'est pas la charité qu'ils demandent, c'est l'application d'un droit. Les pouvoirs publics se doivent d'assurer ce droit dans des conditions décentes, surtout s'agissant de personnes qui n'ont plus d'autre recours. Si nous voulons les sortir de la misère, comme le prétendent d'innombrables déclarations, alors faisons-le sérieusement! Sinon, il faut dire clairement qu'il n'y a "pas de pitié pour les gueux" et l'on saura dans quel jeu on joue vraiment.

(40)

**"CE N'EST PAS LA CHARITÉ QU'ON DEMANDE, C'EST UN DROIT."**  
(Denis Desbonnet)

(42)

**"COMMENT PUIS-JE UN JOUR M'EN SORTIR VRAIMENT ?"**  
(Denis Desbonnet)

(43)

**"C'EST INHUMAIN, COMME POLITIQUE."**  
(Denis Desbonnet)

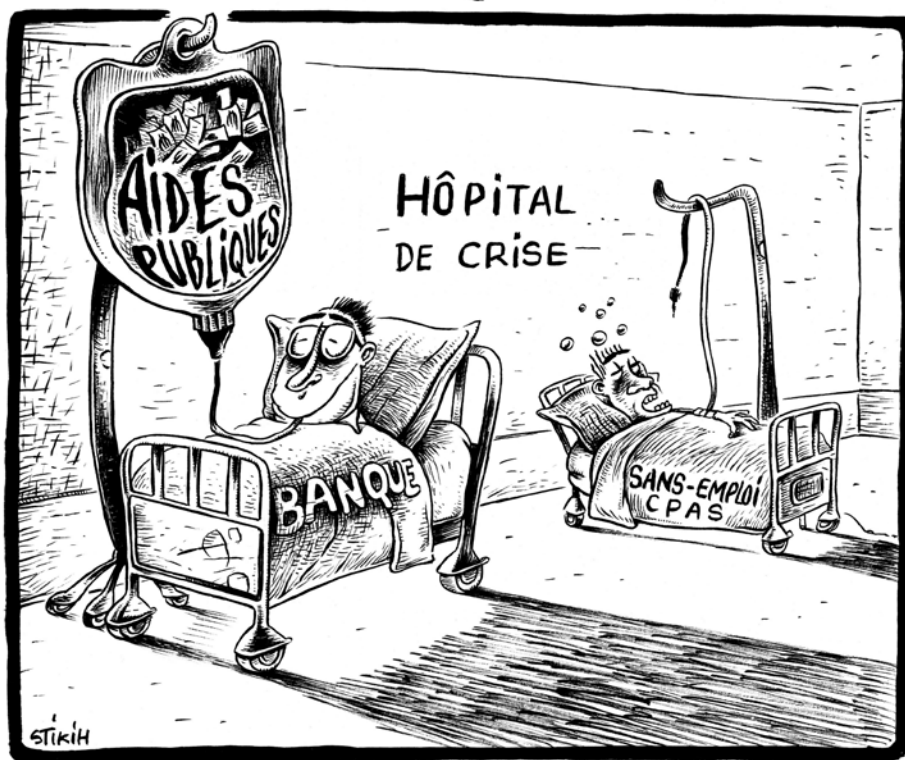
(44)

**LA GALÈRE D'UN STUDENT**  
(Denis Desbonnet)

(46)

**"ON NE DEMANDE PAS MIEUX QUE DE COOPÉRER, MAIS CE N'EST PAS ÉVIDENT!"**  
(Denis Desbonnet)

2009



2010 ?

(MEILLEURS VŒUX !...)

Le témoignage des services sociaux associatifs est lui aussi troublant. Ces services réclament d'avoir un accès aux assistants sociaux des personnes à qui ils viennent en aide. Cela paraît du simple bon sens. Si ce n'est qu'il faut se demander pourquoi ces services sociaux associatifs doivent à ce point rattraper des erreurs ou des manquements du service public. Si l'on veut que tous restent égaux devant la loi, il convient de s'interroger sérieusement sur ce mauvais fonctionnement d'un service public.

#### DES SOLUTIONS EXISTENT...

La loi organique des CPAS de 1976 établit le droit à l'aide sociale et la mission des CPAS : "Toute personne a droit à l'aide sociale. Celle-ci a pour but de permettre à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine. Il est créé des centres publics d'aide sociale qui, dans les conditions détermi-

nées par la présente loi, ont pour mission d'assurer cette aide." À lire les témoignages reçus, on ne peut que s'interroger : dans le cadre de son fonctionnement réel, un CPAS comme celui d'Anderlecht remplit-il encore sa mission ? La relation d'aide n'est-elle pas dénaturée par une forme de maltraitance administrative qui semble parfois présider à son organisation effective ? Ce mal-traitement administratif ne constitue-t-il pas une forme de "punition" de fait, organisée par l'institution vis-à-vis de ceux pour lesquels elle a un devoir d'assistance ?

Toutes ces questions mériteraient d'être publiquement débattues. Mais il faudra, pour cela, lever la chape de plomb qui pèse sur ces débats à Bruxelles et en Wallonie. Le huis clos qui est imposé aux débats généraux des conseils des CPAS interdit, aux citoyens comme à la presse, de suivre les

polémiques relatives à leur gestion quotidienne.

Pour améliorer les choses, on le sait, il faudra aussi améliorer le financement des CPAS. Rappelons les revendications de notre Collectif à cet égard : porter l'intervention du gouvernement fédéral dans le financement du revenu d'intégration sociale (RIS) à 90 % (pour ne pas défavoriser les communes pauvres et que tous restent égaux devant la loi), améliorer les salaires des assistants sociaux (et déjà, aligner les barèmes des assistants sociaux bruxellois sur ceux de leurs collègues wallons), enfin - bien sûr - relever le niveau du RIS et des allocations sociales au seuil de pauvreté... dans un premier temps. ■

❶ L'actuel Président, Guy Wilmart, un de ses prédécesseurs, des représentants des travailleurs, mais aussi Dalida Rigo, animatrice du Comité de Défense et d'Information des Minimexés (CDIM) et déléguée du Conseil consultatif des Usagers... - voir Ensemble! N° 66

# "Ce n'est pas la charité qu'on demande, c'est un **droit**."

► **Pouvez-vous retracer votre parcours comme usagère du CPAS ?**

**RACHIDA** (nom d'emprunt) : Je suis de nationalité marocaine. Après des études à l'étranger, je suis arrivée il y a une dizaine d'années en Belgique, dans le cadre d'un regroupement familial. Aujourd'hui, je vis seule avec mon jeune enfant de nationalité belge et bénéficie d'une annexe 35, avec titre de séjour de l'Office des étrangers. Je suis titulaire d'un diplôme universitaire et je suis actuellement des cours pour devenir technicienne en informatique, dans l'objectif d'une réinsertion professionnelle rapide.

J'avais déjà été au CPAS d'Anderlecht auparavant. Mais en 2006, j'y ai momentanément renoncé, tant j'en avais marre des problèmes en tout genre : ça tournait au harcèlement, un total manque de respect de la dignité et des droits des usagers. Alors que le CPAS devrait être en principe un centre social de culture et d'épanouissement, je me suis retrouvée finalement avec des problèmes de santé : manque de sommeil, chute de cheveux, une dépression qui m'a empêchée de terminer mon stage d'informatique. Sans parler de l'interruption de soins pour mon enfant, grand asthmatique. Je suis réinscrite au CPAS depuis un an... et je rencontre à nouveau des difficultés à plein de niveaux.

► **Pouvez-vous détailler ces difficultés ?**

**R. :** Tout d'abord, je souhaite travailler en Article 60, car même

**RACHIDA DÉCRIT LA SUCCESSION D'ASSISTANTS SOCIAUX, LES RETARDS DE PAIEMENTS, LES FACTURES IMPAYÉES QUI EN DÉCOULENT ET L'ENCHAÎNEMENT DES DIFFICULTÉS QUI S'ENSUIT... ALORS QU'ELLE VENAIT POUR ÊTRE AIDÉE.**

/ Propos recueillis par  
**Denis Desbonnet**, CSCE

si je suis consciente du sous-statut que cela représente, j'en ai besoin pour m'en sortir un peu mieux. D'autant que, comme je vais l'expliquer, j'ai les pires difficultés pour obtenir du CPAS l'aide qui m'est nécessaire.

Actuellement, j'ai la possibilité d'un engagement dans le cadre d'une association flamande. J'ai fait tout le nécessaire pour avoir ce job, passé un examen quadrilingue... et j'ai été reçue à 100 %. J'ai donc pris rendez-vous avec le président pour qu'on m'accorde cette chance mais il me renvoie vers le service d'insertion... lequel me demande l'accord du président ! Demande qui reste sans réponse depuis des mois... Bref, je tourne en rond. Pourtant je dispose de tous les atouts pour une réinsertion professionnelle.

Dans les diverses associations anderlechtoises que je fréquente, on m'a dit que le CPAS est connu pour ne jamais donner suite aux demandes de mise à disposition dans le milieu associatif, préférant "garder" les Articles 60 pour ses propres besoins.

On s'entend dire que nous sommes des gens inutiles, incapables, qu'on vient leur demander de la charité... D'ailleurs, le président l'a personnellement dit "Nous, on n'a pas d'argent à vous donner, on n'est pas là pour payer vos factures." Alors que ce n'est pas la charité qu'on demande, c'est un droit ! En plus, ce sont eux qui nous entraînent dans des accumulations de factures, soit qu'ils oublient de les encoder et le dossier se perd, soit qu'ils prennent un temps incroyable pour prendre leurs décisions. C'est comme ça que j'ai subi de nombreux retards de paiement, dont le pire a été un délai de plus de six mois avant que mon renouvellement de RIS soit accordé, ainsi que pour que le CPAS statue sur une demande de carte médicale et prestations familiales garanties. Un retard énorme est dû à l'incroyable "défilé" des assistants sociaux. J'en ai connu pas moins de cinq différents ! Il faudrait peut-être se demander pourquoi tant s'en vont : plusieurs m'ont dit clairement qu'ils ne supportaient plus la politique qu'on leur impose. J'ai pleuré ma première assistante, car elle était active. Mais face au Comité

spécial, ça n'allait pas. Alors, elle a fini par partir, début 2008. Ce qui m'a obligée à réintroduire tout mon dossier de demande d'aide, et je n'ai rien touché en janvier et février. Le 30 avril, ma nouvelle A.S. est entrée en service, mais il a encore fallu un bon mois pour que le dossier passe en Comité spécial. Entre-temps, je me suis retrouvée privée de RIS, d'aide urgente et de carte médicale. De plus, à défaut de réquisitoire, j'ai dû m'adresser aux urgences de St-Pierre pour une intervention chirurgicale qui ne pouvait pas attendre. On m'y a dit qu'ils refusaient de travailler avec le CPAS d'Anderlecht, réputé comme un très mauvais payeur. Et de fait, la facture de 82 € que j'ai rentrée au CPAS est restée impayée pendant des mois. Je me suis donc retrouvée au total avec 412 € de dette cumulée, vu les intérêts de retard et les frais de rappel... Sans compter la visite des huissiers en mon absence, durant laquelle ils ont noté l'ensemble de mes meubles et affaires pour une éventuelle saisie. Visite qui m'a été facturée 189 €. En plus, lors de cette effraction, ma porte d'entrée et



le vinyle du palier ont été endommagés, m'occasionnant des frais supplémentaires...

► **Et le CPAS, qu'a-t-il finalement payé ?**

**R. :** Il n'a accepté de rembourser que la moitié de ces 412 € et encore : sous la forme d'un prêt. Ce que je conteste, d'abord parce que ce sont eux les responsables, et ensuite parce qu'en payer la seconde moitié est le maximum que je puisse faire. D'ailleurs, ça ne m'a été possible qu'en m'endettant auprès d'une amie, ce que j'ai fait à contre-cœur, uniquement pour stopper le processus de saisie.

J'ai également demandé le paiement d'une autre facture de 493 €, ce qui m'a été refusé, sans la moindre notification, ni en mains propres, ni par recommandé - une irrégularité apparemment courante, d'après ce que m'ont dit beaucoup d'usagers. J'ai donc fait appel au service de médiation de dettes. J'ai d'ailleurs montré à Monsieur Wilmart une attestation de cette démarche, preuve de ma bonne foi et de ma volonté de me sortir de ce cercle vicieux. Il m'a répondu que comme ma demande d'aide avait été rejetée par le Comité spécial, il ne pouvait passer outre, que la seule chose qu'il pouvait faire était de représenter ce dossier lors de la prochaine séance.

Mais le système est mal foutu : il a fallu un bon mois pour rencontrer un A.S., puis un autre pour que celui-ci soumette la demande au Comité... qui n'en a finalement pas discuté ! J'ignore encore pourquoi : soit que la demande n'a pas été transmise par erreur administrative, soit que ce point de l'ordre du jour a été "oublié"... Quoi qu'il en soit, je n'ai toujours reçu aucune réponse.

Je pourrais encore citer le refus de remboursement d'une paire de lunettes pour mon enfant. C'est clair : le CPAS ne cache pas sa volonté de réduire fortement



les frais de santé couverts par la carte médicale, et l'octroi même de cette carte. Je connais quelqu'un qui se l'est vu retirer après 10 ans où on la lui avait accordée - et pourtant, son état de santé ne s'est pas amélioré, bien au contraire...

Et ce n'est pas tout : lorsque, suivant les instructions de Monsieur Wilmart, je me suis présentée au guichet pour le remboursement de la moitié de cette fameuse facture hospitalière que le CPAS s'était engagé à prendre en charge, l'A.S. a produit une autre facture du service "Sport et Culture" dont elle a exigé en contrepartie le remboursement immédiat. Je n'ai pas eu le choix : j'ai dû signer une reconnaissance de dette et un engagement de remboursement. Pour moi, c'est du chantage et de l'abus de pouvoir de cette A.S., agissant de sa propre initiative !

► **Vous n'avez pas tenté de protester ?**

**R. :** Bien sûr, je ne me suis pas laissé faire. Je lui ai fait remarquer que, lors de la séance de la veille au Comité spécial, il n'avait pas été question du paiement de cette autre facture, encore moins comme une condition pour le remboursement promis. Mais sa seule réponse a été : *"En attendant, elle est là, et il faut la payer !"*

C'est un problème généralisé : les services administratifs se montrent beaucoup plus stricts que le Comité spécial ou le président. Quand on obtient un accord de principe auprès de ceux-ci, c'est très souvent bloqué au niveau du "guichet".

Dans le même genre, on m'a aussi réclamé un document de l'Office des étrangers prouvant que je réside bien sur le territoire. Cela, alors qu'ils connaissent mon domicile et que de toute façon Monsieur Wilmart m'avait affirmé que mon dossier était en ordre pour le paiement d'une aide sociale équivalente. Une autre fois, j'ai dû présenter une attestation de scolarité... attestation que j'étais bien en peine de fournir, pour la "bonne" et simple raison que, comme le CPAS n'avait pas payé le minerval, l'école ne m'avait pas encore inscrite officiellement ! Là encore, le président a dû intervenir en personne pour me garantir le paiement de mon allocation dès le lendemain, en confirmant que cette attestation était inutile.

Je vous jure, c'est du vrai Kafka : parfois c'en est à s'arracher les cheveux. Après ça, il ne faut pas s'étonner s'il y a des réactions parfois violentes : on les provoque carrément par ce genre d'attitudes. ■

# "Comment puis-je un jour m'en sortir vraiment?"

**Pouvez-vous raconter votre parcours?**

**FRANÇOIS** (nom d'emprunt): Il y a quelque temps, j'ai accepté d'héberger mon ex-femme, car elle s'est retrouvée à la rue avec nos deux enfants. Mais finalement, elle est partie en me laissant les mômes sur les bras. En février 2009, j'ai été licencié par mon employeur, car on me demandait de terminer mon service à une heure du matin, ce qui était impossible avec deux enfants à charge. Entre-temps, j'ai obtenu un logement social au Foyer bruxellois.

Mais les allocations familiales ne m'ont été versées qu'en mars 2009 car pour décembre et janvier, elles ont été payées à mon ex-femme. De ce fait, je n'ai pas pu payer de nombreuses factures. Notamment, quand j'ai quitté mon précédent appartement, la clôture du compteur de gaz que j'avais demandée n'a pas été effectuée. La consommation des nouveaux occupants m'a donc été comptée pour un montant de près de 1.000 €...

Je suis alors venu voir Dalida Rigo, qui a obtenu un rendez-vous avec le président du CPAS (on connaît "le système"), à qui j'ai montré les factures de gaz et d'autres que j'étais incapable de payer. Il m'a renvoyé au service Energie, qui a donné une suite favorable à ma demande d'aide, en me promettant de payer la somme de 1.000 €. Cette somme est désormais déduite de mon chômage, à raison de 50 € par mois. J'ai aussi reçu une "aide exceptionnelle" de 250 €, pour me permettre de terminer mon mois. Il m'a également

**FRANÇOIS A DEUX ENFANTS À CHARGE. SUITE À DES RETARDS DE PAIEMENT, IL PASSE DE DETTES EN ÉTALEMENTS DE PAIEMENTS ET SE DEMANDE S'IL POURRA UN JOUR S'EN SORTIR VRAIMENT.**

/ Propos recueillis par  
**Denis Desbonnet**, CSCE

demandé de prendre rendez-vous avec mon assistante sociale, pour mettre de l'ordre dans mes nombreuses factures restantes et voir ce qu'il y avait lieu de faire ensuite.

## SE FÂCHER POUR SES DROITS

Mais, lorsque j'ai rencontré celle-ci, elle m'a dit en voyant mes factures: "Ah, pour ça, on ne peut rien faire, c'est à vous de prendre des arrangements avec vos créanciers". Ce que j'ai fait, mais au total, cela me coûte entre 20 et 25 € par mois et par créancier, soit 490 € en tout. Une somme impossible pour moi.

En plus, mon ex-femme est tenue de me verser une pension de 150 € pour les 2 enfants. Mais elle n'a payé qu'une seule fois, en juillet. Je l'ai signalé au CPAS et ai donc demandé qu'on lui retire la somme due et me la reverse directement. Comme je n'ai reçu aucune réponse durant tout le mois de septembre, je me suis finalement présenté sur place. Mais mon A.S. a refusé de me voir "faute de temps", et c'est un agent administratif qui m'a reçu, juste pour me dire "de m'adresser au SECAL".

Devant ce jeu de ping-pong, comme j'ai fini par hausser le ton, il m'a pris à part dans un bureau, pour me de-

mander brutalement de "me calmer". Il a été à ce point déplaisant (ce n'est pas la première fois) que j'ai enregistré la conversation sur mon GSM, comme preuve. Idem pour les cartes médicales. J'ai aussi dû me fâcher pour obtenir les deux auxquelles j'ai droit, vu le ménage que je constitue avec mes trois enfants.

À la vue de toutes ces factures, le Comité spécial s'est étonné que mon assistante sociale ne m'aie pas proposé un règlement collectif de dette. Je leur ai répété texto ce qu'elle m'avait répondu. Suite à cela, c'est le Comité spécial qui a pris rendez-vous pour moi avec la cellule de médiation de dettes.

Mais j'ai encore eu de la chance d'apprendre, lors d'un coup de fil que j'ai passé au CPAS, que j'y avais rendez-vous cinq jours plus tard. La lettre officielle me l'annonçant n'a été expédiée que le 16, soit le jour même de l'audience... et je l'ai reçue le 18!

## DIFFICULTÉS ÉTALÉES DANS LE TEMPS

Quand je m'y suis rendu, on m'a proposé un plan d'apurement qui réduirait mes remboursements de 20 ou 25 euros à 10 euros par créancier et par mois. Ce qui pour moi n'est pas une aide à propre-

ment parler car à ce rythme-là, il m'aurait fallu plus de 60 mois pour tout rembourser. Sans tenir compte que chaque fin décembre, j'aurai de nouveau la facture de clôture du gaz, la taxe régionale, etc.

Dans les faits, quand j'ai payé tout ce que dois, il me reste 6,56 € par personne pour vivre, payer les langes du petit, l'école, la nourriture... J'ai fait le calcul, vous pouvez vérifier, j'ai toutes les factures. Je ne sais pas comment je vais payer les frais de la rentrée scolaire. Les allocations familiales ont déjà été "bouffées", au propre comme au figuré.

Par-dessus le marché, si j'acceptais ce plan, en cas de problème sérieux, il ne me serait plus possible de demander une aide auprès du CPAS, car elle serait considérée comme une dette supplémentaire - chose qui est interdite quand on est en médiation de dette!

J'ai donc préféré refuser, car ça ne règle pas mes difficultés, ça ne fait que les étaler dans le temps, ça me tient tout juste la tête hors de l'eau, ça m'aide... à me maintenir dans la merde, sans fin. On parle d'assistanat, mais là qu'est-ce que c'est? Comment puis-je un jour m'en sortir vraiment? ■

# "C'est inhumain, comme politique."

Nous avons rencontré Anne-Sophie (nom d'emprunt) en compagnie de Dalida Rigo, présidente du CDIM.

**ANNE-SOPHIE** (nom d'emprunt) : Dans le cadre du plan d'activation, j'ai été suspendue par l'ONEm pour quatre mois. De plus, pour le dernier mois de chômage que j'ai touché, j'ai reçu 200 euros de moins et on m'a dit que je ne les récupérerais que lorsque ma sanction serait levée. J'ai donc introduit une demande d'avance au CPAS, pour pouvoir nourrir mes quatre enfants.

Heureusement, Dalida m'a obtenu un rendez-vous avec le président. Mais ce n'est pas normal que c'est seulement par ce biais qu'une demande urgente devient prioritaire : que deviennent ceux qui n'ont pas cet "accompagnement" ? En plus, quand j'ai rencontré mon A.S., elle m'a dit que j'aurais juste droit à des colis alimentaires.

**DALIDA RIGO** : Cela, alors que la règle veut que les enfants aient droit en plus aux repas chauds gratuits, un par jour au minimum. C'est quand même fou qu'une assistante sociale en place depuis trois ans, censée connaître la jurisprudence, ignore cela. Pourtant ça figure en toutes lettres dans la brochure d'information du CPAS même : je lui ai montré à quelle page !

**A.-S.** : Par-dessus le marché, l'A.S. m'a aussi dit qu'une fois retrouvé mon droit au chômage, je ne devais plus rien espérer de la part du CPAS. Pourtant, je lui ai démontré que c'était impossible de m'en sortir, même quand je tou-

**ANNE-SOPHIE A 4 ENFANTS. ELLE FUSTIGE LE SYSTÈME "INHUMAIN" DU STATUT COHABITANT ET REGRETTE QUE LE CPAS NE PRENNE EN COMPTE QUE LE NIVEAU DES REVENUS, PAS CELUI DES DÉPENSES RÉELLES.**

Propos recueillis par  
**Denis Desbonnet**, CSCE

chais mon chômage. Comme chef d'une famille de six personnes, j'avais droit à 988 €. Par rapport à un isolé, qui touche 826 €, je reçois en tout et pour tout 162 € de plus pour les cinq autres membres de mon ménage. Divisé par cinq, ça fait 32,4 € par mois, soit 1,08 € par jour pour chacun d'entre eux ! Vous voyez, à force de rogner sur tout, je deviens forte en maths...

Une fois payés le loyer, l'eau, le gaz et l'électricité, les frais scolaires, etc., il ne reste que 350 euros pour se nourrir, s'habiller... Mon fils est obligé de frauder à

la STIB car on n'a pas pu payer l'abonnement scolaire.

Au CPAS, tout est basé sur ce que les gens touchent, mais pas sur ce qu'ils doivent payer. Je ne parle pas seulement pour mon cas : pourquoi cette politique de l'autruche ? Il faut que ça cesse !

**D.R.** : Déjà, de toute façon, une A.S. n'a pas à décréter qu'on "gagne assez au chômage" - ce sont les mots qu'elle a utilisés ! Que je sache, le CPAS est tenu d'examiner les demandes au cas par cas. Avant de dire non d'office, il faut s'informer de la situation précise.

**A.-S.** : Avant, j'habitais le Hainaut et au CPAS local auquel j'ai déjà fait appel, on examinait chaque demande à part, on ne généralisait pas. Je veux bien croire qu'il y a des abus, mais de là à nous mettre tous dans le même sac... C'est comme le taux cohabitant, une vraie injustice : c'est vrai qu'il y a des fraudes, mais je connais des gens qui ont accepté de prendre à la maison des parents ou des copains dans le besoin. Et on les pénalise financièrement parce qu'ils sont solidaires !

C'est inhumain, comme politique. ■



# La galère d'un étudiant

Brian (nom d'emprunt) est un jeune homme de 19 ans, dynamique et posé, bien au courant de ses droits et déterminé à se défendre. Il occupe un studio dans une tour, qu'il loue près de 500 euros par mois à un propriétaire privé, avec lequel il est en délicatesse suite à deux mois de loyers impayés. Pour tenter une médiation avec celui-ci, il retape gratuitement son logement, vivant dès lors dans un véritable chantier, dans une atmosphère de plâtre et d'odeur de colle, due aux travaux de détapissage et de colmatage des murs qu'il effectue.

## ► Peux-tu résumer ton parcours en tant qu'allocataire social?

**BRIAN:** Je dépends du CPAS d'Anderlecht depuis août 2007, moment où j'ai quitté ma mère, qui est au chômage. Je suis parti d'abord parce que j'étais une charge financière trop lourde pour elle, d'autant plus qu'elle ne touchait de ce fait qu'un taux cohabitant, mais aussi par volonté d'autonomie personnelle.

J'ai terminé mes études secondaires en technique de qualification, pour lesquelles j'ai bénéficié de l'aide du CPAS d'Anderlecht durant ma dernière année. Depuis l'an passé, j'ai entamé des études supérieures pour lesquelles j'ai à nouveau demandé l'aide du CPAS. Jusqu'ici, je réussis pas trop mal : je devrais avoir mon diplôme fin juin 2010... sauf obstacle financier ou administratif insurmontable.

## BRIAN EST ÉTUDIANT. LES FRÉQUENTES DÉMARCHES AVEC LE CPAS L'ONT MIS EN DIFFICULTÉ À SON ÉCOLE ET VIS-À-VIS DE SON PROPRIÉTAIRE.

/ Propos recueillis par  
**Denis Desbonnet, CSCE**

### ► Tu fais allusion à des problèmes dus au CPAS?

**B.:** Tout à fait, et à plusieurs niveaux. D'une part, des retards réguliers de paiement, surtout lorsque mon A.S. est en vacances ou malade. En un an, celui-ci a été très souvent absent, parfois des semaines entières.

Je me rappelle une fin de mois particulièrement difficile où, face à l'accumulation de factures que je ne pouvais payer et de rappels divers, je m'adresse à lui. Il me dit de me présenter le 1<sup>er</sup> du mois suivant, en garantissant que mon RIS serait payé sur-le-champ.

Mais le jour dit, l'agent administratif me sort : "Revenez demain, il y a trop de monde". J'ai eu beau protester, en leur signalant l'accord et la "garantie" que m'avait donnés mon A.S. (entre-temps parti à nouveau en congé), ils n'ont rien voulu entendre. Scénario qui se répète les jours suivants : les agents prétendent ne pouvoir prendre aucune initiative car ils n'ont reçu aucune consigne.

Finalement, je n'ai touché mon argent que le 21, avec trois semaines de retard. Et encore,

seulement parce qu'un autre A.S., rentré plus tôt que prévu de congé, a pris les choses en main et réglé le problème. Et ça, en à peine dix minutes – comme quoi, avec un minimum de bonne volonté...!

### ► Comment expliques-tu ces retards à répétition?

**B.:** C'est dû à l'éternel problème de suivi des dossiers. Tout d'abord, il y a "l'activation" des paiements, qui est très souvent retardée pour divers prétextes. En l'absence de ton A.S., il n'y a aucun relais de l'information, tout se perd : les documents, les instructions pour le paiement ou pour une autre procédure... De plus, souvent, il suffirait que les agents administratifs aillent chercher l'info chez un collègue, ou dans un dossier dans la pièce juste à côté. Mais ils s'en lavent les mains, même face à des demandes très urgentes et tout à fait indiscutables, ou accordées d'office par la loi.

En plus, le système informatique est très lourd et inefficace - quand il n'est pas en panne. Et pour la gestion des agendas, là, c'est vraiment du "foutage de gueule" : du genre, on me demande de revenir

le mercredi... c'est-à-dire le jour de congé hebdomadaire de mon A.S.! Or, comme en son absence, rien ne se fait... Je ne compte plus les fois où j'ai fait la file pour rien, ou les reports de rendez-vous sans avertissement.





Ce qui d'ailleurs m'a forcé à "brosser" trop souvent les cours, pour revenir achever mes démarches... Et mis en difficulté vis-à-vis de l'école, avec le risque de me retrouver dans un statut d'"élève libre" malgré moi, pour cause d'absentéisme dépassant le maximum autorisé. Mais le comble, c'est que si de ce fait je n'étais plus un élève régulièrement inscrit, le CPAS, responsable de cette situation, pourrait me couper les vivres, puisque ma réussite scolaire est une des exigences de mon "contrat". Je risque donc de perdre sur les deux tableaux!

En plus, c'est la deuxième année que le CPAS a plusieurs mois de retard dans le paiement de mon minerval, d'où des rappels et la menace d'une exclusion de la part de mon école. Soit dit en passant, inversement, alors que mon "contrat d'intégration" au CPAS prévoit, comme autre condition pour pouvoir poursuivre mes études, une rencontre tous les trois mois pour présenter mon bulletin, je n'ai jamais reçu un seul rendez-vous dans ce cadre. Ils sont bien moins exigeants quand

au respect de leurs propres engagements...

Un autre exemple: lors du renouvellement de mon contrat avec le CPAS, en août dernier, mon A.S. me dit que l'accord devrait être obtenu la semaine suivante au Conseil. Je reçois la confirmation du feu vert, mais quand je me rends au bureau de paiement, on me réclame une attestation à propos de mes allocations familiales, soi-disant indispensable pour "compléter mon dossier" - ce dont mon A.S. ne m'avait pas touché mot. Comme je n'ai pas le choix, je fais la démarche, ce qui me coûte une semaine supplémentaire...

Et lorsque je l'apporte, on me demande cette fois un document d'Actiris prouvant que je ne touche pas d'allocation de chômage! Cela, alors que depuis juillet, je suis en "stage d'attente" pour une période de neuf mois, ce que le CPAS sait parfaitement puisque c'est attesté par l'ONEm. Et quand je reviens avec ce document... un autre agent me dit qu'effectivement, "ce n'était pas nécessaire"! Résultat: encore une journée de perdue

pour rien, tant pour le paiement que pour mes cours. Ils croient vraiment qu'on n'a que ça à faire?

Bref, il faudra en tout deux mois pour que je sois payé. Du coup, je n'ai évidemment pas pu payer mon loyer, et mon proprio me bombarde de recommandés et de mises en demeure.

#### ► Quel est ton budget mensuel?

**B.:** Quand en août 2008, je quitte ma mère, je passe du statut de cohabitant, qui me donnait droit à un peu plus de 400 € mensuels, à celui d'isolé, soit une allocation d'un bon 700 €. Le CPAS paie en principe directement au propriétaire le loyer plus les charges énergétiques. Je reçois donc en tout et pour tout 240 € pour vivre un mois, auxquels s'ajoutent mes 114 € d'allocations familiales.

Mais en août et en septembre 2009, je n'ai touché que 230 €, dont on m'a en plus retiré mes allocations familiales - ce que deux autres assistants sociaux m'ont d'ailleurs affirmé être illégal, tant que celles-ci ne dépassent

pas un plafond d'environ 200 € mensuels.

Une fois déduits mes transports, quelques communications GSM et d'autres petites dépenses, en moyenne, il ne me reste déjà que 100 €. Mais ce mois-là, c'était 25 €! Du coup, maman a dû m'aider en me "dépannant" de 100 €. Ça me révolte, parce qu'elle rame elle-même un maximum. Avec un tel budget, même en ne faisant qu'un vrai repas par jour et en ne prenant que des produits blancs, on n'y arrive pas.

#### ► Et pour les fringues?

[Pudiquement, Brian me montre d'un geste de la tête sa seule paire de "tennis"... élimées et crevées.]

**B.:** C'est comme pour l'achat d'un ordinateur (et je ne parle pas d'Internet): il ne faut même pas y penser, alors que je suis des études supérieures. Pour mes travaux et mes recherches, je dois souvent faire des heures sup'à l'école, pour avoir accès à l'un ou l'autre PC libre. Ou alors squatter ceux des copains, en leur imposant ma présence chez eux. ■



# "On ne demande pas mieux que de **coopérer**, mais ce n'est pas évident!"

Nous avons rencontré trois des services sociaux indépendants les plus actifs sur la commune d'Anderlecht: le Service social Cureghem, Wegwijzer et le Centre d'aide aux personnes Westland. Ils sont à l'origine de la lettre ouverte du "Réseau" associatif, reproduite dans notre précédent numéro. Leur témoignage, loin d'être unilatéral ou monolithique, fait montre de beaucoup d'honnêteté et d'un grand sens de la nuance.

## ► Quelle a été la genèse de votre lettre ouverte aux responsables du CPAS?

**WEGWIJZER:** Lors de réunions avec d'autres associations et services actifs sur la commune, on s'est rendu compte que le malaise vis-à-vis du CPAS est, pour ainsi dire, généralisé. On s'est alors dit que, plutôt que de continuer à nous "plaindre" chacun dans notre coin, une démarche commune aurait plus de poids.

## SERVICE SOCIAL DE

**CUREGHEM:** Un autre élément déclencheur a été le fait que les assistants sociaux sont partis en grève pour protester contre leurs conditions de travail. L'idée de la lettre était aussi une manière de marquer notre solidarité avec leur action. Car au fond, les blocages qu'ils rencontraient, on en fait nous aussi les frais.

## ► Quels sont les problèmes que vous rencontrez le plus fréquemment dans vos rapports avec le CPAS?

## TROIS SERVICES SOCIAUX D'ANDERLECHT DÉCRIVENT LEURS RELATIONS ET LEURS EXPÉRIENCES AVEC LE CPAS DE LA COMMUNE.

/ Propos recueillis par  
**Denis Desbonnet, CSCE**

Les trois services, unanimes: Tout d'abord, les délais dans le traitement des dossiers, du au grand turn-over des assistants sociaux, ce qui peut entraîner des retards considérables pour l'octroi de l'aide.

**SSC:** J'ai même connu un cas où cela a pris un bon cinq mois, durant lesquels la personne dont je m'occupais n'avait plus aucun interlocuteur à qui s'adresser. Et lorsque le nouvel assistant social a été engagé, re-belote: il a fallu le temps qu'on lui attribue ses rues, qu'il soit mis au courant... Ensuite, il y a la perte très fréquente de documents. Enfin, le refus d'introduction de demandes d'aide auprès du Comité spécial, une pratique assez courante de la part de certains assistants sociaux, qui décident unilatéralement celles qu'ils estiment devoir ou non être soumises au Comité spécial.

## ► Cette lettre ouverte a-t-elle eu des résultats concrets?

**SSC:** La première réaction a été une lettre du président du CPAS. Il prenait acte de nos remarques mais ne disait rien sur le fond, si ce n'est que nous avions noirci le

tableau et qu'il fallait tenir compte de l'état des finances de la commune, de la mise sous tutelle par la Région... Bref, l'argument budgétaire qu'on nous sort toujours. Comme on n'était pas franchement enchantés par cette réponse, on lui a réécrit pour lui demander un entretien.

Dans la foulée, nous avons rencontré les responsables du Service social général - celui qui pose le plus de problèmes. En gros, ils ont reconnu la justesse d'une partie de nos critiques, mais pour conclure: "C'est comme ça, on ne peut rien y faire, tant que le politique ne prend pas ses responsabilités, rien ne changera."

## ► "Le politique"? Vous voulez dire la coalition majoritaire au sein du Conseil du CPAS?

**SSC:** J'imagine que c'est cela qu'ils ont voulu dire. Mais pour nous, le problème se situe aussi au niveau de l'administration interne. Au quotidien, c'est là que se situe le frein le plus important. C'est tout un état d'esprit qui pose problème.

**CENTRE D'AIDE AUX PERSONNES WESTLAND:** Suite à notre démarche, on a quand même

obtenu une relative amélioration dans nos relations avec le CPAS. Par exemple, en terme de communication, les choses sont beaucoup plus fluides. Avant, c'était un vrai parcours du combattant pour avoir une information fiable sur quel A.S. s'occupait de quel quartier, ou à propos des changements de personnel, très fréquents vu le turn-over, pour savoir qui précisément avait en charge tel ou tel dossier...

**W:** On peut aussi s'adresser directement aux superviseurs. Et maintenant, nous avons les numéros directs des A.S. - un gros progrès, ça facilite vraiment les choses. Mais quand on y pense, ce n'est pas normal qu'on doive faire si souvent appel à l'"échelon supérieur", c'est bien la preuve que le contact avec les A.S. reste bien trop aléatoire.

**SSC:** Notamment, on devrait aussi avoir les adresses électroniques des divers A.S. Comme c'est très difficile de les avoir en ligne, on pourrait leur envoyer un message même en leur absence, ce serait bien plus direct et efficace. Actuellement, on perd un temps fou rien que pour avoir le contact.

Et entre les services et les agents du CPAS mêmes, ce n'est pas mal non plus! Il n'y a apparemment aucune communication entre eux, c'est totalement cloisonné. Parfois, c'est nous-mêmes qui devons faire "l'interface" pour qu'une info importante qui concerne plusieurs niveaux circule... par exemple entre le Service social et celui de l'Insertion socioprofessionnelle.

Heureusement, à la longue, on a fini par trouver des canaux d'information "parallèles", via tel ou tel autre A.S. qu'on connaît. Mais encore une fois, ce n'est pas normal qu'on doive utiliser des "voies de traverse" pour arriver à nos fins. Cela dit, c'est surtout vrai pour le Service général. Le Service médiation de dettes ou la Cellule énergie sont de plus petites structures, où le contact est plus aisé.

**W:** Dans le même esprit, on a proposé que les A.S. qui débutent visitent les associations présentes sur la commune, afin de savoir "qui fait quoi", les collaborations possibles, etc. L'idée a été jugée excellente... mais aussitôt écartée car impraticable: il n'y a déjà pas de temps pour organiser une formation de base pour les nouveaux.

**SSC:** D'une façon plus générale, s'il y a des améliorations momentanées, on a un peu l'impression que rien n'est jamais acquis, que le travail est à recommencer sans cesse. Depuis dix ans que je travaille à Anderlecht, j'ai toujours connu ce type de dysfonctionnements, ce n'est pas la première fois qu'on tente de se concerter avec les travailleurs du CPAS pour une plus grande efficacité, une meilleure coopération, défendre les droits de nos usagers... Confrontés à une "machine" aussi lourde, on a le sentiment que rien ne bouge sur le fond, quel que soit le président en place.

#### ► A quoi attribuez-vous cet immobilisme?

**SSC:** Je pense que c'est vraiment une question de mentalité. Je me rappelle d'une réunion d'information

des A.S. du CPAS à laquelle nous avons été invités, pour faire une présentation de nos trois services. Il y avait aussi à l'ordre du jour des points concernant l'Insertion socioprofessionnelle, la médiation de dettes... Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'intérêt des présents était loin d'être manifeste! Certains jouaient avec leur GSM, d'autres bavardaient entre eux...

**W:** C'est tout à fait vrai. Mais il faut dire aussi que le cadre de la réunion était sinistre: on était entassés pendant plus d'une heure dans un local trop petit, il faisait chaud à mourir, il n'y avait rien à boire, certains n'avaient même pas de place pour s'asseoir! Personnellement, je peux comprendre que les travailleurs n'avaient qu'une envie, c'était de partir. A leur place, j'aurais directement fait appel au syndicat...

**CAPW:** D'accord, les locaux n'étaient pas agréables ni adaptés. Mais n'empêche: j'ai trouvé que ce comportement était un total manque de respect envers des collègues comme nous, qui avons pris la peine de nous déplacer, de préparer une présentation... En plus, dans l'objectif d'améliorer le travail, la collaboration.

**SSC:** Je vais tout à fait dans le même sens: le cadre n'excuse pas tout. D'ailleurs, en collaboration avec le CPAS, nous avons organisé des rencontres avec les A.S. dans nos locaux. Et je peux te dire qu'il y avait de la place pour tout le monde, des boissons... on avait tout fait pour les recevoir au mieux. Et pourtant, on a dû "tirer" tout le temps pour que ça réagisse un peu. Les trois quarts des présents n'en avaient clairement rien à fiche, alors qu'on leur parlait de leur travail, de l'amélioration du service... A la seconde réunion, ça allait déjà un peu mieux, mais c'était en bonne part des participants à la rencontre de l'année précédente.

#### ► Et les autres? Ils avaient boycotté cette seconde rencontre, ou carrément quitté le CPAS?



**SSC:** Difficile à dire. C'est clair qu'il y a un énorme turn-over des A.S. On ne se bouscule pas vraiment pour venir travailler au CPAS d'Anderlecht. C'est un cercle vicieux: leur travail n'est pas du tout valorisé, il est impossible de s'épanouir dans de telles conditions, donc ils partent souvent dès qu'ils en ont l'occasion. Du coup, c'est le suivi du travail qui s'en ressent...

**W:** Je pense que la cause de ces problèmes sans fin, ce ne sont pas les travailleurs pris isolément, même si, comme partout, il y en a qui sont fautifs. Pour moi, c'est d'abord au niveau de la hiérarchie que cela doit se résoudre, c'est toute l'organisation du travail qui doit être revue. Ce qui me frappe, c'est l'absence totale d'une réglementation claire et comprise par tous au sein de l'administration du CPAS. Il n'y a aucune cohérence, on n'a pas du tout l'impression qu'il existe une procédure généralisée. Quand on interroge les A.S. sur le traitement des dossiers, ou sur les

raisons de telle ou telle décision, les réponses varient presque toujours: c'est "A", "B", ou "C", selon celui à qui on parle.

Ça, je ne le comprends pas. Si je compare à notre service, qui est présent sur toute la Région - on n'est pas non plus une petite équipe - il y a des procédures bien établies, connues de tous. Et on a chacun des comptes à rendre sur nos dossiers. Alors que pour une administration aussi grosse que le CPAS, on a franchement l'impression que chacun fait à sa mode.

**SSC:** C'est surtout vrai pour les aides complémentaires. Pour le RIS, évidemment, c'est réglé par la loi, il y a des consignes très strictes et un contrôle. Mais pour ce qui concerne la carte médicale, les aides énergétiques, etc., on a vraiment le sentiment que ça dépend du bon vouloir de l'A.S. à qui on a affaire ou, pire encore, que c'est "à la tête du client". En terme de déontologie, je trouve ça très problématique. ➔

► **On nous dit de toutes parts que ces problèmes sont encore aggravés par un accueil des usagers qui pose problème. Et cela, tant sur le plan matériel (surtout les locaux de la rue Van Lint) que par rapport au manque de respect dont feraient preuve pas mal d'agents administratifs et d'assistants sociaux.**

**SSC:** Moi, je parlais d'un manque d'accueil tout court. Les usagers sont très mal informés de la procédure à suivre, ou seulement par la remise d'une feuille très succincte. Or, beaucoup de ces personnes ne savent pas bien lire... Ils ignorent même souvent à quelle heure ils doivent venir pour rencontrer leur A.S. Parfois, on leur demande aussi des documents qu'ils ne peuvent pas obtenir, comme pour un de mes usagers, à qui on réclamait un formulaire d'Actiris qui n'est pas destiné au public. Et puis, les locaux ne sont vraiment pas adaptés, les entretiens se font dans des cagibis, sans aucune confidentialité. Il y a un réel problème de secret professionnel.

**W:** Tout d'abord, il faudrait décentraliser les services. A Bruxelles Ville, sur un territoire pourtant plus petit, le CPAS a 10 antennes. Cela assure une proximité pour les usagers. Ici, ils doivent souvent faire des déplacements importants: c'est très grand, Anderlecht. Et avec des quartiers et des populations très différents, qui s'"opposent" souvent. Rassembler tout le monde en un seul endroit, c'est loin d'être idéal.

► **Que pensez-vous du déménagement prévu en principe ce printemps dans un nouveau bâtiment rénové?**

**SSC:** Cela fait des années qu'on nous l'annonce comme la solution miracle. Encore maintenant, il semble que les délais pour l'ouverture ne soient plus respectés. Ensuite, avec l'engagement prévu de nouveaux A.S., je crains qu'on ne soit à terme une fois encore très "à l'étroit". Mais surtout, comme l'a dit ma collègue, le fait de tout

concentrer en un lieu unique va à l'encontre d'un travail de proximité. Si on est dans le quartier même des gens, on est dans une approche beaucoup plus "intimiste", on connaît les gens, la relation est tout à fait différente.

**W:** Sans compter que répartir les permanences, ça permettrait de ne plus avoir des files dès six heures du matin! Quand on pense que, lors de la concertation sociale, le président et le chef du service général ont osé nous dire que ce n'était pas leur faute si les gens "choisissent" de venir si tôt! C'est un peu gros: tout le monde sait que certains A.S. eux-mêmes "conseillent" à leurs usagers de venir au moins une heure à l'avance, pour avoir une chance d'être reçus... ça veut tout dire.

► **Selon vous, ces files d'attente énormes, cela tient à quoi? Une mauvaise organisation des services ou l'accroissement objectif des demandes et le personnel insuffisant pour y répondre?**

**W:** Pour ce problème, je suis désolée: tout dépend aussi de la façon dont on gère les listes d'attente. Nous, on a un listing qu'on "ouvre" ou qu'on "ferme" en fonction du nombre de demandes et qu'on réorganise constamment en fonction du degré d'urgence. Ça devrait aussi être possible chez eux.

**SSC:** A mon avis aussi, c'est avant tout dû à la mauvaise organisation. D'abord, pourquoi seuls cinq allocataires peuvent-ils être entendus par matinée (enfin, sept maintenant, je crois)?

Je me demande comment ils font ailleurs, dans des communes un peu comparables, comme à Molenbeek. Un assistant social m'a dit qu'en fait, c'est laissé à l'appréciation de chacun d'entre eux. Car parfois, pour certaines des cinq personnes reçues, cela peut aller très vite, il s'agit de simples formalités. L'A.S. aurait alors largement le temps de recevoir une ou deux

personnes en plus, mais seuls certains ont cette initiative. Dans notre service, à deux, on parvient à recevoir jusqu'à 25 personnes...

► **Vous ne faites peut-être pas tout à fait le même métier: le CPAS a des exigences différentes en termes de mission et de contraintes légales et réglementaires, une obligation de moyens...**

**SSC:** C'est vrai, mais je pense surtout que nous sommes beaucoup plus souples. Au CPAS, la lourdeur administrative est sans commune mesure, les procédures terriblement lentes. Cela dit, j'avoue ne pas être vraiment au fait de leurs méthodes ni de leur mode de fonctionnement. Mais, sans généraliser, on a vraiment le sentiment qu'il y en a qui "en foutent le minimum". Ça dépend très fort d'un service, voire d'une personne, à l'autre. Le problème, c'est que si les chefs sévissaient, c'est peut-être la moitié de leur équipe qui partirait! Cela alors que le personnel est déjà insuffisant. Je pense que les responsables sont un peu coincés, alors c'est le "laisser faire"...

Par rapport au manque de respect de certains agents et A.S., je confirme absolument. Et pas seulement vis-à-vis des usagers. Il arrive qu'on tombe sur l'un ou l'autre interlocuteur qui est à la limite grossier avec nous aussi, et même qu'on nous raccroche au nez quand on appelle à propos d'un allocataire de notre public.

**W:** Moi, assez souvent, dès que je m'annonce au téléphone, la communication s'"interrompt" bizarrement, je me retrouve avec le "tût-tût"...

**SSC:** On a parfois nettement l'impression qu'on "dérange" quand on demande des explications sur telle ou telle décision. Or, certaines sont très arbitraires, et même parfois irrégulières, dénotant une méconnaissance terrible de la législation...

► **Si je vous entends bien, vous dénoncez des cas d'incompétence, voire d'abus de pouvoir. Notamment par rapport aux garanties qu'offre la loi aux usagers?**

**W:** On en revient au problème de ce "filtrage" par les A.S. Certains "dissuadent" les allocataires d'introduire telle ou telle demande d'aide, en leur disant que "ça ne vaut pas la peine, ça sera de toute façon refusé". C'est inacceptable. Déjà parce que si la demande n'est même pas introduite, on n'a pas le moindre recours possible! Je dis toujours à mes usagers de ne pas sortir du CPAS tant qu'ils n'ont pas un accusé de réception de leur demande, en bonne et due forme et signé par l'A.S. Et de rester jusqu'à ce qu'on le leur donne, quitte à y passer la nuit! Là encore, ce genre d'abus ne concerne pas tout le monde, mais il y a de vrais "spécialistes".

**SSC:** On a aussi un peu l'impression d'une suspicion d'office, les gens sont sur la défensive et doivent prouver leur bonne foi. Ça renvoie à ce qu'on disait tantôt: les A.S. se permettent parfois des jugements de valeur personnels et subjectifs, totalement déplacés. Je me souviens d'un cas où une demande d'aide a été rejetée par le Comité spécial, sur base d'un rapport très négatif de l'A.S., qui a décrété que la personne en ques-

**RAS-LE-BOL  
DES CONDITIONS  
D'ACCUEIL!**

tion n'avait pas fourni assez d'efforts dans sa recherche d'emploi. Mais le comble, c'est que quand le même allocataire s'est adressé quelque temps plus tard au service ISP pour qu'on l'aide à retrouver du boulot, elle s'est entendu répondre que comme elle n'était plus aidée par le CPAS, on ne la recevait plus! C'est vraiment n'importe quoi, le serpent qui se mord la queue...

► Dans ce témoignage collectif, on a peu entendu le Centre "Westland". Est-ce parce que

**vous vous retrouvez dans l'essentiel de ce que décrivent vos confrères ou au contraire, parce que vous ne vous y reconnaissez que partiellement? Ou encore pour d'autres raisons?**

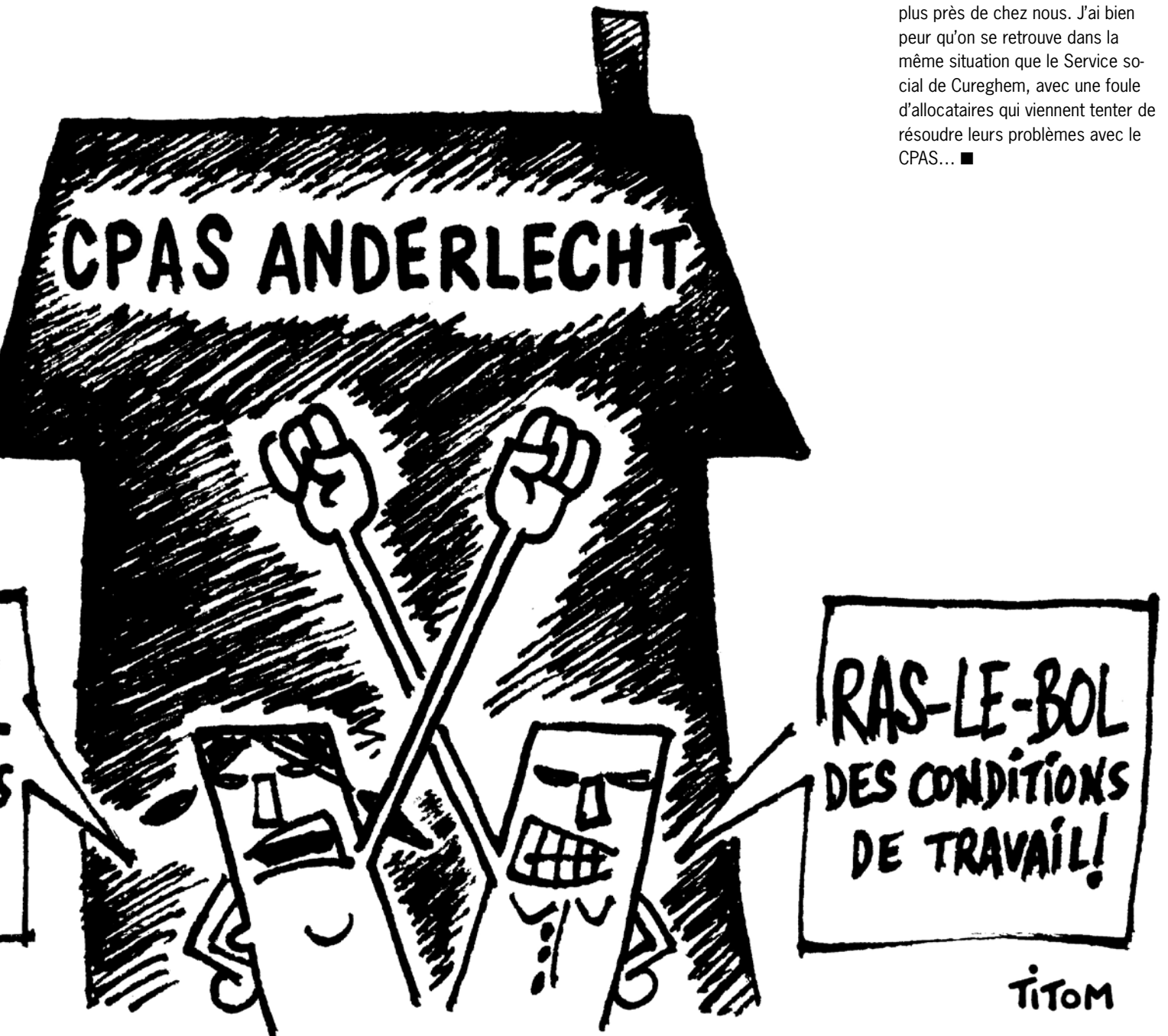
**CAPW:** À vrai dire, je ne connais pas aussi bien que mes collègues la vie interne du CPAS, ses rouages, les difficultés qu'il doit surmonter. Ni non plus son historique, la politique qu'il s'est fixée, les débats au Conseil... Je préfère ne pas affirmer des choses sans

être absolument sûre de ce que j'avance. Cela dit, c'est clair que le CPAS ne fonctionne pas comme il faut, qu'il y a beaucoup de problèmes. Au Centre Westland, on en rencontre certains qui ont été cités, mais pas tous, et pas aussi fréquemment. Dans l'ensemble, j'ai l'impression que nos rapports sont moins difficiles.

Mais peut-être est-ce dû aussi au fait que, dans nos permanences, nous avons beaucoup moins d'allocataires du CPAS. Cela fait

peut-être 15 à 20 % de notre public, donc fatalement, on est moins en relation. C'est sans doute parce qu'on est beaucoup moins proches géographiquement. Dans des services comme les nôtres, la proximité joue beaucoup: la majorité des gens qui s'adressent à nous viennent du quartier. Et de ce point de vue, pour le service de Cureghem, c'est le contraire: ils sont vraiment la porte en face.

**W:** C'est tout à fait vrai. D'ailleurs, moi, je redoute déjà le jour où ils vont emménager dans leurs nouveaux locaux, qui sont beaucoup plus près de chez nous. J'ai bien peur qu'on se retrouve dans la même situation que le Service social de Cureghem, avec une foule d'allocataires qui viennent tenter de résoudre leurs problèmes avec le CPAS... ■





# Personnes régularisées ou demandeuses d'asile : une charge pour les CPAS ?

## LA RÉGULARISATION : UNE FACILITÉ D'INSERTION DES PERSONNES

Force est de constater qu'à Forest ce n'est pas la principale crainte. Lors de la régularisation de 1999, basée sur des critères plus larges qu'aujourd'hui, les personnes régularisées n'ont pas dramatiquement gonflé le nombre de personnes aidées.

La régularisation ouvre de réelles possibilités d'insertion des personnes. Elle permet également au CPAS d'effectuer un travail social qui dépasse l'octroi de l'Aide médicale urgente. De plus, comme le souligne une étude récente de l'UCL<sup>①</sup>, la régularisation entraîne des coûts et des bénéfices sociaux qui s'équilibrent, voire qui profitent aux finances publiques.

## LA NON-GESTION FÉDÉRALE DE L'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASI

Aujourd'hui, les CPAS bruxellois doivent faire face à une autre urgence : l'accueil des étrangers en procédure d'asile. Les législations européennes et belges leurs garantissent un droit à un accueil complet pendant toute leur procédure<sup>②</sup>. Pourtant, aujourd'hui, des dizaines de demandeurs d'asile sont chaque jour mis à la rue parce qu'il n'y a pas assez de places dans le réseau d'accueil. L'absence d'accueil ne leur laisse plus d'autres choix que de faire appel aux administrations locales (dont font parties les CPAS) ou aux centres pour sans-abri, pour trouver de quoi manger, dormir et se soigner.

## LA CAMPAGNE DE RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS S'EST ACHEVÉE LE 15 DÉCEMBRE DERNIER. LA PRESSE A RELAYÉ LES CRAINTES DE CERTAINS CPAS DE DEVOIR FAIRE FACE À UN AFFLUX DE DEMANDEURS D'AIDE SANS DISPOSER DE MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES.

**Stéphane Roberti**  
Président Ecolo du CPAS de Forest

C'est sur ses fonds propres qu'un CPAS peut leur octroyer une aide urgente avec toutes les conséquences financières qui en découlent.

### COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

Depuis juin 2007, les demandeurs d'asile reçoivent uniquement une aide matérielle au cours de l'examen de leur demande. Ils n'ont plus d'aide financière et ne peuvent pas travailler. En l'absence de ressources financières les personnes restent plus longtemps que les 4 mois prévus en structure d'accueil. Il faut donc plus de places... qui n'existent pas.

Malgré quelques mesures d'urgence<sup>③</sup>, les centres d'accueil sont plus que remplis. Les conditions d'un accompagnement de qualité sont absentes. Plus de 1000 personnes sont accueillies de manière précaire (en hôtel ou en maison d'accueil pour sans-abri). Rappelons que ces demandeurs d'asile sont des personnes isolées ou des familles qui fuient leur pays, qui ont leur procédure d'asile

encore en cours et qui résident légalement sur le territoire.

### QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES CPAS ?

Alors qu'il est demandé aux CPAS de compresser leurs dépenses afin d'équilibrer leur budget, ils doivent faire face à des charges financières, en termes de personnel et de frais de fonctionnement, qui incombent au pouvoir fédéral.

### COMMENT EN SORTIR ?

Les CPAS ont été mis devant le fait accompli sans concertation préalable et sans octroi de moyens supplémentaires.

Il est admis que l'aide matérielle est bien plus coûteuse que l'aide financière. Cette aide matérielle pourrait être convertie en aide financière octroyée par un CPAS, via un subside fédéral, couvrant non seulement l'aide octroyée, mais également le personnel d'encadrement.

Il est impératif que le pouvoir fédéral assume enfin ses responsabilités quelle que soit la structure qui octroie l'aide.

## DE NOUVELLES EXCLUSIONS SONT CRÉÉES

Il est utile de rappeler que les critères de régularisation sont trop restrictifs et que des personnes intégrées à la société n'obtiendront pas de titre de séjour. L'urgence aujourd'hui est d'examiner comment les CPAS vont pouvoir continuer à lutter contre la pauvreté dans un contexte de restriction budgétaire, en sachant que, tant sur la question des demandeurs d'asile que sur le dossier de la "chasse aux chômeurs", le pouvoir fédéral se décharge sur les CPAS.

<sup>①</sup> Effets économiques d'une régularisation des sans-papiers en Belgique, Regards économiques n°72, septembre 2009 – consultable à l'adresse : <http://www.uclouvain.be/285518.html>

<sup>②</sup> En Belgique ce droit à l'accueil complet (logement, nourriture, accompagnement social, soins de santé) est réalisé par Fedasil, l'agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile.

<sup>③</sup> Fedasil a décidé, en juillet 2009, de ne plus désigner de places aux nouveaux arrivants. Depuis octobre 2009 certaines catégories de demandeurs sont "encouragées" à demander la suppression de leur inscription en centre d'accueil.

# Mariage aller-retour

## UNE MARIÉE TOUT EN BLANC ?

Quand elle entre dans le bureau, Madame Karagül semble hébétée... Depuis quinze jours, elle ne dort plus, a des "crises d'angoisse", pleure dès que quelqu'un lui adresse la parole.

Madame Karagül est d'origine turque. Elle est arrivée il y a plus de six mois en Belgique avec ses enfants, deux jeunes adolescents. Veuve depuis plusieurs années, elle a épousé, au printemps dernier, un compatriote installé à Bruxelles. Monsieur Karagül est veuf, lui aussi. Il n'a pas d'enfant et est un peu plus jeune qu'elle. Madame Karagül a longuement hésité à se remarier, pensant à la difficulté de "déraciner" ses enfants et d'"abandonner" ses parents. Mais elle s'est laissé convaincre par ses proches : une nouvelle vie, une opportunité, un avenir meilleur pour ses enfants et un homme bien...

C'est ainsi que la famille se retrouve à Bruxelles, où elle vit depuis plusieurs mois. Les enfants sont inscrits à l'école et Madame Karagül au cours de français. Cette dernière sait qu'il lui faut s'adapter à ce nouvel environnement. Mais elle est également consciente que leurs problèmes administratifs doivent être réglés au plus vite. L'authenticité de leur mariage doit encore être vérifiée.

Leur dossier a été transféré à la cellule "mariage blanc" de l'administration communale. Celle-ci trouve, en effet, ce mariage suspect : une veuve avec deux enfants, un mari plus jeune que sa femme...

## MIGRER, SE MARIER : LA BELGIQUE PASSE AU CRIBLE LA VIE PRIVÉE. AUX YEUX DE L'ÉTAT, MÊME L'AMOUR EST DEVENU SOURCE DE SUSPICION...

**Nuran Cicekciler**

Psychologue au Groupe Santé Josaphat

Une première, une seconde et même une troisième visite de la police ont lieu à leur domicile. La dernière en date se déroule à l'aube. Les enfants ont peur, ils ne comprennent pas pourquoi la police débarque chez eux, ils se demandent ce qu'ils ont fait de mal. Madame Karagül n'en peut vraiment plus : elle se sent humiliée, épiée...

### L'AMOUR COMPORTE-T-IL UNE OBLIGATION DE RÉSULTAT ?

Asmaa a vingt-sept ans, elle travaille dans une banque à Tanger. C'est là qu'elle rencontre Samir, un Belge d'origine marocaine : c'est le coup de foudre... Samir la demande en mariage et lui propose de le suivre en Belgique. Elle hésite, elle n'avait jamais envisagé de quitter le Maroc. Sa sœur est mariée à un homme qui vit aux Pays-Bas et elle voit combien il est difficile pour ses parents de vivre loin de leur fille. Finalement, après plusieurs allers-retours de Samir au Maroc, elle décide de se marier et concède à venir vivre en Belgique. Mais très vite, elle découvre une autre facette de son mari : il ne s'agit plus de l'homme "moderne" qu'elle a rencontré. Samir vit sous l'emprise de sa

mère et de ses sœurs. Omniprésentes dans leur vie de jeune couple, elles empêchent Asmaa de travailler. Elles font pression sur elle afin qu'elle tombe enceinte, ce qui arrive au bout de 5 mois. Asmaa décide alors de quitter son mari et sa famille afin de se donner du temps pour reconstruire autrement sa vie de couple. Mais aussitôt, la famille de Samir signale à la commune la fin de la cohabitation et va jusqu'à introduire une demande d'annulation du mariage. Asmaa se voit retirer son titre de séjour, vu qu'elle ne remplit plus la condition de regroupement familial. Depuis plus de deux ans maintenant, elle se trouve prise dans des procédures judiciaires parce qu'elle refuse qu'on la considère comme un objet qu'on prend et qu'on rejette à sa guise. Elle admet s'être trompée, elle s'en veut mais elle se sent également abusée, trompée. Elle souhaite réhabiliter sa fierté, dit qu'il s'agit d'une question de principe. Sans permis de séjour depuis plusieurs mois, Asmaa ne peut ni travailler, ni obtenir d'aide sociale.

### TU L'AIMES OU TU QUITTES LA BELGIQUE !

Des cas comme ceux de Madame Karagül et d'Asmaa, nous en ren-

controns régulièrement dans nos consultations sociale et psychologique.

La lutte contre la fraude et les mariages blancs ne tient nullement compte de la souffrance des hommes et des femmes. Quels sont les outils, les formations des agents de l'état civil et de la police, leur permettant de donner un avis sur des situations aussi complexes ? Peut-on vérifier administrativement la véracité, la sincérité des sentiments ?

Comment ignorer les effets des restrictions de l'accès au territoire sur les jeunes issus de l'immigration ? "Tu m'as épousé juste pour les papiers"... Il existe une peur d'avoir été instrumentalisé par son partenaire ou de lui être redevable parce que grâce à lui, à elle, on a pu venir en Belgique. Il y a le sentiment d'avoir sacrifié sa vie affective par loyauté à l'égard de la famille restée au pays.

Alors qu'il est devenu de plus en plus facile de divorcer pour le citoyen belge ; est instituée, pour celles et ceux venus en Belgique par mariage, une obligation de réussite de leur union... au risque de recevoir un ordre de quitter le territoire. Ne serions-nous donc pas tous égaux devant la loi ? ■

# Victimes... de la lutte contre les mariages blancs et du durcissement des règles en matière de regroupement familial

En amont, la lutte contre les mariages simulés aboutit, dans certains cas, à rendre impossible le mariage entre des gens qui s'aiment et veulent simplement pouvoir vivre ensemble.

En aval, elle consiste à tendre vers un durcissement des conditions du regroupement familial des couples et pénalise le conjoint étranger en cas de séparation avant l'expiration d'un délai d'épreuve de 3 ans puisque, dans ce cas, celui-ci perd son droit de séjour et reçoit un ordre de quitter le territoire.

## UNE PREUVE D'AMOUR...

Les difficultés commencent au niveau des services état civil des communes. Si votre futur(e) a le malheur de ne pas être en règle de séjour, le soupçon de mariage blanc est quasi systématique. L'Officier de l'état civil peut refuser de célébrer le mariage et demander au parquet état civil de l'arrondissement judiciaire de donner un avis sur la validité de ce mariage. Concrètement, cela veut dire que la police convoque les époux et les interroge séparément l'un sur l'autre. Les questions sont très vastes : elles peuvent porter sur les circonstances de la rencontre, la famille de chacun, les études effectuées par l'autre, le passé professionnel, les goûts, la place de gauche ou de droite que chacun occupe dans le lit s'ils cohabitent déjà... Bref, toute une série de questions très personnelles, voire indiscrettes. Le procureur du Roi section état civil compare les auditions et, en cas de contradictions jugées inacceptables, rend un avis négatif à l'officier de l'état civil concerné quant à la célébration du mariage.

**DEPUIS QUELQUES ANNÉES, LA LUTTE CONTRE LES MARIAGES SIMULÉS<sup>o</sup> EST DEVENUE UNE VÉRITABLE OBSESSION DANS NOTRE PAYS. SANS FORCÉMENT NIER L'EXISTENCE D'ABUS, IL EST CEPENDANT DEVENU NÉCESSAIRE DE DÉNONCER LES MÉFAITS DE CETTE POLITIQUE TRÈS RÉPRESSIVE, QUI A DES CONSÉQUENCES SOUVENT INHUMAINES POUR LES PERSONNES, EN AMONT ET EN AVANT DE LEUR UNION.**

**Marie-Pierre Debuissere**

Avocate au Progress Lawyers Network et membre du CSCE

Cette petite procédure de vérification prend à Bruxelles entre... 6 mois et 2 ans ! Combien de couples n'ont pas craqué durant cette attente où celui qui est en séjour précaire n'a pas le droit de travailler, ne rapporte aucun revenu au ménage, se sent inutile, dévalorisé, tandis que l'autre trime pour deux. Cela cause des tensions dans le couple qui parfois n'y survit pas. Il arrive régulièrement que l'avis du parquet sur le mariage soit négatif, parce que l'un des deux ignore où l'autre range le fer à repasser, qu'il y a des contradictions sur les circonstances de la rencontre, sur le passé professionnel de l'autre, etc. Dans ce cas, il ne reste plus que la possibilité d'effectuer un recours au tribunal de première instance pour convaincre le juge de la sincérité des deux époux par rapport à leur projet de mariage... Depuis 2006, des sanctions pénales<sup>o</sup> sont en outre prévues en matière de mariages simulés.

Une nouvelle circulaire du 1<sup>er</sup> octobre 2009<sup>o</sup> donne aux différents

intervenants des consignes très précises pour lutter contre les mariages simulés. Ce document de 24 pages (!), rédigé par un groupe de travail au sein de la police criminelle renvoie à un guide pratique, lui-même inspiré d'un vade mecum rédigé par la police d'Anvers... Cette circulaire va jusqu'à encourager les poursuites pénales contre la personne qui aurait accepté de conclure un mariage simulé "à titre gratuit" (tout en relevant qu'il faut, quand même, tenir compte de la clause qui protège les personnes qui fournissent une aide dans un but humanitaire<sup>o</sup>), et donne l'exemple de la personne "qui se prête au simulacre de mariage afin de permettre à son partenaire de régulariser sa situation en terme de séjour" !

Enfin, la déclaration de politique générale 2009 de Melchior Wathelet, qui annonce une intensification de la lutte contre les mariages et les cohabitations<sup>o</sup> de complaisance, prévoit que l'officier d'état civil a qui l'on demande d'acter une déclaration de mariage pourra

désormais consulter une banque de données qui rassemble les informations des différents acteurs concernés (c'est-à-dire l'Office des étrangers, les parquets, les officiers de l'état civil et les postes consulaires de carrière). Cela veut dire que la personne étiquetée pour mariage simulé le sera sur tout le territoire belge et sans limitation dans le temps...

## FAMILLE ÉLOIGNÉE

Quand le mariage a lieu dans le pays du conjoint étranger, le contrôle se déplace dans le cadre de la demande de visa regroupement familial introduite par l'époux étranger au consulat belge. L'Office des étrangers demande au parquet état civil de rendre un avis sur la validité du mariage sur base des auditions des époux menées par le Consulat belge dans le pays étrangers. Lorsque l'un des deux est en Belgique, l'audition est effectuée par la police.

Ici aussi, les lenteurs du parquet état civil ont comme conséquence souvent dramatique de séparer les

**MARDI 10 NOVEMBRE:  
L'EUROPE REPREND LE TRAVAIL...**



# Chaque année, cette Europe-là crée la pauvreté

L'Union européenne a officiellement baptisé 2010 "année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale". Cette opération s'inscrit dans le cadre des grandes "années européennes d'action", dont on nous rebat les oreilles à grand renfort de publicité (dans les couloirs du métro, dont on veut chasser les mendiants). Cette année, le choix du thème doit beaucoup à l'activisme d'organisations de la "société civile", en particulier les "réseaux européens de lutte contre la pauvreté". L'intention paraît louable mais est vouée à l'échec.

Pour les dirigeants et avocats de l'Union européenne, l'occasion était trop belle de redorer le blason de celle-ci, après les années éprouvantes de signature du traité constitutionnel européen (devenu finalement le "traité de Lisbonne"). Les débats qui ont eu lieu autour du projet de "Constitution européenne", dans les rares pays où la population fut appelée à se prononcer sur le texte, les référendums et les trois "non" successifs qu'il dut essuyer, ont permis de mettre en évidence la triste réalité du projet européen :

**L'UE A DÉCLARÉ L'AN 2010 "ANNÉE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE". CE N'EST QUE DISCOURS. CAR, DE PAR SA STRUCTURE POLITIQUE ET SON PROGRAMME ÉCONOMIQUE, L'UE CRÉE CHAQUE JOUR LA PAUVRETÉ. IL FAUT LE VOIR ET SE POSITIONNER EN FONCTION.**

**/ Jean-Marie Coen et Arnaud Lismond**  
CSCE

une Europe technocratique et opaque, dévouée corps et âme aux grands intérêts commerciaux et financiers, dont le programme politique principal consiste à appliquer sans relâche des recettes économiques libérales qui visent à déstructurer les marchés du travail, affaiblir les protections sociales et privatiser les services publics.

Face à ce qu'il faut bien appeler une opération de propagande, il convient de dénoncer la supercherie des prétendues élites européennes. En réalité, il n'y a rien, dans le projet européen actuel, qui permette de lutter contre la pauvreté. Au contraire : on y retrouve toutes les recettes pour créer la pauvreté et la faire perdurer.

## **DES INSTITUTIONS OPAQUES À VOLONTÉ**

Pour comprendre la supercherie du projet européen actuel, il faut d'abord accepter d'en voir la nature antidémocratique. Rappelons que des trois grandes institutions de l'UE (Commission, Conseil, Parlement), c'est le Parlement qui reste la plus faible. À ce jour, il n'a pas de pouvoir d'initiative : il ne peut proposer ni nouveaux projets de loi ni règlements européens, seule la Commission détient ce pouvoir.

Le résultat : des institutions opaques, des procédures compliquées, des réunions ministérielles dont on ne connaît pas les votes (ce qui permet à chacun de s'abriter derrière "Bruxelles"). Tout cela favorise l'action des lobbies, qui

agissent dans l'ombre du pouvoir, se nourrissant de la discrétion. On sait qu'ils se comptent par milliers à Bruxelles. Et la Commission rechigne à instaurer un minimum de transparence à ce sujet. ❶

## **UN PROGRAMME POLITIQUE LIBÉRAL**

Sans surprise, on voit alors se développer un programme politique et économique nettement libéral. Après la création de l'euro, le pacte de stabilité et la chasse aux déficits publics, on voit la "libre concurrence" s'imposer toujours plus comme la valeur cardinale du droit européen, tandis que le droit du travail est sans cesse attaqué, comme l'explique Corinne Gobin en pages 56 à 59. Cette situation aboutit à une course au



## QUAND LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE ENGENDRENT LA PAUVRETÉ...

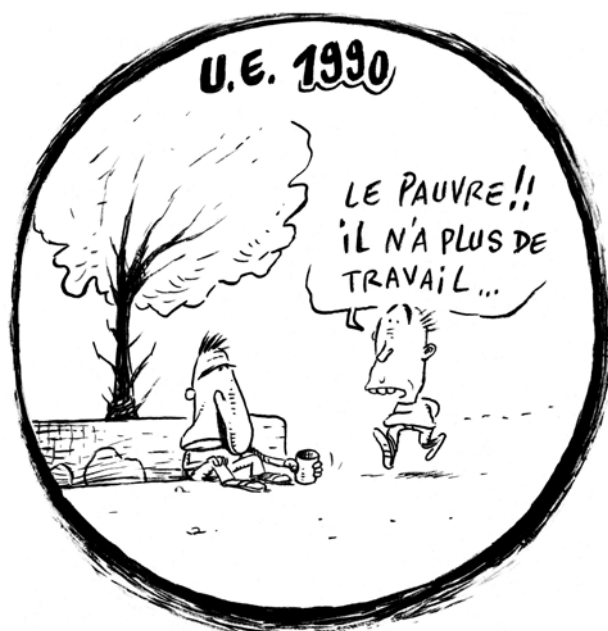
(Corinne Gobin)

## LE CHÔMAGE, UN FACTEUR PRODUCTIF

(Daniel Flinker)

## STRATÉGIE DE LISBONNE: LE PIÈGE EUROPÉEN

(Jean-Marie Coen)



une autre Europe! [...] parce qu'il entérine une vision ultra-libérale de l'économie et de l'avenir de l'Europe, fait du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée le guide et la valeur suprême de l'action de l'Union européenne; parce qu'il enterre le projet d'une Europe sociale, notamment en interdisant toute restriction à la libre circulation des capitaux, en confirmant l'indépendance de la Banque centrale européenne, en soumettant toute harmonisation sociale et fiscale à la règle paralysante de l'unanimité, favorisant ainsi la régression sociale, le dumping et les délocalisations; parce qu'il ne reconnaît pas les droits sociaux fondamentaux (droit au travail, droit aux revenus de remplacement, au minimum d'existence, au logement...) comme des droits effectifs dont l'Union européenne doit assurer le respect, mais comme de simples objectifs à atteindre. [...]".

Cinq années et une crise économique et financière plus tard, ces constats sont toujours d'actualité. Il faut arrêter cette machine à démolir les solidarités et les acquis sociaux. Les sceptiques consulteront le site officiel de "l'année contre la pauvreté" ([www.2010againstopoverty.eu](http://www.2010againstopoverty.eu)). Ils y découvriront le programme: nomination d'ambassadeurs de la lutte contre la pauvreté, organisation de concours de photos sur la pauvreté et l'exclusion sociale, "conversation décontractée autour d'un verre et de petits amuse-bouches dans un espace d'exposition d'œuvres réalisées par des personnes en situation de pauvreté". Cette Europe-là crée non seulement la pauvreté par tonnes, mais également la poudre aux yeux par kilos. Dans le présent dossier sont synthétisés une série d'arguments... pour y voir plus clair et oser la confrontation d'idées. ■

① Pour plus d'informations à ce sujet, voir <http://www.alter-eu.org/fr/front> et <http://www.corporateeurope.org/>



dumping entre les États-membres. La directive Bolkestein est un autre exemple de cette tentative de l'UE d'instaurer un dumping structurel.

Mais les grands programmes européens encouragent également le détricotage des protections sociales, en particulier via la "stratégie européenne pour l'emploi" et la "stratégie de Lisbonne" comme nous l'expliquons en pages 60 à 63. En fixant un objectif de "taux d'emploi" très élevé, les États-membres se sont forcés à modifier leurs

systèmes de protection sociale pour pousser un maximum de personnes à accepter des emplois atypiques. On voit, depuis dix ans, se multiplier les emplois à temps partiel et les contrats atypiques. D'où l'apparition chez nous des "working poors".

### QUEL POSITIONNEMENT ?

Face à un tel constat, il convient de se positionner. En 2005, avec ATTAC et un bon nombre d'organisations, le CSCE portait la revendication "Dire non au traité constitutionnel pour construire

# Quand les politiques économiques de l'**Union européenne** engendrent la **pauvreté...**

Néolibéralisme, libéralisme économique, capitalisme, libre-marché, libre-échange, laisser-faire/laisser-passer sont des termes qui signifient tous la même chose : avoir une organisation sociale et étatique minimale ; afin que d'une part, la classe des rentiers puisse contrôler la société et que d'autre part, ce contrôle permette une exploitation de la population en extrayant la plus grande quantité de travail possible pour le prix le plus bas possible.

Dès qu'un contrôle démocratique s'étend et que le pouvoir public est investi d'une mission de protection et de responsabilité des intérêts collectifs de la population contre toute forme de prise de pouvoir privé, le capitalisme, nécessairement, s'amenuise. À l'inverse, c'est par la destruction de toute forme de socialisation des richesses — et pour ce faire, par la destruction de l'État social de services publics — que le capitalisme s'impose, et qu'une spirale de souffrances sociales diverses s'enclenche.

## L'UEM : LA PLEINE LIBERTÉ DU CAPITAL...

L'Union économique et monétaire, instituée par le fameux traité de Maastricht de 1991, impose dès lors les deux fantasmes classiques du capitalisme : une société libérée du contrôle démocratique (politique) et dès lors réduite à un jouet au service des forces du marché ; une société où la finance publique est phagocytée de telle façon à

**AVEC LE CONSENSUS DE WASHINGTON, AVEC LE NÉOLIBÉRALISME COMME MODE DE GOUVERNEMENT DES SOCIÉTÉS, AVEC L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE (UEM) COMME POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE 27 ÉTATS-MEMBRES RÉUNIS AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE, L'HUMANITÉ RÉGRESSE ET, D'ANNÉE EN ANNÉE, LA SOUFFRANCE SOCIALE S'AMPLIFIE.**

**Corinne Gobin**  
Politologue à l'ULB

devenir un des outils privilégiés pour l'accumulation du capital.

Ainsi, tous les éléments centraux pour organiser la privatisation de la société dans son entièreté sont réunis dans les articles principaux du titre VI du Traité de Maastricht, chapitre 1. La politique économique et chapitre 2. La politique monétaire :

- Article 102 A : " [...] Les États-membres et la Commission agissent dans le respect du principe d'une économie ouverte où la concurrence est libre, favorisant une allocation efficace des ressources [...] ". Plus besoin de politique économique menée par l'État à travers un projet politique de développement de la société : le libre marché est capable de distribuer par lui-même de façon efficace l'ensemble des ressources ;

- Article 104 C : " 1. Les États-membres évitent les déficits publics

excessifs. La Commission surveille l'évolution de la situation budgétaire et du montant de la dette dans les États-membres en vue de déceler les erreurs manifestes. [...] ". Les autorités publiques sont mises sous tutelle de façon à réduire au maximum la finance publique, et donc la liberté politique du pouvoir politique dans son choix de politique économique ;

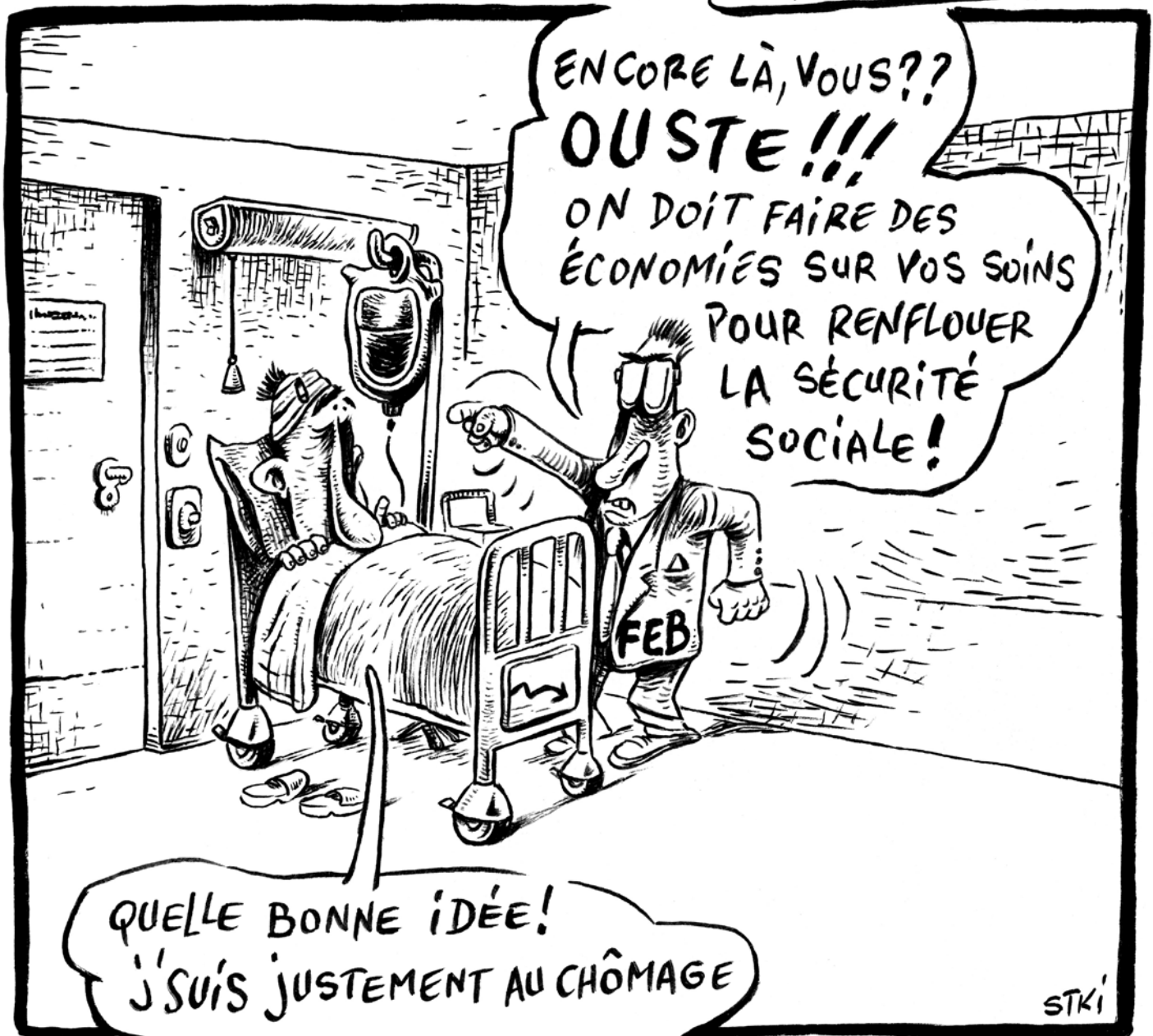
- Article 107 : " Dans l'exercice des pouvoirs et dans l'accomplissement des missions et des devoirs qui leur ont été conférés par le présent traité et les statuts du système européen de banques centrales, ni la Banque centrale européenne ni une banque centrale nationale ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes communautaires, des gouvernements des États-membres ou de tout autre organisme. " Les banquiers se donnent le vrai pouvoir dans une

économie moderne : le plein pouvoir sur le contrôle de la création et de l'affectation de la monnaie.

Pour compléter ce tableau, le Traité de Maastricht va mettre hors-la-loi les deux types d'interventions possibles pour entraver le développement du capitalisme : l'intervention syndicale contestataire et la force publique qui garantirait une protection du salaire contre l'envolée des revenus des actionnaires. Dès lors, le traité sort de toute intervention législative communautaire le respect du droit d'association et du droit de grève ainsi que le domaine de la rémunération (Accord de politique sociale, article 2, point 6). La politique sociale européenne va ainsi pouvoir devenir une anti-politique sociale nationale à travers une double action permanente : réduire la force du droit social en transformant peu à peu la relation de travail en une relation individualisée de marché du travail ; réduire

# COMMENT SAUVER LA SÉCURITÉ SOCIALE?

## LA RECETTE PATRONALE



la force d'intervention publique en concevant que les États n'ont plus à être responsables du sort collectif des populations mais seulement de l'organisation des libertés commerciales de libre établissement, de libre prestation de services et de libre investissement.

Tout ce qui permettait à l'État d'être une puissance publique démocratique responsable du primat de la collectivité sur l'intérêt privé

dans l'organisation de tous les rapports socio-économiques est en voie de destruction: la capacité de créer de la finance publique redistributive à travers l'impôt direct progressif sur tous les revenus, à travers la cotisation sociale, à travers l'organisation d'une épargne et d'un crédit publics; la force d'être un acteur économique à travers une économie publique; la force d'imposer une hiérarchie qui contraind les volontés individuelles

dans l'organisation de l'économie.

Comme les règles de droit européen priment sur toutes les lois nationales y compris la loi suprême – la Constitution –, toutes les réformes sociales de ces dernières années (qui nous viennent des décisions adoptées par les gouvernements à travers les institutions de l'UE), approfondissent cette liberté insensée et irresponsable des forces du marché.

## L'INSTITUTION DU WORKFARE

La notion de "flexicurité" promue par les politiques d'emploi de l'Union européenne expose de façon claire les logiques capitalistes, et donc antisociales à l'œuvre :

- le salarié devient du capital humain qui doit sans cesse circuler, d'un contrat précaire à un autre, entre chômage court et emploi court ;
- une formation tout au long de la vie permet d'accroître cet état de disponibilité permanente (d'employabilité) face aux "demandes" du marché ;
- cette circulation empêche le salarié d'acquiescer une ancienneté professionnelle qui pourrait être monnayable face à l'employeur ;
- cette circulation permet ainsi d'exercer une concurrence perma-

l'ensemble des personnes dans ce circuit à accepter une augmentation des temps de travail (une augmentation du travail quotidien, hebdomadaire, mensuel, annuel mais aussi une augmentation de la durée globale de la carrière et parfois aussi le recours à plusieurs "jobs" en même temps).

Le système de workfare auquel nous aboutissons est un système qui a besoin de produire des travailleurs pauvres et des exclus sociaux pour imposer une "inclusion sociale" d'individus atomisés au service de la production.

Cette violence frappe de plein fouet les personnes les plus fragiles : femmes disposant de peu de qualifications professionnelles,

l'État à imposer des dispositions impératives primant sur la volonté individuelle (ce que l'on appelle les lois de police).

Ainsi la notion "d'ordre public social", au cœur de la fondation de toute démocratie, n'arrête pas de se réduire à une peau de chagrin. L'État perd le droit d'imposer un contenu fort à cette notion ; or c'était elle qui permettait de définir tout ce qui devait limiter les volontés individuelles exprimées dans le contrat privé (le droit civil), de façon à imposer à tous le respect des dispositions générales d'ordre public.

La fameuse directive "services", anciennement plus connues sous le nom de "directive Bolkestein", permet aux individus de com-

Les parties peuvent choisir la loi de référence régissant leur contrat de travail parmi les lois du monde entier et peuvent même fragmenter le contrat sous un régime de lois émanant de plusieurs pays. La garantie de protection publique laissée à cette autonomie radicale est bien mince : les parties ne peuvent déroger aux dispositions impératives de la loi qui aurait été applicable à défaut de choix. D'une part, la définition de la loi qui aurait été applicable est bien "lâche" et semble autoriser le principe de la primauté de la loi du pays d'où provient le travailleur (et non celui de la loi du pays d'accueil) et par ailleurs, le règlement permet aux juges -qui seraient saisis d'un conflit- d'interpréter au minimum la notion de dispositions impératives (de lois de police). En outre, cette insertion du contrat de travail dans le droit civil pourrait déboucher rapidement sur la fin de l'existence de tous les tribunaux du travail.

Ces dispositions impératives d'ordre public n'arrêtent pas ainsi d'être soumises à une lecture de plus en plus restrictive au sein de l'appareil institutionnel de l'Union européenne.

## “ LE WORKFARE EST UN SYSTÈME QUI A BESOIN DE PRODUIRE DES TRAVAILLEURS PAUVRES ET DES EXCLUS SOCIAUX POUR IMPOSER UNE 'INCLUSION SOCIALE' D'INDIVIDUS ATOMISÉS AU SERVICE DE LA PRODUCTION ”

nente sur les salaires, ceux-ci étant de plus en plus individualisés et donc déconnectés des grilles de qualifications générales négociées par les syndicats. Cette individualisation se traduit globalement par une baisse générale des salaires directs et une amputation des ressources pour financer le salaire indirect (les droits de sécurité sociale) ;

- la personne qui ne peut ou ne veut entrer dans ce cycle infernal de la déqualification "volontaire" est rejetée du circuit ou est poussée à assurer elle-même son emploi ;
- les droits sociaux hors de ce circuit sont de plus en plus réduits ; ce qui oblige les personnes à entrer à n'importe quel prix dans ce système d'appauvrissement général de la main-d'œuvre ;
- la diminution des droits sociaux et de la rémunération forcent

chômeurs et chômeuses, sans-papiers, immigrés issus des couches populaires, minimexés, jeunes...

### LA DESTRUCTION DU DROIT DU TRAVAIL...

Ce cycle de désocialisation de la protection sociale et collective permet à l'Union européenne d'avancer, année après année, dans une voie qui accélère le mouvement. Les décisions récentes prises par les Autorités communautaires vont encore accroître cette logique de liberté privée de quelques-uns contre la société dans son ensemble.

Toutes les réformes touchant la relation de travail ont ainsi abouti à détruire le droit du travail pour le remplacer par une logique de droit civil transplantée à l'intérieur même du contrat de travail, et de l'obligation de responsabilité de

mercier de plus en plus de services, dont presque tous les services sociaux (à part la santé et l'aide aux personnes les plus démunies) ; et donc de faire sortir la matière sociale d'une logique de protection et de sécurité sociale pour la replacer dans une logique de "contrat privé" et donc de droits civil et commercial où les libertés individuelles redeviennent reines. Cette directive est déjà largement transposée dans la plupart des pays de l'UE, la période limite de transposition s'étant achevée fin du mois de décembre 2009.

Le règlement européen ROME I (directement applicable dès le 17 décembre 2009) transforme tout contrat de travail en contrat de droit civil où la liberté des parties devient quasiment absolue au détriment des plus faibles (le travailleur, le consommateur,...).

La façon dont le nouveau Traité de Lisbonne rabote aussi la notion d'ordre public n'est pas là pour nous rassurer. L'article 4-2 énonce que *"L'UE respecte les fonctions essentielles de l'État, notamment celles qui ont pour objet d'assurer son intégrité territoriale, de maintenir l'ordre public et de sauvegarder la sécurité nationale. En particulier, la sécurité nationale reste de la seule responsabilité de chaque État-membre"*.

L'on comprend mieux pourquoi maintenant, avec le nouveau Traité de Lisbonne, les États peuvent très bien décider qu'il n'y aura plus de lois sociales européennes mais seulement des dispositions juridiquement non contraignantes à gérer, hors débat parlementaire, à travers les dispositifs des méthodes ouvertes de coordination (article 153).

## DÉFENDRE LE DROIT SOCIAL INTERNATIONAL...

Les forces progressistes au sein de l'Union européenne ne peuvent accepter cette régression magistrale : nous perdons toute légitimité d'instituer de la société, et donc de la liberté-égalité-solidarité, et le fait qu'un pouvoir public démocratique doit être nécessairement investi de cette responsabilité collective d'imposer un ordre public social pour museler fermement toutes les "libertés" commerciales.

Comment nous en sortir collectivement, c'est-à-dire transnationalement ? Rien ne nous oblige à considérer comme supérieur à tout un droit européen qui aboutit à détruire le droit social, et donc la démocratie. Il existe à l'échelon transnational un droit social international construit de façon tripartite et qui dispose d'une légitimité démocratique bien supérieure au droit européen. Il s'agit de l'ensemble des conventions adoptées par l'Organisation internationale du Travail. L'Union européenne doit adopter ces conventions, l'Union européenne doit créer une chambre spécialisée en droit du travail composée exclusivement de magistrats spécialisés dans le droit du travail afin que ces conventions deviennent l'ordre public social européen.

Si l'année 2010 sera pour les élites actuelles qui gouvernent l'Union européenne l'occasion de continuer à produire de la pauvreté pour mieux insérer les salariés dans un système de workfare qui accroît le non-sens et la souffrance de façon de plus en plus généralisée, l'année 2010 devrait être une année de mobilisation transnationale pour réclamer le retour en force du primat du droit social (droit du travail, droit syndical, droit de la sécurité sociale) car la pauvreté ne peut plus être considérée comme une fatalité.

L'accès de la Belgique à une double présidence (Conseil européen et Conseil des ministres) à partir du 1er juillet 2010 devrait offrir un moment exceptionnel pour fédérer la mobilisation sociale démocratique. ■

# Pour le droit social européen

Les 29 et 30 mai 2009, une conférence commémorative - à laquelle ont participé activement plusieurs membres du groupe d'experts "Droits syndicaux transnationaux" de l'Institut syndical européen (ETUI) - a eu lieu au King's College de Londres pour rendre hommage à Brian Bercusson et à son immense contribution au développement de l'Europe sociale.

A cette conférence, qui a réuni d'éminents spécialistes européens, s'est exprimée une très grande inquiétude à l'égard de la détérioration des droits sociaux fondamentaux et de l'impact des récentes décisions de la Cour européenne de justice sur les droits des travailleurs et leurs organisations.

Ces préoccupations ont conduit les participants à décider de la nécessité de produire une déclaration à présenter aux chefs d'État et de gouvernement de l'UE avant la réunion du Conseil européen des 18 et 19 juin 2009.

Vous trouverez ci-dessous le texte de cette déclaration. La liste des signataires est ouverte à tous ceux qui voudraient y souscrire.

Si vous souhaitez soutenir cette initiative, veuillez vous adresser au professeur Keith Ewing, King's College, Londres (keith.ewing@kcl.ac.uk), qui en assure la coordination.

## TEXTE DE L'APPEL

"Des juristes en droit social et droit du travail de toute l'Europe appellent le Conseil européen à confirmer la dimension sociale de l'UE :

1) En décembre 2008, le Conseil européen a décidé d'offrir à l'Irlande des garanties spécifiques sur un certain nombre de questions et il a renouvelé son attachement à la "grande importance accordée au progrès social et à la protection des droits des travailleurs".

2) Ces garanties sont destinées à soutenir la campagne menée en Irlande afin d'assurer un vote "Oui" lors du deuxième référendum sur le traité de Lisbonne, qui rendra entre autres la Charte des droits fondamentaux de l'UE juridiquement contraignante. Le 18 et le 19 juin, le Conseil européen décidera de la forme que revêtiront ces garanties.

3) Les juristes en droit social et droit du travail de toute l'Europe qui prennent part à cette intervention expriment leurs vives préoccupations concernant un certain nombre de développements juridiques, économiques et politiques récents (et interdépendants) dans l'UE :

- Dans de nombreux pays, la crise économique et financière actuelle soumet les travailleurs et les droits des travailleurs à de fortes pressions ;

- Des décisions majeures de la Cour de Justice européenne ont créé de graves problèmes pour la protection effective des droits des travailleurs ; et

- Les résultats des élections européennes révèlent une augmentation des sentiments anti-européens, nationalistes et xénophobes, sur fond de craintes d'insécurité sociale.

4) Les juristes en droit social et droit du travail qui prennent part à cette intervention appellent dès lors les chefs d'État et de gouvernement, qui se réuniront le 18 et le 19 juin, à garantir la confirmation claire, non ambiguë et juridiquement contraignante des droits sociaux fondamentaux des travailleurs et de leurs représentants.

5) De manière plus particulière, les droits sociaux fondamentaux des travailleurs et de leurs représentants ne doivent pas être subordonnés aux libertés du marché intérieur et à la loi de la concurrence, mais doivent être entièrement reconnus comme des préalables indispensables au développement économique et social sain et durable de l'Union européenne et de ses États-membres.

Le 17 juin 2009."

Pour la liste à jour des signataires, voir : <http://www.etui.org/fr/Sujets-d-actualite/>



# Le chômage, un facteur productif

Lancée en 1997, la Stratégie européenne pour l'emploi (SEE) vise à coordonner les politiques d'emploi dans l'Union européenne (UE). "More and better jobs": en 2002, elle a été évaluée et révisée, afin de servir d'instrument clé à la Stratégie de Lisbonne (2000), qui entend doter l'UE de l'économie la plus compétitive du monde et projette une amélioration qualitative et quantitative de l'emploi. La SEE souhaite rendre complémentaires la qualité et la productivité du travail, la sécurité et la flexibilité... Pour ce faire, elle regroupe une série de lignes directrices, notamment liées à l'activation des chômeurs, que les États-membres doivent mettre en œuvre, en suivant une méthode ouverte de coordination. En 2005, la SEE s'est à nouveau vue aménagée sous forme de lignes directrices intégrées pour la croissance et pour l'emploi... Équilibrés, novateurs, performants, les objectifs loués tant par la droite que par la gauche de l'échiquier politique? L'heure du (dépôt de) bilan a sonné.

## MORE JOBS?

Durant la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, des millions d'emplois ont été créés partout en Europe... Plein emploi, amélioration quantitative de l'emploi? Très concrètement, l'Union -qui avait comme but général d'augmenter, pour 2010, le taux d'emploi à 70 %- n'a pas atteint son objectif. Entre 2000 et 2008, ce taux a, certes, crû; passant de 62,2 à 66 %. Ce-

**LE PLEIN EMPLOI À L'HORIZON 2010... AMBITIONNAIT L'UNION EUROPÉENNE EN L'AN 2000. FIASCO: LE TAUX DE CHÔMAGE POURSUIT SON ASCENSION VERS DES SOMMETS JAMAIS ATTEINTS AUPARAVANT! RETOUR SUR CERTAINES DIMENSIONS POLÉMIQUES D'UNE EUROPE BIEN PEU SOCIALE.**

**/ Daniel Flinker**  
CSCE

pendant, si l'on observe le taux d'emploi en équivalent temps plein, l'accroissement s'avère léger: à peine 1,7 % jusqu'en 2007<sup>①</sup>. Sur la même période, on peut également constater une diminution du chômage. Stagnant autour de 9 % entre 1998 et 2006, il a légèrement baissé, pour atteindre 7 % en 2008. Des emplois sont créés, d'autres disparaissent... Aujourd'hui, avec la crise, le taux de chômage est reparti à la hausse. Il atteint désormais "un record depuis le début de la série de statistiques en janvier 2000. Le nombre total de chômeurs dans l'UE a atteint 22,123 millions en septembre 2009"<sup>②</sup>. Plus, "La Commission européenne s'attend à 8,5 millions de pertes d'emplois dans l'Union européenne en 2009-2010"<sup>③</sup>. Triste cocorico: des études récentes programment, en 2010, un chômage "historique", inimaginable depuis 1970, en Belgique.

## BETTER JOBS?

En fait, l'amélioration relative du

taux d'emploi et la diminution momentanée du chômage demeurent essentiellement le résultat de la création d'emplois non standard, ce qui pose question au niveau de la qualité de l'emploi.

A plusieurs reprises, la Confédération européenne des syndicats a dénoncé la montée du travail précaire, moins sûr, moins stable. Aujourd'hui, "32 millions de personnes, soit 14,5 % des travailleurs européens, ont un contrat à durée déterminée, alors qu'ils n'étaient que 22 millions en 1997 (11,5 %). De plus, 40 millions sont à temps partiel (18 %), contre 32 millions il y a dix ans. Et sur ce nombre, la proportion de ceux qui se voient contraints de travailler à temps partiel "parce qu'ils n'ont pas trouvé de temps plein" est aussi en augmentation, 20 % contre 15 % en 2002. Enfin, le problème des travailleurs "pauvres", qui reçoivent un salaire faible, concernerait 31 millions de salariés"<sup>④</sup>. Sur dix ans, la norme d'emploi (le contrat, temps plein, à une durée indéterminée), la meilleure garantie

pour la sécurité d'existence, s'est ainsi vue systématiquement malmenée en Europe.

## LA SUBORDINATION DES OBJECTIFS SOCIAUX AUX IMPÉRATIFS ÉCONOMIQUES

Comment est-il possible que les États-membres ne soient pas parvenus à atteindre les objectifs initialement fixés en matière d'emploi et de lutte contre le chômage? Tout s'éclaire dès que l'on détaille la logique à l'œuvre en matière sociale dans l'Union. Bruxelles rassure: "Il n'est pas de priorité plus élevée que la création d'emplois et la réduction du chômage." Mais les institutions européennes complètent immédiatement: "La seule voie qui permette d'atteindre cet objectif est celle de la compétitivité."<sup>⑤</sup> Ce raisonnement envisage donc de résoudre le problème du chômage à partir de "la création d'une dynamique rentabilité-investissement-emploi: la restauration de la rentabilité des entreprises doit leur fournir à la fois les moyens financiers et la mo-

tivation pour des investissements nouveaux ; la réalisation de ces investissements est la condition de la création non artificielle d'emplois productifs"②.

Première distorsion entre le discours et la réalité : le dernier terme de l'équation est erroné. Les profits engendrés par les entreprises n'ont pas été investis systématiquement dans l'emploi. Une seconde contradiction majeure saute aux yeux : force est de constater que les objectifs sociaux et économiques sont loin d'être complémentaires. La relance de la compétitivité des entreprises constituant le point de départ de la dynamique européenne, les objectifs sociaux vont être tributaires de cette priorité. Ils vont même être mis au service de sa réalisation, notamment en participant à la modération salariale et à la révision de "la législation contraignante concernant la protection du travail [qui] est un frein à l'emploi"③... par un recours aux politiques d'activation.

## ACTIVATION ET EXPLOITATION

Paradoxalement, les programmes d'activation des chômeurs se situent donc au cœur d'un dispositif visant à stimuler la rentabilité des entreprises. "Dans cette perspective, le but des politiques sociales sera de rendre les travailleurs plus flexibles, qualifiés, disponibles et adaptables."④ Ainsi, accompagner les allocataires sociaux vers l'emploi, tendre à améliorer leur employabilité, engendrent souvent une "exploitabilité" accrue des

travailleurs. Les chômeurs sont contraints d'intégrer des emplois aux conditions dégradées ; les travailleurs sont mis en concurrence avec des chercheurs d'emploi actifs, compétitifs, corvéables à merci sur le marché du travail. Et ceux qui perçoivent "passivement" leurs allocations sont chassés du système.

Expérimentée à travers l'Europe entière, la (re) mise au travail des sans-emploi par le biais de l'activation - qui n'entrave pas le développement de l'économie par l'absorption de ressources mais, au contraire, supporte l'économie en renforçant les facteurs sociaux stimulant la productivité⑤ - semble donc correspondre aux desiderata patronaux ; une préférence que l'UNICE, l'organisation patronale internationale, synthétisait, dès l'an 2000, de manière directe et lapidaire : "La protection sociale [...] devrait être organisée de manière propice à la croissance économique [...]". (En ce sens), le principe directeur de l'Agenda – destiné à moderniser notre économie – sera désormais d'assurer que toute politique sociale constitue bien un facteur productif."⑥ ■

② ETUI, *Benchmarking working Europe 2009*. Brussels : 2009, p. 28.

③ AFP, *Le chômage de la zone euro au plus haut depuis dix ans*. Le Monde [en ligne], 30-10-2009. Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2009/10/30/le-chomage-de-la-zone-euro-au-plus-haut-depuis-dix-ans\\_1260556\\_1101386.html](http://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2009/10/30/le-chomage-de-la-zone-euro-au-plus-haut-depuis-dix-ans_1260556_1101386.html) (consulté le 30-10-2009)



④ X, *Le chômage au plus haut depuis presque dix ans dans la zone euro*. La Dernière Heure [en ligne], 02-06-2009. Disponible sur : <http://www.dhnet.be/infos/economie/article/265675/le-chomage-au-plus-haut-depuis-presque-dix-ans-dans-la-zone-euro.html> (consulté le 05-01-2010)

⑤ BARROUX R., *Les syndicats européens dénoncent la montée des emplois "précaires"*. Le Monde [en ligne], 16-03-2008. Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/europe/article/2008/03/15/les-syndicats-europeens-denoncent-la-montee-des-emplois-precaires\\_1023304\\_3214.html#ens\\_id=1014594](http://www.lemonde.fr/europe/article/2008/03/15/les-syndicats-europeens-denoncent-la-montee-des-emplois-precaires_1023304_3214.html#ens_id=1014594) (consulté le 16-03-2008)

⑥ Second Groupe Consultatif sur la Compétitivité, *La compétitivité pour l'emploi. Premier rapport au président de la Commission et aux Chefs d'État et de gouvernement*, novembre 1997. Disponible sur : <http://europa.eu.int> (consulté le 09-11-2004)

⑦ FREYSSINET J., *Le chômage*. Paris : La Découverte, 1984, p. 80. (Repères)

⑧ RAVASIO G., *Les GOPE : la référence pour la coordination des politiques économiques et le problème de l'emploi dans la communauté*, 05-05-2000. Disponible sur : <http://europa.eu.int> (consulté le 06-06-2004), p. 6.

⑨ AMPARO SERRANO P. (Ed), *Are activation policies converging in Europe? The European Employment Strategy for young people*. Brussels : European Trade Union Institute, 2004, p. 513.

⑩ GILBERT N., VAN VOORHUIS R. (Eds.), *Activating the Unemployed. A Comparative Appraisal of Work-Oriented Policies*. New Brunswick : Transaction Publishers, Vol. 3, 2001, p. vii. (International Social Security Series)

⑪ Communiqué du 5 juin 2000 de l'UNICE à l'adresse de la Commission européenne. IN : Observatoire Indépendant des CPAS bruxellois, *Première évaluation de la loi sur le droit à l'intégration sociale*, Conférence de presse, 30-10-2003, p. 30.

# Stratégie de Lisbonne: le piège européen

Cette stratégie arrivant désormais à son terme, il est temps d'en dresser un bilan. Elle aura servi de cadre à une décennie d'affaiblissement des systèmes nationaux de protection sociale et de réformes des marchés du travail.

## UN OBJECTIF CONCURRENTIEL

Commençons par interroger l'objectif: la compétitivité, une constante des politiques européennes. Avec la compétitivité, il s'agit d'être meilleur que les autres, c'est-à-dire moins cher, plus flexible et plus "innovant". Quels autres? Les États-Unis au premier chef, le Japon et l'Asie du Sud-Est ensuite (en 2000, la Chine ne fait encore qu'entamer sa spectaculaire ascension). En définitive, il s'agit de regagner des avantages compétitifs par rapport aux principaux concurrents commerciaux de l'UE, pour améliorer la marge de profits des entreprises européennes. La "connaissance" n'est qu'un prétexte.

Ce prétexte va surtout servir à favoriser la recherche et le développement, et accentuer le processus de Lisbonne. Pour le reste, la stratégie de Lisbonne va se voir adjoindre un volet "social", qui consiste à "réformer" les systèmes de protection sociale et à lutter contre l'exclusion sociale en... favorisant l'accès de tous à l'emploi. Ou comment détourner de belles intentions pour un objectif libéral.

À ce stade, rappelons que la stratégie de Lisbonne fut adoptée, en 2000, à un moment où les gou-

**LA CAPITALE DU PORTUGAL RESTERA LONGTEMPS DANS LES MÉMOIRES. LE TRAITÉ DE LISBONNE VIENT D'ÊTRE SIGNÉ, IL REMPLACE LA DÉFUNTE "CONSTITUTION EUROPÉENNE". MAIS IL EST UNE AUTRE POLITIQUE MAJEURE DE L'UE, PLUS ANCIENNE, NOMMÉE D'APRÈS LA CAPITALE PORTUGAISE: C'EST LA "STRATÉGIE DE LISBONNE". LANCÉE EN MARS 2000, ELLE AMBITIONNAIT DE FAIRE DE L'EUROPE, À L'HORIZON 2010, "L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE LA PLUS COMPÉTITIVE DU MONDE".**

**Jean-Marie Coen**  
CSCE

vernements sociaux-démocrates étaient majoritaires dans l'UE (12 pays sur 15). C'était, il est vrai, l'époque des Blair, Schröder et Jospin. Mais en serait-il autrement aujourd'hui? Il est grand temps, sans doute, pour tous les "progressistes", d'abandonner la chimère de la compétitivité.

## LE MIRACLE DU TAUX D'EMPLOI

En pratique, les chefs d'État vont définir une série d'objectifs qui seront évalués chaque année. Le principal de ces critères est le "taux d'emploi". En 2010, chaque État doit atteindre un taux d'emploi général de 70 %, un taux d'emploi des femmes de 60 % et un taux d'emploi des personnes âgées de 50 %. On le sait, l'objectif est manqué, puisque nous en sommes à 67 % pour toute l'Europe, 66 % dans les pays de la zone euro.

Le recours au taux d'emploi signe un changement très important.

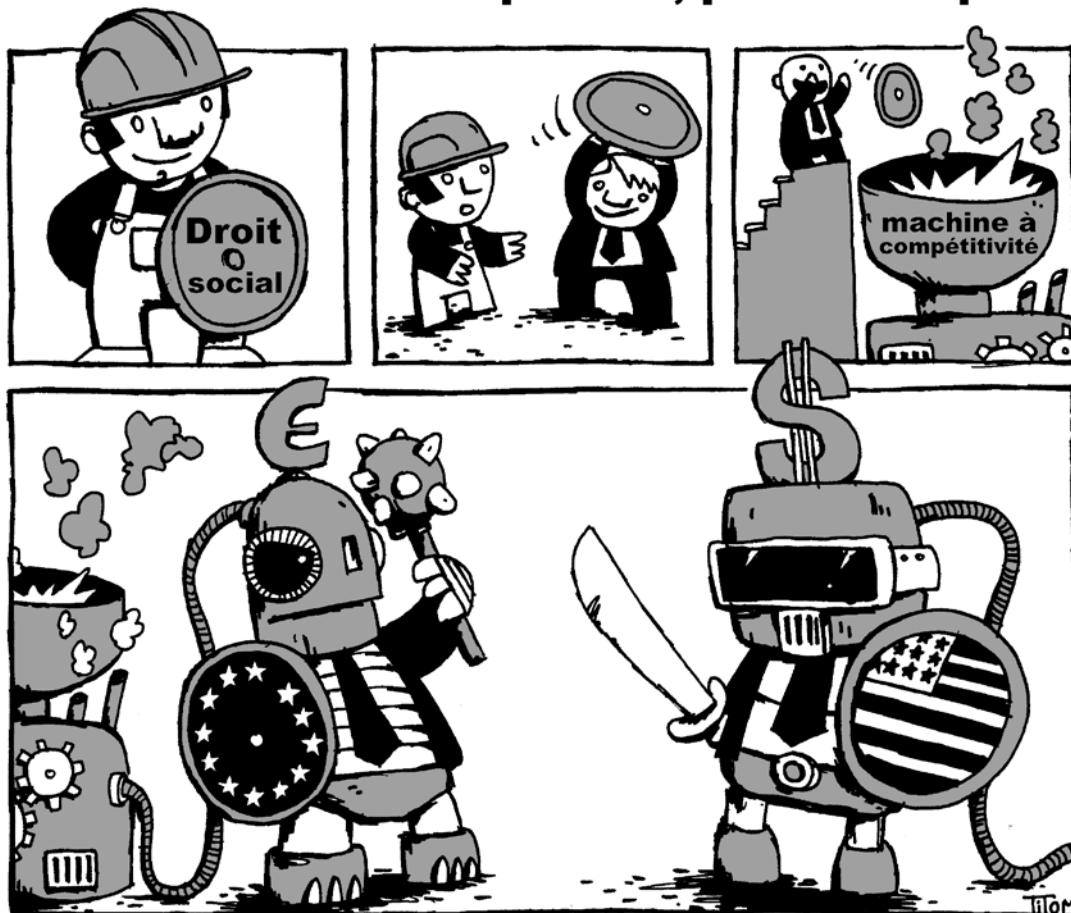
Jusque là, l'indicateur principal des politiques publiques d'emploi était le taux de chômage. Il s'agissait de le faire baisser. Le taux de chômage est défini par rapport à la population active, c'est-à-dire les personnes qui ont un travail ou qui en cherchent un.

Avec le taux d'emploi, l'objectif est tout autre: le taux se réfère directement à la population en âge de travailler. Vont dès lors être remobilisés tous les "inactifs": les personnes handicapées, les seniors, les femmes... Quant aux chômeurs, ils seront chassés sans pitié; les minimexés seront activés; etc. Avec le taux d'emploi, l'État décide quel pourcentage de sa population doit travailler. C'est ainsi que se développe par exemple le concept de la "mise à l'emploi des personnes les plus éloignées du marché de l'emploi".

Heureusement pour les États, point

n'est besoin de créer des emplois à temps plein et de bonne qualité pour augmenter le taux d'emploi. L'UE considère en effet (suivant en cela l'OCDE) qu'une personne a "un emploi" du moment qu'elle travaille au moins une heure par semaine! Cela explique bien sûr l'augmentation importante du temps partiel durant cette décennie. Mais pour que les personnes acceptent ces emplois de basse qualité, il va falloir les "pousser" un peu; en rendant moins généreux les systèmes de protection sociale, en réformant les systèmes de pension, du chômage, en faisant jouer un rôle primordial à "l'activation" des allocataires sociaux. Quant aux nouvelles catégories qui arrivent sur le marché de l'emploi, elles vont faire grandir la pression sur les salaires. Voilà pourquoi l'UE tient à augmenter la population active, alors que l'emploi stagne! Plus tard va se développer le concept de flexicurité, pour mettre

# La construction européenne, pour faire quoi?



du baume sur les plaies des travailleurs : "Soyez flexibles, et on vous donnera la sécurité... qu'on vous a prise quelques années auparavant, par ces réformes"... Les syndicats n'ont pas apprécié.

## DES RÉFORMES BIEN PEU SOCIALES

Insistons sur un point : ces réformes vont avoir lieu dans le cadre national ! L'UE n'a pas le pouvoir, en effet, d'intervenir dans le champ social, resté compétence exclusive des États-membres. Mais les États sont soumis à la pression de leurs pairs, à qui ils doivent rendre régulièrement des comptes quant à leurs progrès vers les objectifs communs. Ils vont donc, chacun de son côté, mener des réformes similaires, mais selon un calendrier séparé.

En pratique, cela rend difficile une critique de la dimension européenne de ces réformes natio-

nales. Cette méthode indirecte a, en effet, abouti à des calendriers de réforme désynchronisés dans les différents États-membres ; rendant peu visible le schéma général mis en œuvre et ne favorisant pas l'émergence d'un mouvement social véritablement européen contre la stratégie de Lisbonne et ses objectifs antisociaux. Ajoutons que dans un premier temps, les syndicats européens ont soutenu la stratégie de Lisbonne, car elle prétendait allier un pilier social à ses objectifs économiques ; ce qui n'a pas aidé les mobilisations.

## MÉTHODE OUVERTE DE COORDINATION

Revenons à la méthode : le cœur de la stratégie de Lisbonne, c'est la MOC, ou "méthode ouverte de coordination". Les avis sont très partagés à son égard. Certains la jugent inefficace, lourde et bureaucratique<sup>①</sup> ; d'autres ne tarissent pas d'éloges à son égard<sup>②</sup>.

Pour notre part, nous pensons que la MOC est une méthode terriblement efficace d'une part, car elle défavorise une coordination européenne des mouvements sociaux de résistance et d'autre part, car elle incorpore des critères managériaux dans le gouvernement des États<sup>③</sup>. Elle renforce la compétition entre eux, en inscrivant le "benchmarking" ("comparaison concurrentielle") au cœur des méthodes bureaucratiques.

## QUEL BILAN ?

Le bilan de la stratégie de Lisbonne est contradictoire. Si l'on en croit la presse économique, il est jugé négatif par les patrons et les chefs de gouvernement, pour qui les réformes libérales n'ont pas été assez loin. Mais il est négatif aussi pour les syndicats, qui ont observé la dérégulation du marché du travail. Il est négatif encore pour les mouvements sociaux, qui ont assisté aux attaques contre les systèmes de protection sociale.

Pourtant le bilan (négatif) de Lisbonne est impressionnant : réformes des pensions, du chômage, des soins de santé... dans de nombreux pays, en particulier ceux de la "vieille" Europe ; libéralisations accrues des Postes, des chemins de fer, de l'énergie ; dérégulation des marchés financiers ; directive Bolkestein entrée en vigueur (même si elle fut édulcorée) ; développement des temps partiels et des statuts précaires. Qui dit mieux ? Et voulons-nous en reprendre pour 10 ans ? C'est tout l'enjeu actuel... ■

① COHEN-TANUGI L., "L'avenir de la stratégie de Lisbonne : l'Europe ne doit pas abdiquer ses ambitions", opinion, *Le Monde*, 25-12-2009

② FONTENELLE A., "La politique belge et européenne en matière d'inclusion sociale", Working paper, Pour la Solidarité, avril 2008

③ BRUNO I., "La stratégie de Lisbonne, une révolution silencieuse", in *Revue savoir/agir*, n°5, septembre 2008, éditions du Croquant, pp. 143-152. Disponible sur <http://www.homme-moderne.org/societe/politics/savoiragir/n05/lisbonne.html> (consulté le 15-02-2010).

## Les compteurs d'énergie "intelligents" en débat

"Compteurs intelligents, consommateurs pigeons?"... titrions-nous dans un récent article<sup>❶</sup>. Souhaitant confronter notre vision et celle des différents acteurs concernés, nous avons organisé un débat public qui, pour la première fois en Belgique francophone, a permis d'aborder cette question du point de vue des citoyens-consommateurs.

Le débat, introduit par le CSCE et animé par Joan Condijs (Le Soir), a permis de confronter les points de vue d'un public critique et ceux de MM. Henri Autrique (conseiller de la ministre de l'Énergie de la Région bruxelloise), Bruno Vanderschueren (directeur général de Lampiris),

**LES COMPTEURS "INTELLIGENTS" FONT L'OBJET DE DIRECTIVES EUROPÉENNES, AGITENT LES PROFESSIONNELS DU SECTEUR ET CONSTITUENT UN ENJEU MAJEUR POUR L'ACCÈS DES MÉNAGES À L'ÉNERGIE. EN DÉCEMBRE 2009, LE CSCE A PRIS L'INITIATIVE D'ORGANISER UN DÉBAT PUBLIC SUR CE SUJET. COMPTE-RENDU SUBJECTIF.**

**/ Arnaud Lismond**  
CSCE

Luc Hujoel (directeur général de Sibega), Philippe Lamberts (député européen Écolo), ainsi que d'Eric Devuyt (Coordination Gaz-Electricité-Eau Bruxelles). Nous n'avons

pu que regretter que, malgré des invitations répétées, la Fédération belge des entreprises électriques et gazières n'ait pas souhaité y défendre publiquement sa position.

**50 À 100 EUROS PAR MÉNAGE**  
Pour le CSCE, il faut "oser dire non" à l'installation généralisée de compteurs intelligents. Tout d'abord, l'installation de ces comp-

## Les compteurs "intelligents", Kesako ?

**Rappel**<sup>❶</sup>. Sous l'impulsion du lobby des constructeurs des appareils électroniques concernés, regroupés au sein du "European Smart Metering Industry Group", l'Union européenne a adopté une disposition qui engage les États-membres à faire remplacer les compteurs de gaz et d'électricité électromécaniques actuels par des appareils électroniques "intelligents" (en anglais "smart meters"). Ces nouveaux compteurs, dont les fonctionnalités ne sont pas encore précisément fixées, permettraient d'échanger de façon plus ou moins régulière des informations entre l'installation des ménages et le distributeur ou le fournisseur d'énergie. Ils devraient pouvoir être actionnés à distance (coupure, limitation de puissance...). Dans certaines versions, ils permettraient également de facturer de l'électricité selon le moment précis de sa consommation (et de faire varier son prix en fonction de celui-ci).

**Que dit la Directive européenne ?**  
La Directive 2009/72/CE, qui a été adoptée en juillet 2009, prévoit que : "Les États-membres veillent à la mise en place de systèmes intelligents de mesure qui favorisent la participation active des consommateurs au marché de la fourniture d'électricité. La mise en place de tels systèmes peut être subordonnée à une évaluation économique à long terme de l'ensemble des coûts et des bénéfices pour le marché et pour le consommateur, pris individuellement, ou à une étude déterminant quel modèle de compteur intelligent est le plus rationnel économiquement et le moins coûteux et quel calendrier peut être envisagé pour leur distribution. Cette évaluation aura lieu au plus tard le 3 septembre 2012.

*Sous réserve de cette évaluation, les États-membres, ou toute autorité compétente qu'ils désignent, fixent un calendrier, avec*

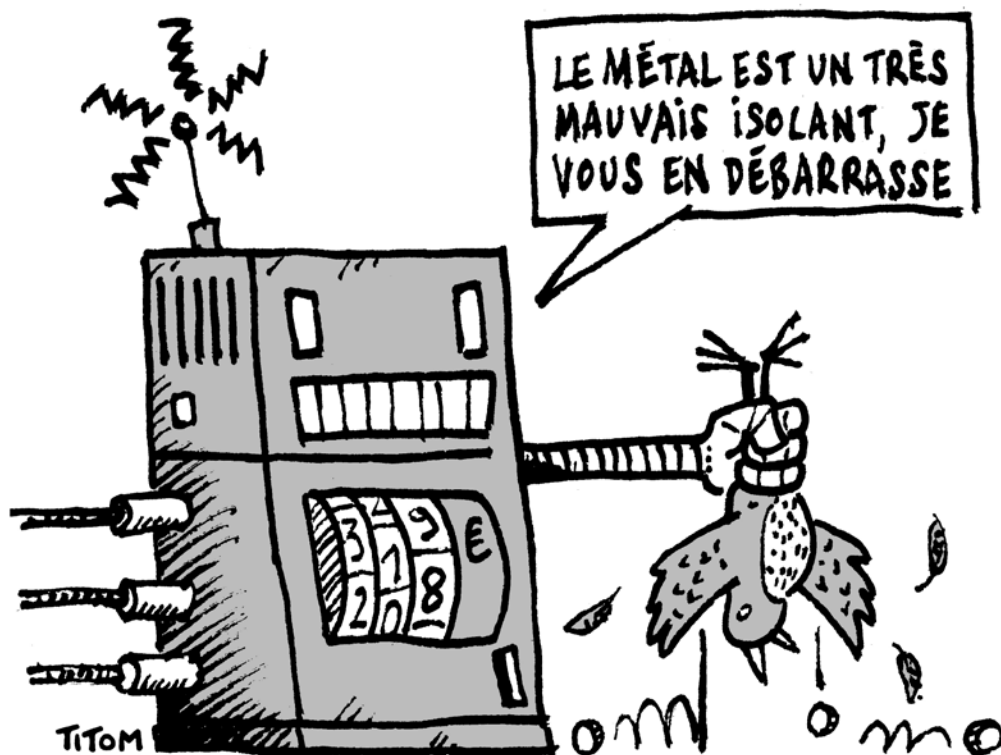
*des objectifs sur une période de dix ans maximum, pour la mise en place de systèmes intelligents de mesure. Si la mise en place de compteurs intelligents donne lieu à une évaluation favorable, au moins 80 % des clients seront équipés de systèmes intelligents de mesure d'ici à 2020."*

*La Directive précise encore, dans ses considérants : "Si cette évaluation conclut que l'introduction de tels systèmes de mesure n'est raisonnable d'un point de vue économique et rentable que pour les consommateurs dépassant un certain niveau de consommation d'électricité, les États-membres devraient pouvoir tenir compte de ce constat lors de la mise en place des systèmes intelligents de mesure."*

<sup>❶</sup> LISMOND A., VANLERBERGHE P., *Compteurs Intelligents, consommateurs pigeons?*, Ensemble 66, p. 52, Oct - déc 2009.



# DES COMPTEURS INTELLIGENTS POUR ÉCONOMISER L'ÉNERGIE?



teurs aurait un coût net annuel (très approximativement estimé) de 50 à 100 euros par ménage, qui ne nous paraît pas justifié. Nous ne nous faisons en outre aucune illusion. Ce sera toujours, in fine, le consommateur d'énergie qui paierait ce surcoût, que ce soit via le prix du gaz et de l'électricité lui-même, via les coûts de distribution ou via l'impôt.

L'examen des cas dans lesquels les compteurs intelligents ont été installés sur une grande échelle nous renforce dans cette conviction. Ceux-ci répondent à des situations spécifiques du marché qui ne correspondent pas à la nôtre. En Italie, l'installation a été principalement motivée par le souci de combattre la fraude. En Suède, par celui de pouvoir éviter des coûts de relevage importants

des compteurs dans une situation de grande dispersion des habitats.

En Californie et en Ontario, le déploiement est justifié par des niveaux de consommation électrique moyenne sans commune mesure avec la situation en Belgique et en particulier en région bruxelloise, qui ouvrent de toutes autres perspectives en matière d'économie d'énergie. La consommation électrique annuelle des ménages de l'Ontario (moyenne de 11.283 kWh/an) ou celle des Californiens (17.300 kWh/an) est très éloignée de la nôtre. À Bruxelles, 50 % des ménages consomment moins de 2.036 kWh/an d'électricité, 80 % des ménages moins de 3.960 kWh/an, pour ceux qui ne bénéficient pas du tarif social spécifique. Ce qui est pertinent là-bas ne l'est pas nécessairement chez nous.

Même pour la Californie, le projet pourrait encore n'être que "tout juste rentable étant donné la durée de vie des investissements". Pour l'Ontario, les résultats financiers attendus sont: "Objectif d'équilibre, sans données chiffrées précises. Coût du déploiement recouvré à travers l'ajustement des tarifs de distribution". Par ailleurs, pour l'Italie, l'estimation des coûts fut "au départ largement sous-estimée, puis réévaluée (620 M d'euros estimés au départ, contre 2 Mds d'euros en 2<sup>e</sup> estimation en 2002)".

## PAS ÉCOLOGIQUES

Dans le contexte du marché belge, la pertinence de l'investissement dans les compteurs intelligents, en termes d'utilisation rationnelle de l'énergie (URE), ne nous paraît pas du tout établie. Ce n'est pas

(70)

**DÉBATS PARLEMENTAIRES À REBONDISSEMENTS SUR LES COMPTEURS INTELLIGENTS HOLLANDAIS**

(Paul Vanlerberghe)

(72)

**L'AVIS DE LA FEBEG SUR "LE COMPTAGE INTELLIGENT"**

(Paul Vanlerberghe)

(74)

**COMPTEURS ÉLECTRONIQUES, CE QU'EN PENSE LE CRIOC**

(Adriaan Meersman)

(75)

**DES COMPTEURS INTELLIGENTS? PAS AU DÉTRIMENT DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

(Clara Mennig et Manuel Lambert)

(76)

**LA SOCIÉTÉ MÉTRIX SOUS HAUTE TENSION!**

(Paul Vanlerberghe)

(77)

**LES PROJETS DU GOUVERNEMENT BRUXELLOIS EN MATIÈRE D'ACCÈS À L'ÉNERGIE SONT-ILS SUFFISANTS?**

(Claude Adriaenssens)

le compteur qui fait la consommation. Pour favoriser les économies d'énergie, il nous paraîtrait beaucoup plus pertinent de mettre à la disposition de tous les ménages un certain nombre d'équipements de base. Par exemple, en finançant pleinement l'installation d'un thermostat d'ambiance (coût d'achat unique : entre 25 et 170 euros) permettant de programmer la température en fonction de l'heure de la journée, le placement de vannes thermostatiques, ou de pommeaux de douches économiques dont de nombreux logements ne sont pas encore pourvus et qui génèrent, sans perte de confort, des économies bien établies.

## ANTISOCIAUX

Par ailleurs, les compteurs "intelligents" donnant la possibilité aux fournisseurs (ou au distributeur) de couper ou de limiter la puissance à distance, et potentiellement de généraliser le système de prépaiement, le CSCE estime qu'ils auraient un impact particulièrement négatif pour l'accès à l'énergie du public précaire. Les études préliminaires sont crûment explicites à ce sujet (cf. l'encadré au bas de la page).

Nous ne sommes, en outre, pas du tout convaincus que les compteurs intelligents simplifieraient les relations entre les ménages et les

fournisseurs. L'expérience d'ENEL en Italie ferait apparaître comme effet, non prévu mais constaté, une : *"augmentation des appels au service client : augmentation des réclamations, apparemment dues à l'augmentation des factures (débat sur la facturation de l'énergie réactive) et à la fréquence des coupures pour dépassement de puissance appelée (compteurs très précis)"*<sup>①</sup>.

Enfin, le CSCE estime qu'il faut prendre en considération les incidences négatives indirectes des compteurs intelligents : atteinte à la vie privée<sup>②</sup>, sécurité informatique du système<sup>③</sup>, impact environne-

mental de l'utilisation massive de communications...

## L'ÉLECTRICITÉ NE SE STOCKE PAS

Malheureusement pour le caractère contradictoire du débat, aucun interlocuteur ayant répondu à notre invitation n'a défendu l'installation généralisée et rapide des compteurs intelligents, promue par le régulateur flamand et par la Fédération belge des entreprises électriques et gazières.

En tant que fournisseur, le directeur général de Lampiris (fournisseur), M. Vanderschueren, a toutefois développé une tout autre vision : *"L'électricité ne se stocke pas, ou très difficilement. Les jours où il y a du vent au Danemark, le prix de gros de l'électricité est 20 % plus bas par rapport à un jour sans vent. Les compteurs intelligents devraient permettre aux clients d'optimiser leurs achats d'énergie en fonction de ces évolutions de prix... Je pense que, quand on a vu les premiers GSM, on s'est dit "que va-t-on faire avec ça?". Aujourd'hui, on ne peut plus s'en passer. On a donc adapté notre style de vie par rapport à une évolution technologique et il se pourrait bien que les compteurs intelligents nous amènent également à changer nos comportements et à gérer autrement notre énergie. Je suis pour l'utilisation de compteurs intelligents. Certainement dans le cas de nouvelles constructions. Faut-il remplacer tous les compteurs ? C'est un autre débat, mais à plus long terme, c'est une évolution logique."*

## EXPÉRIMENTONS

Pour M. Lamberts, député européen Ecolo, il faut se garder d'attitudes de refus de la nouveauté : *"Si on avait appliqué ce genre de raisonnements, on n'aurait pas Internet, on n'aurait pas de GSM... Avec le développement de la production décentralisée d'électricité verte, on va passer à un système où il y aura des millions de personnes qui consomment sur le réseau et des millions de points*

# Coupures, limitations et prépaiements

Selon l'étude Kema, *"les gestionnaires de réseaux wallons et flamands ont implémenté les compteurs à budget en tant qu'alternative pour les mauvais payeurs. Cependant, il n'y a pas encore ce type de dispositif à Bruxelles. Le coût de l'installation et de l'entretien de ces compteurs à budgets est élevé, mais il s'agit d'un instrument qui a fait ses preuves contre les consommateurs en défaut de paiement. Les compteurs intelligents ont la capacité de mettre en œuvre des fonctionnalités de prépaiement. De plus, ils permettent la coupure à distance et la diminution de puissance si les finances du consommateur deviennent insuffisantes. Les bénéfices de la fonction de prépaiement dans les compteurs intelligents en Wallonie et en Flandre sont, en premier lieu, les coûts évités pour le placement de compteurs à budget (matériel et coûts d'installation) et en second lieu, d'éviter de conserver un coûteux service clientèle pour un petit nombre de clients utilisant un compteur à budget. À Bruxelles, les coûts de l'installation de ce type de compteurs à prépaiement ont été pris en compte [par l'étude Kema] comme un bénéfice de l'installation des compteurs intelligents. En général, les compteurs intelligents peuvent être encore plus efficaces, parce que le processus comme la coupure et la réduction de puissance peut être exécuté plus vite quand une communication directe avec le compteur est mise en place. De plus, les compteurs intelligents fournissent la fonction de prépaiement à tous les consommateurs, et les systèmes informatisés de prépaiement sont beaucoup plus efficaces et moins sensibles à la fraude. Pour tirer pleinement les bénéfices des comp-*

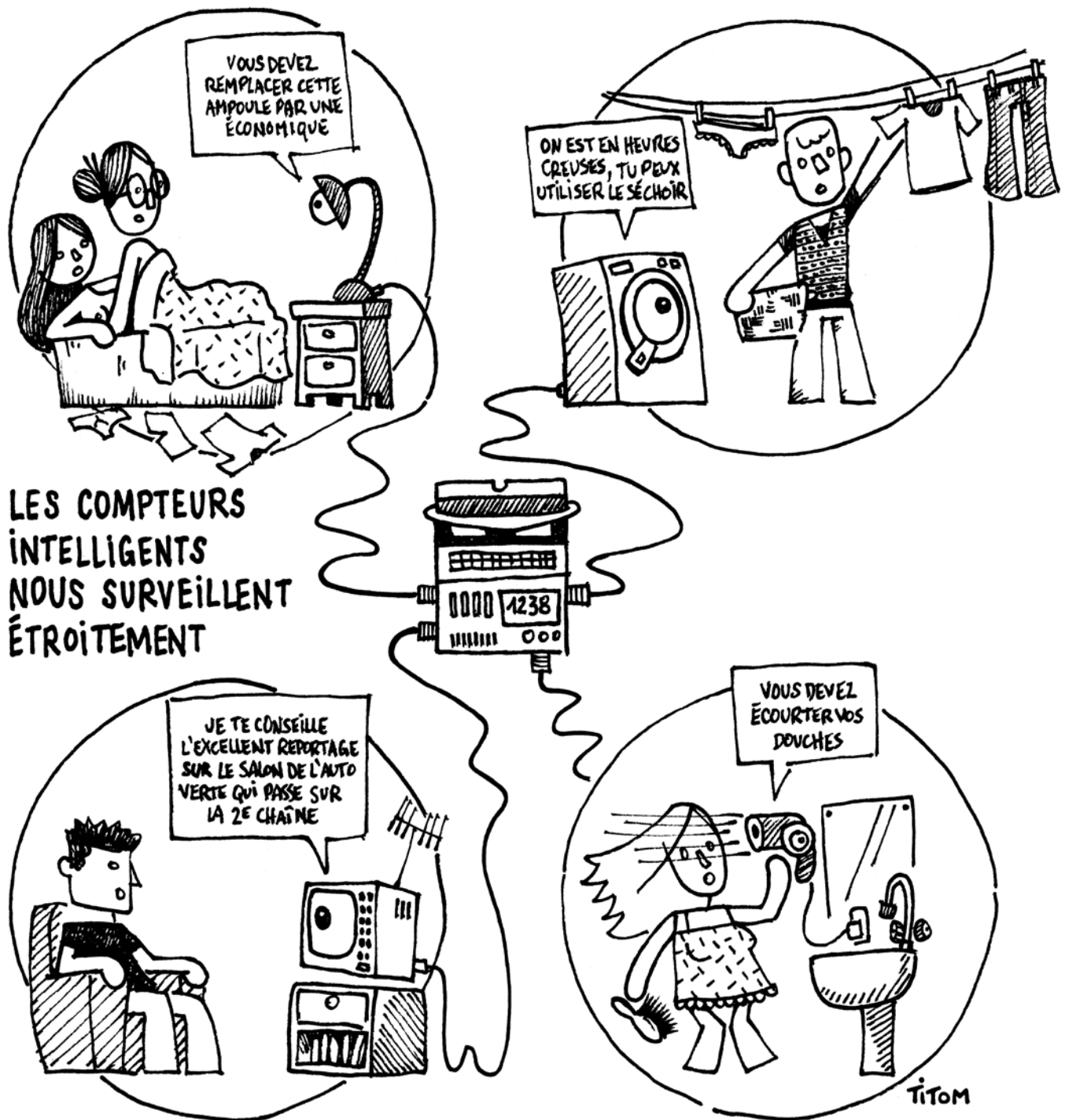
*teurs intelligents, la législation devra parfois être adaptée. Par exemple, la question des compteurs à budget est très dépendante de la régulation. La fonction de prépaiement des compteurs intelligents pourra seulement être efficace quand les règles et les régulations seront mises à jour pour rencontrer les fonctionnalités des compteurs intelligents. Si les régulations ne sont pas adaptées, les fonctions présumées des compteurs intelligents ne pourront pas délivrer les bénéfices attendus"*<sup>①</sup>.

Les consommateurs en situation de précarité et leur protection sociale sont donc directement visés par le projet d'installation de compteurs intelligents. Comme le note encore la même étude, *"Bruxelles a une plus grande part de clients en défaut de paiement que la Flandre, il en résulte de plus grandes économies par consommateur, liées à une gestion plus efficace de ces consommateurs"*<sup>②</sup>. Des exemples existent déjà. L'étude de Capgemini relève, concernant l'Italie, parmi les effets constatés des compteurs intelligents installés : *"Lutter efficacement contre les mauvais payeurs. Données brutes sur l'année 2005 : Déconnexions pour mauvais paiement : 0,9 million. Reconnexions suite à un mauvais paiement : 0,5 millions"*<sup>③</sup>. Que sont devenus les 400.000 foyers qui n'ont apparemment pas été reconnectés ? L'étude ne le dit pas...

① Kema, Consolidated report of the Cost-benefit Analysis of the introduction of smart meters in Belgium, 20 avril 2009.

② Kema, Ibid, p. 13.

③ Capgemini, Comparatif international des projets de compteurs évolués sur les marchés électriques de sept Etats, 2007, p. 55.



qui l'alimentent. Et ce seront souvent les mêmes. Faut-il rendre ce réseau intelligent? La réponse est sans aucun doute oui. Est-ce que le compteur intelligent fait partie de cette architecture globale. Indiscutablement, oui. La question est de savoir par où on commence. Il est inutile de courir à bride abattue. En matière d'économies d'énergie, il y a peut-être d'autres moyens qui permettent de faire des économies plus importantes. Il faut commencer par "cueillir les fruits les plus bas". C'est par l'isolation des bâtiments qu'il faut commencer. Là, ça rapporte très vite. Pour les compteurs intelligents, expérimentons."

#### SI ON NOUS DEMANDE DE LE FAIRE

M. Hujoel nous a présenté l'analyse du distributeur bruxellois, Sibelga: "Nous n'avons pas été invités à participer au débat sur le comptage intelligent. La décision a été prise avant tout débat sociétal, dans un univers relativement limité dans lequel c'est plutôt l'industrie de l'électronique et de l'informatique, d'un côté, et les autorités européennes, de l'autre, qui ont pesé. Beaucoup de débats techniques ont été escamotés. On dit qu'il faut faire du comptage intelligent pour créer les réseaux intelligents, mais on n'est pas encore très loin dans la définition de ce que sont

ces réseaux et on risque d'implémenter un peu vite un système de compteurs qui ne sera pas tout à fait adapté et qui n'aura pas tout à fait les caractéristiques nécessaires pour s'imbriquer dans un réseau intelligent susceptible de gérer la production décentralisée d'énergies renouvelables.

Les décisions qui se prennent en Flandre, et qui sont à la veille d'être prises aux Pays-Bas, se font alors que les normes techniques ne sont pas définies au niveau européen, et qu'elles vont l'être. Alors que les fonctionnalités des compteurs devront encore être définies et, plus généralement, que le modèle de

marché (c'est-à-dire la façon dont s'organisent les rapports entre les fournisseurs, les réseaux et les clients) est encore aujourd'hui en débat. Il est très probable que l'Europe impose certains changements au modèle de marché. De ce point de vue là aussi, on se précipite sans doute un peu pour mettre en œuvre des programmes de comptage intelligent, sans réfléchir assez à l'évolution souhaitable du marché.

Sibelga a cependant testé l'installation de compteurs intelligents. [voir encadré p. 68]. Nous avons pris les devants pour réussir ce défi si on nous demande de le faire. Ça

ne veut pas dire pour autant que nous sommes des fanatiques des compteurs intelligents. Si une firme comme Sibelga dit "nous sommes contre les compteurs intelligents", ça voudra dire "nous sommes contre le développement de l'éolien et du solaire". Nous ne voulons pas être considérés comme tels. Sibelga se positionne comme une entreprise qui fera ce que la société lui demande de faire, à travers le politique et le régulateur."

Par ailleurs, Luc Hujoel relève que "ce n'est pas un business case, une étude des coûts et bénéfices, qui règle la question. Le bureau d'études Kema pensait démontrer que tout irait très bien et ils sont sortis avec une étude coûts-bénéfices très négative. Mais c'était sans doute qu'ils n'étaient pas des consultants très futés. Maintenant, Eandis, qui veut à tout prix faire ce projet, et très vite, a fait faire par un autre consultant (Accenture) une grande étude qui démontre exactement le contraire, et qu'il y a de très bonnes raisons de vous faire payer 50 à 100 euros par an, parce que c'est vous qui allez en être les grands bénéficiaires... Il faut faire des business cases mais il faut surtout les analyser de façon critique, parce qu'il y a moyen d'en faire beaucoup de choses..."

## EST-CE JUSTIFIÉ EN DESSOUS DE 3.500 KWH/AN ?

Pour Eric Devuyt (Coordination Gaz-Electricité-Eau Bruxelles): "On ne sait pas très bien ce qu'il y a derrière la notion de "compteurs intelligents": un relevé à distance annuel de la consommation en vue de la facturation ou, à l'autre extrémité, une interactivité très importante. Il y a là un large panel de choix de technologies et de fonctionnalités. Quel niveau de fiabilité souhaite-t-on pour quelles opérations? Quels sont les processus mis en place en amont des compteurs? Selon les choix qui seront faits, les impacts, notamment en termes de coûts, seront très différenciés. Par ailleurs, est-ce que le compteur intelligent se justifie pour les personnes qui consomment moins de 3.500 kWh d'électricité?"

Claude Adriaenssens (Coordination Gaz-Electricité-Eau Bruxelles) poursuit: "La question doit être abordée d'un point de vue collectif et pas uniquement sous l'angle individualiste d'un rapport client-fournisseur le plus intéressant possible à chaque moment pour chacun en particulier, sans tenir compte des autres usagers et des besoins de la société. Avant de faire des compteurs intelligents, on

ferait mieux d'évaluer l'impact qu'a eu la libéralisation du secteur gaz-électricité pour les ménages et en particulier les plus précaires. Nous pensons que la solidarité entre les usagers et la négociation collective entre tous les acteurs permettent pour chacun, et spécialement pour les plus pauvres, un meilleur accès au gaz et à l'électricité qu'une liberté de choix individuelle illusoire. Nous sommes convaincus que le retour à un fournisseur public exclusif pour les ménages reste la meilleure solution."

## PAS DE DÉCISION PRÉCIPITÉE

Henri Autrique (conseiller de la ministre bruxelloise de l'Énergie) indique que "dans les pays qui ont déjà installé des compteurs intelligents, que ce soit l'Italie sur un mode de base ou la Suède sous une forme plus évoluée, on n'a pu tirer aucune conclusion sur les économies d'énergie réalisées. Si l'on considère l'aspect économique, l'étude Kema, sponsorisée par Belgacom, conclut à un déficit de 170 millions d'euros sur 20 ans pour la Région bruxelloise. Par ailleurs cette étude, qui n'est pas publique, est basée sur des hypothèses dont la fiabilité est particulièrement difficile à évaluer. La nécessité de réaliser d'autres études paraît s'imposer."

Les incertitudes sur ce dossier sont nombreuses et de natures diverses. La ministre bruxelloise de l'Énergie estime qu'il n'est pas du tout opportun de prendre une décision précipitée quant à l'installation de ces compteurs à Bruxelles. Comme l'a signalé Brugel, le régulateur bruxellois, dans un récent rapport, toute décision en la matière doit prendre en compte la manière dont se définit le futur modèle de marché. En tout état de cause, avant de prendre une décision dans un sens ou dans l'autre, il conviendra d'effectuer des études approfondies sur les différents aspects de la mise en oeuvre d'un comptage électronique, tout en veillant à assurer une cohérence au niveau belge.

Dès l'année 2010, nous allons lancer une étude, que nous espérons commune avec la Région wallonne. Il conviendra d'examiner de façon précise qui supporterait le coût, qui tirera les bénéfices éventuels, en tenant compte en premier lieu du consommateur, avec une attention toute particulière pour le consommateur précaire."

## LA MESSE N'EST PAS DITE

Au terme du débat, bien peu d'arguments des partisans d'une installation généralisée des compteurs "intelligents" ont, selon nous, résisté à la discussion. Ils se résument pour l'essentiel à ce que le public a repéré comme une invocation naïve du "déterminisme technologique", c'est-à-dire de l'idée que les innovations technologiques font l'histoire, indépendamment des choix de la société: "Ce que la technologie permet de faire, il est nécessaire de le faire." Il n'y aurait, dès lors, plus de raison de s'interroger sur les motivations, les coûts, les effets sociaux ou environnementaux réellement induits...

Pourtant l'analyse démontre que, même si les compteurs électromécaniques seront progressivement remplacés par des compteurs électroniques, il n'est en rien inscrit dans les astres que ce soit par

# Le test de faisabilité de Sibelga

Sibelga a expérimenté l'utilisation de compteurs intelligents sur le terrain. Luc Hujoel en tire quatre leçons:

**1. Il y a moyen de transmettre les informations tous les mois ou tous les jours du compteur jusqu'à Sibelga par le biais du réseau, sur les câbles électriques. Mais pas tous les quarts d'heure, dans le cadre du matériel existant sur notre réseau.**

**2. Pour le compteur électrique, on s'est rendu compte qu'il faut modifier toute l'armoire électrique se trouvant dans la cave (qui comprend les protections, le raccordement). Il ne suffit pas de remplacer le compteur, il faut remplacer l'armoire.**

**3. La transmission marche, mais il y a des formes de perturbations qu'il faut maîtriser. Rien ne dit que ces perturbations ne vont pas croître avec l'apparition d'autres appareils qui seront branchés sur le réseau. Il faudra une évolution technologique continue pour maîtriser ça.**

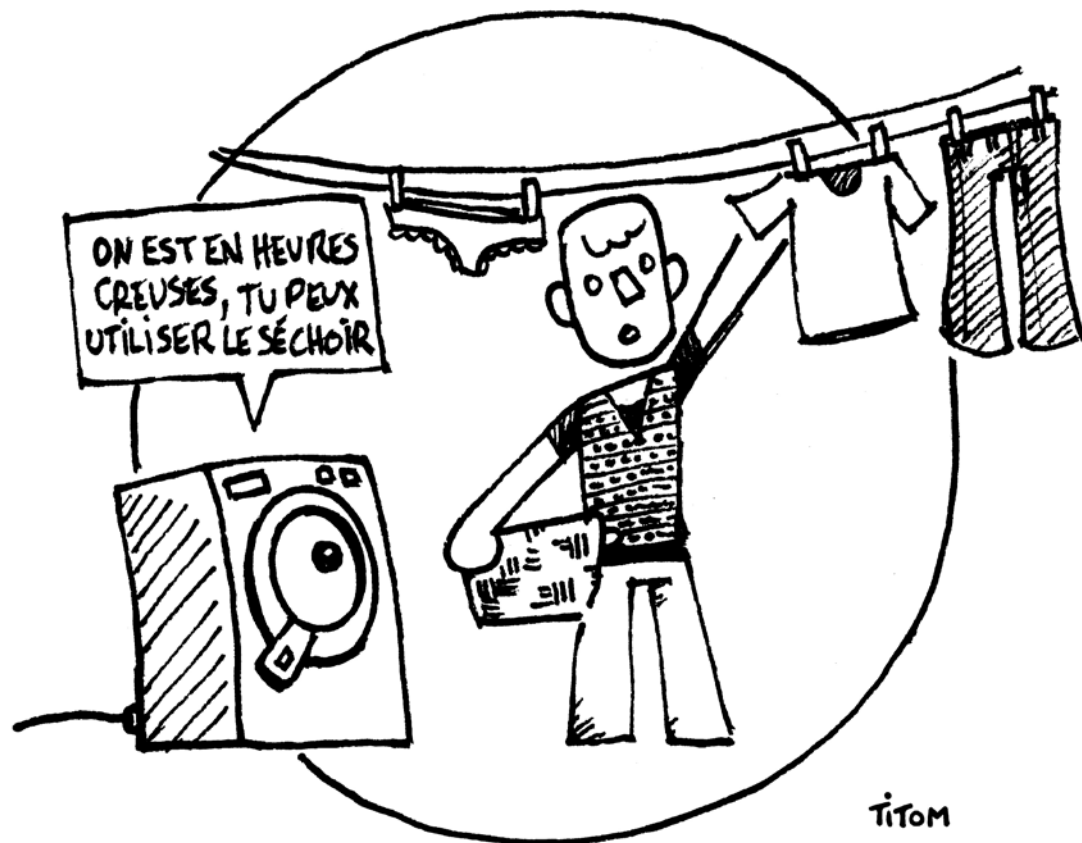
**4. Nous avions prévu de tester le matériel de trois fournisseurs qui nous paraissaient les plus performants. Deux des trois fournisseurs qui avaient fait offre, qui comptent parmi les plus grandes firmes de comptage électronique du monde, ont déclaré forfait au moment de la livraison. Il y a donc encore une maturité industrielle qui doit être atteinte. Je ne dis pas que les compteurs ne fonctionnent pas en Suède, mais ce ne sont pas les mêmes qui ont été présentés pour faire l'expérience chez nous."**



des compteurs "intelligents" et communicants. La généralisation de l'installation de ce type d'appareil n'est donc pas une évidence mais seulement – sous le couvert du progrès, de l'environnement et de l'Europe – la revendication des grandes firmes qui en bénéficieraient.

À les suivre sur cette base, il est évident que ce seront les consommateurs qui feraient les frais d'une telle mesure. "Oui" à une organisation du réseau écologique, mais à condition qu'elle soit également sociale et rationnelle. "Oui", à condition que le souci écologique ne soit pas un simple alibi pour abuser le public et masquer les intérêts de sociétés multinationales. Comme l'indiquait à ce propos M. Christian Tefnin (ORES), représentant ce distributeur wallon, lors d'un récent colloque du régulateur régional: *"Il aurait avantage à méditer la ruée vers l'or californienne. Les seuls à y avoir fait fortune furent les marchands de pelles et de pioches."* Il s'agit bien d'arbitrer entre différents intérêts, et c'est aux mandataires politiques (principalement régionaux) qu'il appartient de prendre leurs responsabilités. ■

- ④ LISMOND A., VANLERBERGHE P., *Compteurs Intelligents, consommateurs pigeons?*, Ensemble 66, p. 52. Oct – déc 2009.
- ⑤ Caggemini, *Comparatif international des projets de compteurs évolués sur les marchés électriques de sept Etats*, 2007, p. 69.
- ⑥ *ibid*, p. 19.
- ⑦ Brugel, "Rapport sur l'évolution du marché régional de l'électricité et du gaz pour l'année 2007", 10 juillet 2008, pp. 25 et 26
- ⑧ Caggemini, p. 34.
- ⑨ *ibid*, p. 64.
- ⑩ *ibid*, p. 52.
- ⑪ *ibid*, p. 52.
- ⑫ Voir dans ce numéro l'article de la Ligue des droits de l'homme, p. 75.
- ⑬ Cf. CNN, *Smart Grid may be vulnerable to hackers*, 21 mars 2009, [www.cnn.com/2009/TECH/03/20/smartgrid.vulnerability/](http://www.cnn.com/2009/TECH/03/20/smartgrid.vulnerability/)



## LES COMPTEURS INTELLIGENTS NOUS SURVEILLENT ÉTROITEMENT

### Les revendications du CSCE

Dans l'état actuel des informations disponibles, le CSCE est opposé à l'installation généralisée des compteurs intelligents. Il n'est cependant pas opposé à un placement ponctuel de compteurs de ce type chez des usagers qui se sont engagés dans la production énergétique décentralisée.

Le CSCE demande l'ouverture d'un réel débat public contradictoire sur ce sujet et prendra des initiatives en ce sens. Il demande aux ministres compétents de se positionner contre la généralisation des compteurs intelligents et d'initier très rapidement les études coûts/bénéfices susceptibles de répondre à la condition fixée par la Directive européenne pour ne pas généraliser leur installation.

Il demande en particulier :

- que le pouvoir politique assume la responsabilité finale de l'étude et des paramètres et hypothèses choisies,
- que le cahier des charges et le suivi des études soient élaborés en concertation avec les

groupes et associations de défense des consommateurs spécialisés et intéressés,

- que l'étude coûts/bénéfices soit segmentée en fonction du profil social et de consommation,
- qu'une étude spécifique soit réalisée pour la Région de Bruxelles-Capitale, qui a des caractéristiques propres,
- qu'au-delà d'une étude économique, soient également réalisées des études spécifiques sur les impacts sociaux, sur les impacts sur la protection de la vie privée, sur les risques de sécurité informatique et sur les impacts en termes d'émissions électromagnétiques;
- que ces études soient réalisées à temps pour pouvoir être précisées et affinées en fonction de l'évolution du débat public préalable au positionnement à adopter avant l'échéance fixée par la Directive européenne...

Le CSCE demande également à la Région et aux autorités publiques bruxelloises de prendre les mesures utiles pour que Sibelga/Metrix améliore la qualité de son service de relevé (notamment par l'octroi à son personnel de contrats à durée indéterminée).



# Débats parlementaires à rebondissements

## sur les compteurs intelligents hollandais

Ces derniers mois, le cabinet de la ministre des Affaires économiques, Maria van der Hoeven, travaille sans relâche sur un nouveau projet de loi, en vue de l'introduction aux Pays-Bas des compteurs intelligents. La version précédente de ce projet avait été retirée abruptement après des protestations véhémentes formulées d'une part, à l'encontre de l'obligation de placement du compteur intelligent et d'autre part, contre les risques en matière de protection de la vie privée.

Le texte du nouveau projet de loi reste, à l'heure actuelle, confidentiel (dans le jargon législatif néerlandais, on parle, à ce stade, d'une "nouvele") et se négocie en commission, suite à des consultations avec les syndicats et les organisations de consommateurs.

### LE DROIT D'ACCEPTATION

Ces derniers mois, les organisations de consommateurs ont exercé une pression considérable pour faire accepter dans le nouveau projet la notion de "droit d'acceptation" pour les compteurs intelligents. Si cet élément est avalisé, il impliquera que les consommateurs auront le droit, et non pas l'obligation, d'accepter un compteur intelligent dans leur domicile.

Le précédent projet de loi avait été rejeté le 24 mars 2009 par la fraction PvdA (le parti social-démocrate aux Pays-Bas) en première chambre du Parlement (l'équiva-

**AFIN D'EFFECTUER UNE ANALYSE RIGOREUSE D'UNE SITUATION, IL PEUT ÊTRE AVANTAGEUX DE RÉALISER UNE COMPARAISON INTERNATIONALE. AINSI, ON PEUT SE RENDRE COMPTE QUE LES COMPTEURS INTELLIGENTS SOULÈVENT DES CRITIQUES ASSEZ SIMILAIRES EN BELGIQUE ET AUX PAYS-BAS.**

**Paul Vanlerberghe**  
CSCE

lent du Sénat en Belgique). Ce sont principalement les désaccords entre les parlementaires et la ministre au sujet de la protection de la vie privée qui ont mené à la mise à l'index du projet. La ministre affirmait que le Collège de la Protection des données personnelles soutenait ses interprétations concernant les assurances en matière de respect de la vie privée. Mais les parlementaires n'ont pas été convaincus par ses arguments.

Pour le grand public, ce sont surtout les risques de représailles qui ont enflammé les résistances: le refus d'un compteur intelligent étant considéré comme un crime économique, les peines que la ministre entendait promulguer devaient varier de 16.500 euros d'amende à une incarcération de six mois. Pour s'y opposer, l'organisation civique "Vrijblijt" a lancé une pétition en ligne contre les "slimme meters", une pétition dont le succès rapide a alerté le législateur...

### ADMINISTRATIVEMENT DÉSACTIVÉ

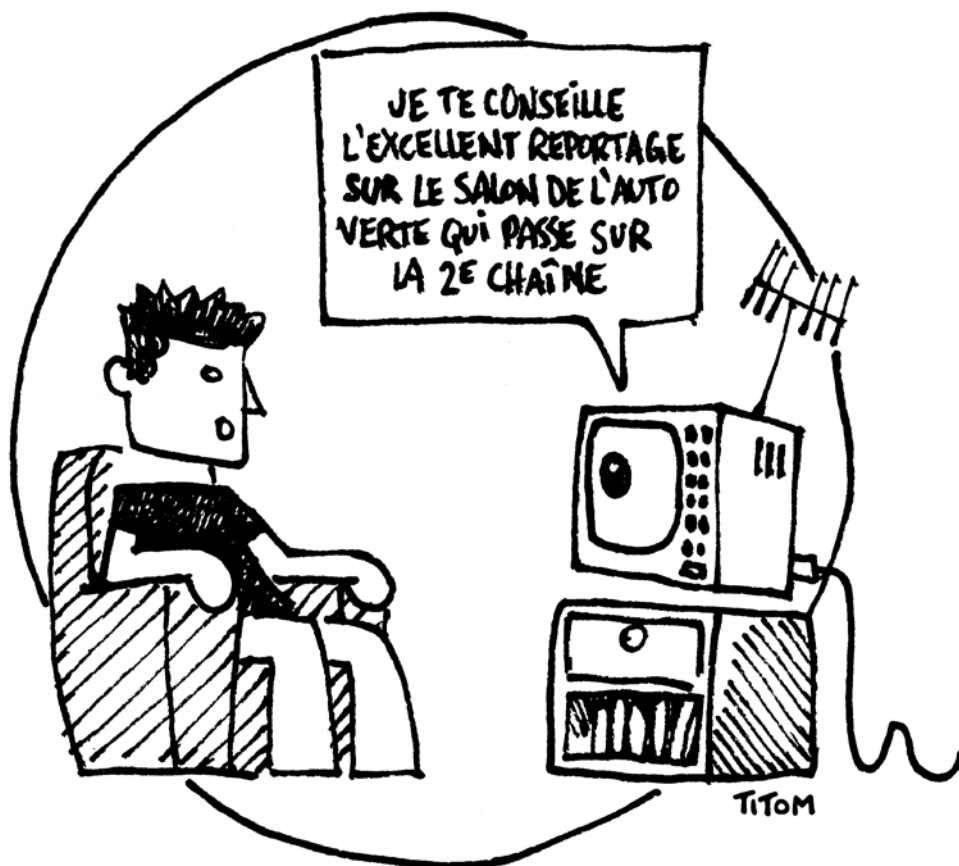
Selon le nouveau projet de loi, quatre situations différentes seront désormais possibles. Tout d'abord, le compteur intelligent pourrait ne pas être accepté par le consommateur, et donc ne pas être introduit au domicile d'une personne le refusant.

Au cas où le consommateur accepte le compteur intelligent, il peut choisir entre trois modes d'opérations différents. Tout d'abord, il a le choix de "désactiver administrativement" le compteur intelligent. Ce dernier va alors uniquement fonctionner comme un compteur traditionnel mais avec la technologie d'un compteur électronique. Ou bien le compteur peut être activé administrativement et à ce moment, il va opérer le relevé de la consommation tous les deux mois – soit six fois par an – et envoyer les données en direct au fournisseur. En dernière instance, les consom-

mateurs pourront permettre de lire et/ou de transférer des données de consommation -ou d'autres données que les fournisseurs désirent obtenir- en temps réel, mais cela de commun accord entre les parties.

Il faut savoir que le Collège de la Protection des données personnelles aurait déjà donné, officieusement, son accord à cette nouvelle version du projet de loi.

Le projet de texte ne se positionne pas sur les incitations de marché que les fournisseurs pourraient inventer afin de convaincre les consommateurs de relever et de faire transmettre des données supplémentaires. Mais selon les analystes du marché de l'énergie, le cadre légal de tarification ne permet pas d'introduire des incitations tarifaires exceptionnelles en contrepartie de concessions éventuelles des consommateurs envers les fournisseurs, en matière de données privées. Il existe, en effet, aux Pays-Bas la notion de



## LES COMPTEURS INTELLIGENTS NOUS SURVEILLENT ÉTROITEMENT

"programmaverantwoordelijkheid", responsabilité de programme, qui établit un lien direct entre la tarification aux consommateurs et les charges de gros que les producteurs et les fournisseurs utilisent entre eux pour les échanges de volumes en gros. Jusqu'à maintenant, il existe des charges de jour et de nuit. Même si les fournisseurs introduisent des grilles tarifaires détaillées, selon les heures de la journée, ils devraient suivre les charges de gros et ne pourraient donc établir de tarifs spéciaux favorisant les consommateurs qui acceptent de leur transférer leurs données privées.

Selon M. Karskens, expert en énergie du Consumentenbond (Ligue des consommateurs) aux Pays-Bas, il existe des doutes sérieux quant aux bénéfices tarifaires liés au système de TOU (Tarif of Utilisation - tarif du moment de la consommation), pourtant vantés par les propagandistes du compteur intelligent. Il pointe notamment

le fait que le différentiel entre tarifs de jour et tarifs de nuit s'est fortement dégradé ces dernières années. "Si jamais le rêve d'un monde où les tarifs au consommateur reflètent les volatilités du marché intra-jour devient réalité, le consommateur ne va plus s'y retrouver", dit M. Karskens.

### LES INCONNUES DU ROLL-OUT

"Les inconnues sont telles que les décideurs politiques devraient y réfléchir non pas à deux fois, mais à plusieurs reprises avant de décider un roll-out des compteurs intelligents. Prenons les menaces sur la vie privée: cela va beaucoup plus loin que la protection de la vie privée individuelle. Il y a aussi la protection collective du droit à l'énergie, qui risque d'être compromise par un roll-out des compteurs intelligents" affirme M. Karskens. "La réalité des hackers est là, ça peut mettre en danger la fourniture en électricité de tout un quartier ou même d'une ville entière. Les "penetration companies" (sociétés

spécialisées dans l'étude des risques de captation des systèmes de communications informatisées, ndlr.) ont estimé qu'en quatre heures, des hackers sont susceptibles de prendre le contrôle d'un réseau de compteurs intelligents."

Selon ce spécialiste de la Ligue des consommateurs, il est de l'intérêt des distributeurs d'énergie (l'équivalent des gestionnaires de réseaux de distribution en Belgique) d'organiser le réseau intelligent selon des points de repères agrégés, ou simplement sur base du réseau des cabines de transformateurs basse tension.

Une deuxième grande inconnue renvoie au futur comportement des fournisseurs d'énergie, une fois l'introduction des compteurs intelligents effectuée.

"S'ils arrivent à disposer des données détaillées des consommateurs, il n'y a pas seulement le danger des tarifs taillés à l'heure, ce qui va sans aucun

doute défavoriser les pensionnés et les chômeurs puisqu'ils sont forcés de consommer (chauffer) pendant les heures de pointe. Il y a aussi le danger de l'introduction généralisée du prepaid meter (payé à l'avance). N'oublions pas que la facture d'énergie constitue, en général, l'équivalent d'un salaire mensuel par an. Un coût qui se centralise, pour les trois quarts, pendant les mois d'hiver. Réalisons-nous ce que cela signifie pour la capacité de (pré) payer des revenus modestes?"

Et puis, pourquoi les fournisseurs ne commenceraient-ils pas à utiliser les données récoltées pour constituer des groupes cibles, par exemple des groupes à risque ou des groupes peu rentables? Ce sont à ces groupes que les fournisseurs proposeront graduellement des offres spécifiques, des offres qui constitueront, en réalité, un camouflage pour une exclusion progressive du droit à l'énergie. ■

# L'avis de la Fédération belge des entreprises électriques et gazières sur **"le comptage intelligent"**

## **"UN PROJET FÉDÉRAL QUI DOIT ÉVITER UNE APPROCHE RÉGIONALE FRAGMENTÉE"**

La FEBEG souhaite que tout le processus soit un projet s'étendant sur l'entière du territoire fédéral. À plusieurs reprises, elle répète d'ailleurs ce leitmotiv unitariste dans le document: "une solution unique pour la Belgique [...] dans le cadre d'un projet national pluridisciplinaire unique...". Et d'affirmer dans sa conclusion que ceci relève du "souci d'éviter une approche régionale fragmentée et articulée sur le réseau de distribution".

En fait, la fédération reste assez vague sur les questions touchant aux intérêts du consommateur et à la protection sociale. Mais côté économie ("le modèle de marché"), elle se dévoile davantage et souhaite "qu'une révision intégrale et pluridisciplinaire du modèle de marché et du cadre réglementaire soit envisagée". C'est surtout dans les annexes de la déclaration de principe que la FEBEG détaille la direction dans laquelle ce "modèle de marché" devrait se développer.

Ainsi, les objectifs de comptage intelligent "version FEBEG" comprennent, comme indiqué en page 9 du positionnement, "la possibilité d'intervenir à distance dans la consommation ou la production d'un client, de réaliser un potentiel de tarification plus précise en temps réel qui encourage la gestion de la demande, la réduction de la demande en périodes de pointes de consommation...".

**LA FÉDÉRATION BELGE DES PRODUCTEURS ET FOURNISSEURS DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ (FEBEG) A DÉFINI, LE 31 MARS 2009, SON POSITIONNEMENT SUR L'INTRODUCTION DES COMPTEURS INTELLIGENTS. LE CSCE A DÉCIDÉ DE RÉSUMER CE POINT DE VUE ET DE REPRODUIRE L'INTRODUCTION DU DOCUMENT "PRINCIPES ET PRATIQUES DE COMPTAGE INTELLIGENT. DÉCLARATION DE PRINCIPE DE LA FEBEG - 31 MARS 2009."**

**/ Paul Vanlerberghe**  
CSCE

Aux pages 27 à 30, l'annexe sur les principes fonctionnels introduit des exigences qui vont affecter sérieusement la facture énergétique et mettre à mal les acquis de la protection sociale. Il y est question de pouvoir configurer les compteurs à distance, de pouvoir introduire des tarifs nouveaux et flexibles, voire de modifier à distance le crédit consenti ou le système de prépayement. L'annexe mentionne explicitement la possibilité d'un contrôle de la puissance, de déconnecter ou de reconnecter les clients à distance. En outre, les fournisseurs se réservent le droit "d'avoir accès aux données individuelles des consommateurs en temps réel ou quasi".

Tous ces éléments sont des fonctionnalités "de marché", qui ne répondent aucunement aux objectifs officiellement affichés en matière de compteurs intelligents... à savoir l'information du consommateur, l'utilisation plus rationnelle de l'énergie et la gestion plus intelligente des réseaux. ■



**LES COMPTEURS INTELLIGENTS NOUS SURVEILLENT ÉTROITEMENT**

# “Principes et Pratiques de comptage intelligent.

Déclaration de principe de la FEBEG.  
31 mars 2009.”

“Les fournisseurs, les transporteurs et les responsables d'accès membres de la FEBEG reconnaissent l'importance du comptage intelligent (“Smart Metering”) et ont coopéré afin d'identifier les principes de base d'un modèle dans ce domaine.

Le présent document entend décrire la position de la FEBEG concernant l'approche et la méthodologie devant guider la mise en place du comptage intelligent dans le contexte belge. Il couvre un ensemble provisoire de principes applicables à un système de comptage intelligent du point de vue du fournisseur sur le marché belge de l'énergie.

La démarche suivante a été mise en œuvre dans le cadre du processus ayant abouti à la définition des principes de base (. . .):

## Les principes de base

La méthodologie utilisée :

- Quels sont les besoins des parties prenantes en matière de comptage intelligent ?
- Quels doivent être les principes d'un système de comptage intelligent ?

La présente déclaration de principe ne se borne pas à refléter les analyses des fournisseurs, des transporteurs et des responsables d'accès membres de la FEBEG. Elle prend également en considération les intérêts et les besoins opérationnels des autres parties concernées, en particulier les consommateurs finaux, auxquels les fournisseurs sont tenus d'assurer une estimation de leurs besoins et une fourniture correctes, mais aussi les gestionnaires des réseaux de distribution et de transport (GRD, GRT), les gouvernements, les instances de régulation, etc. Par conséquent, les principes d'un système de comptage intelligent se divisent en principes de gouvernance, principes de marché, principes fonctionnels et principes commerciaux. Des exemples sur la manière de réaliser une analyse plus détaillée sont illustrés pour deux processus : “Règlement des factures via un paiement correct” et “Facilitation de la production locale”.

Les conclusions (provisoires) suivantes peuvent être tirées des travaux entrepris à ce jour par la FEBEG :

Le développement des besoins de comptage intelligent doit se dérouler dans le contexte d'un environnement de marché en évolution, directives communautaires incluses, et des objectifs généraux de politique énergétique. Il est vital, afin d'optimiser les avantages concrets offerts par le potentiel d'une technologie de comptage intelligent, de prendre en considération les besoins de toutes les parties prenantes. Le comptage intelligent est notamment susceptible d'apporter des avantages significatifs aux clients, aux fournisseurs, aux transporteurs et aux responsables d'accès en permettant une information en temps réel ou quasi sur la consommation d'énergie et la production locale. **CETTE DÉMARCHE DEVRAIT FACILITER L'AMÉLIORATION DES PRÉVISIONS ET LA GESTION DU RAPPORT OFFRE/DEMANDE. (\*)**

Le comptage intelligent doit être un outil contribuant à :

- développer un marché qui aide et facilite les flux d'énergie provenant de sources d'énergie renouvelables et de la production décentralisée ;
- promouvoir efficacement l'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- améliorer le fonctionnement du marché libéralisé ;
- améliorer la sécurité locale et la qualité de la fourniture.

Un modèle de comptage intelligent unique, cohérent, couvrant toutes les étapes (de la production à la consommation, en passant par le transport) et **UNE SOLUTION UNIQUE POUR LA BELGIQUE SONT NÉCESSAIRES AFIN DE RÉDUIRE LES COÛTS, LES RISQUES ET LA COMPLEXITÉ POUR LES ACTEURS DU MARCHÉ**. Idéalement, ce modèle doit être **DÉFINI DANS LE CADRE D'UN PROJET NATIONAL PLURIDISCIPLINAIRE UNIQUE (\*)**, disposant d'un Comité de pilotage général représentant l'ensemble des groupes de parties prenantes,

régulateurs fédéraux et régionaux inclus. Il conviendra également de mettre à profit les enseignements tirés dans d'autres pays.

Le comptage intelligent a des effets importants sur le modèle de marché actuel et sur ses acteurs : celui-ci devra être adapté et des changements législatifs peuvent s'avérer nécessaires. **UNE RÉVISION INTÉGRALE ET PLURIDISCIPLINAIRE DU MODÈLE DE MARCHÉ ET DU CADRE RÉGLEMENTAIRE DOIT ÊTRE ENVISAGÉE (\*)**. Le fonctionnement du marché durant la période de transition doit pouvoir être garanti : il conviendra d'y apporter une attention particulière.

La qualité des données et la gestion des données de comptage intelligent constitueront des facteurs de réussite cruciaux. Le respect de normes de qualité élevées au niveau des données, de la gestion des données et des communications doit être prioritaire pour l'ensemble des parties prenantes. La “fourniture intelligente” et les “réseaux intelligents” doivent être complémentaires. De nouveaux rôles et responsabilités, de nouvelles relations contractuelles et de nouveaux processus doivent être explicitement reconnus dans les activités de conception du marché.

Intérêt pour la FEBEG...

Par cette analyse, la FEBEG illustre l'importance d'une analyse structurée de l'impact du comptage intelligent sur les processus de marché dans ce futur environnement de marché. Ce travail a été **MOTIVÉ PAR LE SOUCI D'ÉVITER UNE APPROCHE RÉGIONALE FRAGMENTÉE ET ARTICULÉE SUR LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION (\*)**, celle-ci n'étant pas optimale pour toutes les parties concernées, du point de vue du consommateur surtout. (. . .)”

(\*) mise en gras par la rédaction

# Compteurs électroniques, ce qu'en pense le CRIOC

Présenté comme la solution au manque de visibilité qu'engendre le système du provisionnement et au caractère aléatoire voire irrégulier du relevé d'index, le compteur "intelligent" offre l'avantage de pouvoir, entre autre, visualiser instantanément sa consommation énergétique. Concrètement, qu'est-ce que cela change ?

Les factures mensuelles des clients ne seront plus établies sur base d'une moyenne mensuelle de l'estimation de la consommation annuelle mais en fonction de la consommation réelle de la période facturée.

Cela générera des disparités importantes entre des montants réclamés en été et en hiver. La consommation des particuliers augmente, en effet, drastiquement durant les mois où il fait froid et moins lumineux.

Si cette plus grande transparence est indéniable, ce dispositif doit, sur d'autres aspects, être analysé de manière plus circonspecte.

## UNE MENACE POUR LES FOYERS À FAIBLES REVENUS

Avec la disparition des provisionnements, le risque paraît substantiel d'être confronté, en période de haute consommation, à un nombre important de foyers se trouvant dans l'incapacité d'assumer les facturations mensuelles.

Ce risque s'accroît encore plus chez les personnes précarisées. Plusieurs CPAS nous ont fait part de leurs craintes quant à l'adoption d'un tel dispositif. La clientèle de

## LE CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION DES ORGANISATIONS DE CONSOMMATEURS, LE CRIOC, A DÉCIDÉ DE PRENDRE POSITION DANS LE DÉBAT QUI SE DÉVELOPPE AUTOUR DE L'INSTALLATION DE COMPTEURS INTELLIGENTS DANS LES FOYERS BELGES.

**Adriaan Meersman**  
Directeur d'information du CRIOC

ces établissements disposant d'une marge de manœuvre budgétaire extrêmement faible, elle risque d'être confrontée, en période hivernale, à des surcoûts financiers importants, la plaçant en impossibilité d'honorer ses factures, dans ces périodes où l'accès à l'énergie est essentiel.

Cette situation risque d'avoir des conséquences plus lourdes encore dans la région wallonne où le décret wallon, contrairement à l'ordonnance bruxelloise, permet les coupures énergétiques.

Un autre aspect non négligeable est le coût qui sera répercuté sur la facture du consommateur. Certaines études évaluent ce surcoût à 50 euros par an et par compteur. D'ailleurs, cet impact financier sera proportionnellement plus important chez les Bruxellois, dont la consommation énergétique annuelle moyenne est sensiblement inférieure à celle du reste du pays et particulièrement de la Wallonie.

## UN ESPION À LA MAISON

De plus, nous pouvons nous inter-

roger sur le risque lié à la protection de la vie privée.

Il est clair que ce type de compteurs permettra de fournir des informations sur l'intensité et les moments de consommation, offrant une fenêtre ouverte sur les moments où les consommateurs sortent de leur domicile et y entrent, sur les périodes où ils sont partis en vacances... Bref, il existe un risque réel d'atteinte à la protection de la vie privée.

## DES PISTES DE SOLUTIONS

La principale justification objective de l'installation de ce système résidant dans les carences liées au système actuel de relevés de compteurs, il semble qu'une adaptation réaliste et une structuration plus rigoureuse du système actuel soient, dans ce cadre, une réponse offrant moins de risques collatéraux que les compteurs intelligents.

La libéralisation, dans sa précipitation, a généré de nombreuses carences tant au niveau législatif qu'organisationnel. Il semble donc nécessaire de profiter de

l'expérience de ces erreurs pour prendre le temps d'analyser cette situation en profondeur et de palier les dysfonctionnements actuels par des modifications légales jusqu'à ce que nous ayons une véritable visibilité sur le projet proposé.

Il est important, dans ce cadre, qu'une large concertation ait lieu avec les organisations de consommateurs, les fournisseurs, les distributeurs et tout acteur de terrain concerné.

À notre sens, il convient d'assurer que cette transition n'ait pas ou peu de répercussions dommageables, en particulier pour le public fragilisé. ■



# Des compteurs intelligents ? Pas au **détriment** de la protection de la **vie privée**

En effet, le compteur intelligent est une fenêtre ouverte sur le mode de vie de son utilisateur : il risque de devenir l'espion silencieux de la vie quotidienne, livrant de précieuses informations sur les habitudes de vie de chacun.

Ainsi, sur base de la consommation énergétique, les heures de travail, de repos ou de repas pourraient être identifiées, le temps passé à utiliser des appareils ménagers, l'heure à laquelle un individu quitte le domicile, etc.

De plus, une surconsommation à des périodes déterminées pourrait rendre possible la déduction de la présence de plusieurs personnes, extérieures ou non au foyer, et avoir un impact sur les habitudes de vie et les rapports familiaux des individus concernés.

En outre, dans un contexte de libéralisation du marché de l'énergie, les compagnies qui ont accès à ce type de données sont des entreprises à finalité commerciale. Ces entreprises pourraient, dès lors, être tentées de revendre les données collectées à des annonceurs à des fins publicitaires.

Enfin, en cas de piratage de ces données, leur utilisation à des fins criminelles serait grandement facilitée (cambriolage, etc.).

## CRITIQUES

Dès lors, le recours aux compteurs intelligents a fait l'objet de certaines critiques : lors de la 31<sup>e</sup> Conférence internationale des Commissaires à la protection des données et de la vie privée, les experts réunis ont averti que ces nouveaux compteurs sont des outils puissants pour s'immiscer dans la vie privée. De même, différents chercheurs univer-

**LES PROMOTEURS DE L'INSTALLATION GÉNÉRALISÉE DE COMPTEURS D'ÉNERGIE INTELLIGENTS METTENT EN AVANT L'INTÉRÊT DE CETTE TECHNOLOGIE, NOTAMMENT DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION DÉCENTRALISÉE D'ÉNERGIE. UN TEL DÉPLOIEMENT COMPORTE CEPENDANT UNE AUTRE DIMENSION, QUI FOCALISE LES CRITIQUES : LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE.**

**Clara Mennig et Manuel Lambert**  
Ligue des droits de l'homme

sitaires ont mis en garde contre les dérives possibles.

Ainsi, aux Pays-Bas, des chercheurs de l'université de Tilburg<sup>1</sup> ont mené une étude sur les aspects relatifs à la vie privée des compteurs intelligents et leur rapport conclut que les fonctionnalités des compteurs intelligents violent le droit à la vie privée et familiale, tel qu'il est garanti par l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

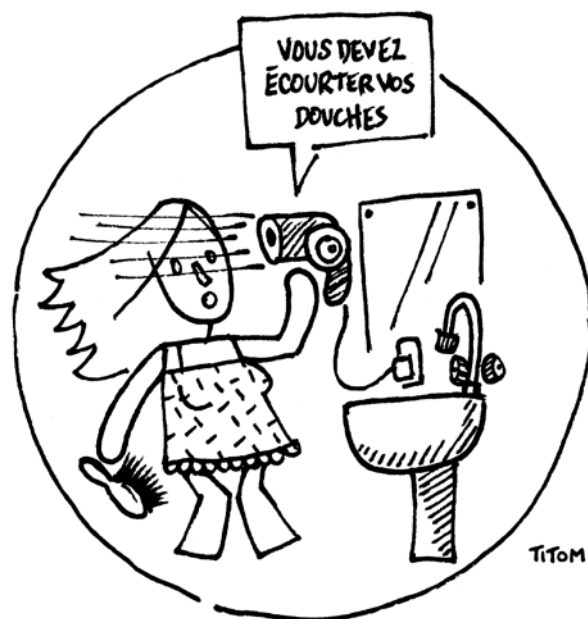
## CONCLUSIONS

La volonté de faire des économies d'énergie est un objectif louable, et même impératif, à notre époque. Toutefois, il reste d'une part, à démontrer que ces nouvelles technologies vont réellement permettre un tel gain d'énergie et d'autre part, si c'est le cas, il faut que les modalités de poursuite de cet objectif soient compatibles avec le respect du droit à la vie privée et familiale. Il faut trouver une juste balance entre les intérêts, faire en sorte que le dispositif, mis en œuvre pour réaliser d'éventuelles avancées en terme de prise de conscience et de réduction de la consommation d'énergie, ne génère

pas une ingérence démesurée dans la vie privée des individus. Généraliser l'installation de compteurs intelligents, sans mener une étude approfondie et un débat préalable sur l'impact de cette technologie en matière de protection de la vie privée, ne serait pas très lumineux pour le respect des droits les plus fondamentaux des indivi-

dus. Nous attendons donc que les responsables politiques intègrent cette dimension et prennent leurs responsabilités en cette matière. ■

<sup>1</sup> CUIJPERS C., KOOPS B.-J., "Het wetsvoorstel 'slimmeters': een privacy-toets op basis van art. 8 EVRM - Onderzoek in opdracht van de Consumentenbond", Universiteit van Tilburg, Oktober 2008.



**LES COMPTEURS INTELLIGENTS NOUS  
SURVEILLENT ÉTROITEMENT**

# La société Métrix sous haute tension !

L'entreprise Métrix, la filiale de Sibelga (le gestionnaire du réseau de distribution de gaz et d'électricité à Bruxelles), chargée de relever les compteurs de gaz et d'électricité, est sous tension. En octobre, suite à un préavis, une grève formelle a été évitée de justesse. Ce préavis suivait des arrêts de travail spontanés durant les semaines précédentes. Les travailleurs protestent contre le doute qui règne à propos du futur de l'entreprise. Ils sont surtout vexés car la grande majorité d'entre eux travaillent sous des statuts temporaires (CDD), une pratique qui est devenue quasiment permanente.

Le personnel de Métrix est composé de 30 agents avec un statut temporaire, contre 13 avec un contrat à durée indéterminée, plus quelques employés administratifs.

L'utilisation démesurée du statut temporaire, pendant une longue période, a été justifiée par la direction à partir de motivations successives et variées, auxquelles s'ajoute désormais l'introduction éventuelle... des compteurs intelligents.

## AMBIANCE ÉLECTRIQUE À MÉTRIX !

Le site internet de la firme -[www.metrax.eu](http://www.metrax.eu)- nous apprend que "Métrix, avec environ 50 collaborateurs, relève plus de 1,3 million de compteurs de gaz et d'électricité chaque année. Après le relevé de ces compteurs, nous transmettons les données relevées à Sibelga pour validation".

## LES TRAVAILLEURS DE MÉTRIX, CHARGÉS DE RELEVER LES COMPTEURS DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ, SE MANIFESTENT ACTUELLEMENT AFIN DE DÉNONCER LES STATUTS PRÉCAIRES AUXQUELS ILS SONT ASSUJETTIS.

**Paul Vanlerberghe**  
CSCE

Les employés de Métrix font donc 1,3 millions de relevés par an, soit 5.200 relevés par jour ouvrable ou plus de 100 relevés par employé et par jour.

Dans le groupe Sibelga, Métrix occupe une position d'exception. La société mère, Sibelga, occupe une trentaine de personnes, surtout des cadres dirigeants. Sa filiale principale, BNO (Brussels Network Operations), le vrai opérateur du système de distribution, emploie 900 travailleurs, encadrés par une structure complète de direction.

Métrix est la deuxième filiale, mais ne dispose d'aucune structure hiérarchique de direction : le corps des agents se trouve en compagnie d'un directeur. Le planning et les ordres sont de la responsabilité de la société BNO, sans aucun lien structurel ou hiérarchique entre les deux.

La situation est tout à fait différente en régions flamande et wallonne, où les services de métrage sont intégrés dans les groupements des distributeurs mixtes, Eandis pour la région flamande

et Ores pour la région wallonne. La proportion des contrats de travail temporaires est limitée à un pourcentage nettement en dessous de 10 %.

## NÉGOCIER AVEC L'ÉNERGIE DU DÉSESPOIR

Au début de cette année, le résultat provisoire des négociations contenait l'intégration de 3 postes temporaires comme employés avec contrat à durée indéterminée... dans BNO et la promesse de renforcer les programmes de formation pour les agents Métrix, afin d'augmenter les possibilités d'intégration dans BNO. Pour Métrix, par contre, aucune augmentation du nombre de postes de travail permanents n'est prévue. L'argument de la direction est toujours qu'avec l'arrivée des compteurs intelligents en vue, il n'est pas possible de prévoir le rôle exact de Métrix.

Et fait, les décisions sur les compteurs intelligents ne sont pas encore prises. Même si les prévisions des propagandistes du compteur intelligent sont avérées, les compteurs existant demeureront encore dix ans en place. Durant cette

période, les usagers ont le besoin et le droit d'obtenir des relevés de compteurs corrects et à temps. Cela est d'une importance cruciale pour une facturation adéquate, et c'est un facteur indispensable pour l'accès correct à l'énergie.

Soucieux de pouvoir accomplir correctement leurs missions, les employés de Métrix réclament donc, à juste titre, un statut digne et à la mesure de leur responsabilité : des statuts normaux de travail, à l'image de ceux dont disposent leurs collègues dans les régions avoisinantes. ■

# Les **projets** du gouvernement bruxellois en matière d'accès à l'énergie **sont-ils suffisants ?**

Si ces projets vont dans le bon sens, ils ne suffisent en tout cas pas à apporter une solution suffisante et structurelle garantissant l'accès de tous au gaz et à l'électricité. Cet article est donc l'occasion de présenter la solution de fond préconisée par la CGEE, en tenant compte du contexte nouveau de la libéralisation du secteur de l'électricité et du gaz.

## **LES PROJETS GOUVERNEMENTAUX EN GAZ ET EN ÉLECTRICITÉ**

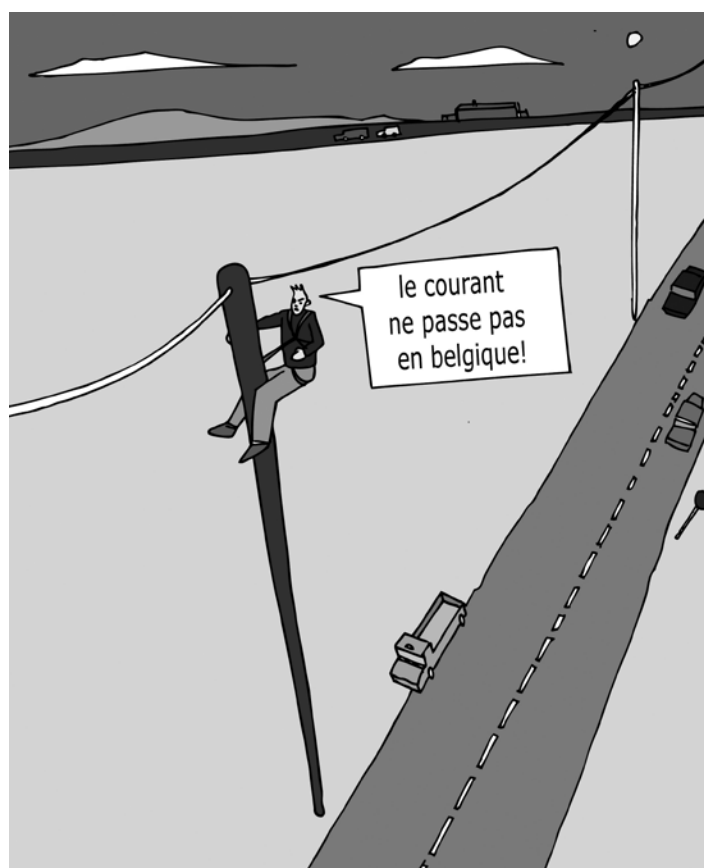
### **A. EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Beaucoup de pages de la déclaration gouvernementale concernent l'utilisation rationnelle de l'énergie et le développement des énergies renouvelables. La Coordination soutient tout ce qui peut contribuer à la baisse de la consommation d'énergie. Elle se réjouit de la priorité donnée à l'amélioration énergétique des bâtiments actuels en matière d'isolation, notamment dans la rénovation des logements et prioritairement des logements sociaux. Elle soutient la construction de logements neufs passifs ou au moins peu énergivores. Elle soutient l'achat de chaudières performantes et d'appareils ménagers performants. Elle se réjouit des dispositifs de primes et de prêts 0 donnant priorité aux locataires et aux milieux défavorisés en veillant à ce que les améliorations ne fassent pas augmenter les prix des loyers. Elle est d'accord pour subordonner et adapter les primes d'après les

**LA COORDINATION GAZ-ÉLECTRICITÉ-EAU DE BRUXELLES (CGEE) LUTTE, DEPUIS PLUS DE 20 ANS, POUR RÉALISER UN ACCÈS EFFECTIF POUR TOUS EN ÉLECTRICITÉ ET EN GAZ EN QUANTITÉ SUFFISANTE, INDÉPENDAMMENT DES REVENUS DE CHACUN. LA COORDINATION A EXAMINÉ AVEC ATTENTION LES PROPOSITIONS GOUVERNEMENTALES EN LA MATIÈRE, NOTAMMENT LES SUITES QUE LE GOUVERNEMENT COMPTE DONNER À L'ÉVALUATION DE L'ORDONNANCE À LAQUELLE LA CGEE A PARTICIPÉ AU PARLEMENT BRUXELLOIS EN NOVEMBRE 2008.**

**/ Claude Adriaenssens**  
CSCE

revenus des bénéficiaires. En matière d'énergie renouvelable, elle se réjouit du soutien aux initiatives collectives de cogénération (fournisseur local) et de placement de panneaux solaires organisés collectivement. Elle veut que les mesures puissent aussi aider les locataires et les milieux défavorisés qui déménagent souvent. La CGEE se félicite du soutien donné aux groupements d'achats et des mesures leur permettant de trouver les opérateurs, fournisseurs de matériel et sources de financement dont ils ont besoin. La CGEE regrette que la déclaration n'évoque pas la question de la préparation, en concertation avec le fédéral, de l'arrivée du gaz riche à Bruxelles en veillant à ce que les coûts de vérification des installations des ménages et des remplacements nécessaires des installations ne reposent pas seulement sur le gestionnaire des réseaux de distribution (GRD), les



SOME

ménages et la Région de Bruxelles. Elle se réjouit que ses préoccupations soient largement présentes dans l'accord de majorité mais elle sera attentive aux choix budgétaires, au phasage des mesures et aux effets pervers, notamment en ce qui concerne la performance énergétique des bâtiments et la notion "d'insalubrité énergétique". Mais la Coordination a surtout examiné les aspects sociaux de la déclaration gouvernementale.

## B. EN MATIÈRE DE MESURES SOCIALES ET D'AMÉLIORATION DE L'ORDONNANCE

La Coordination se réjouit du contenu de la déclaration qui parle peu de l'évaluation de l'ordonnance mais veillera à ce que, conformément à l'accord de majorité du gouvernement bruxellois, les acquis soient effectivement maintenus : refus du compteur à budget, respect d'un contrat d'une durée minimale de 3 ans par les fournisseurs et possibilité pour les clients de changer de fournisseur avec un préavis de 2 mois, protection pendant la période hivernale de 6 mois, recours au juge de paix avant toute résiliation de contrat pouvant conduire à une fermeture des compteurs, maintien du statut de client protégé avec livraison de la fourniture par le GRD au prix du tarif social, obligation de faire offre à qui le demande sauf si celui-ci a des dettes avec le fournisseur en question (mais veiller à ce que les fournisseurs le fassent et régler le problème des garanties pour les mauvais clients connus).

Dans la ligne des conclusions de l'évaluation de l'ordonnance à laquelle elle a participé au Parlement et à Brugel (le régulateur bruxellois), la CGEE demande à la Région, éventuellement en concertation avec le fédéral, diverses améliorations de la situation comme :

- Permettre aux CPAS et à Brugel, ainsi qu'à d'autres services sociaux reconnus, d'accorder le statut de client protégé dès la mise en demeure. Permettre à d'autres services sociaux reconnus, en plus des CPAS, d'accorder le retour à la

puissance initiale avec un plafond raisonnable en cas de placement de limiteur de puissance en électricité.

- Obliger les fournisseurs à fournir le dossier du client dès qu'il le demande ou de le faire parvenir à son mandataire pour avoir une connaissance réelle de sa situation.

- Permettre aux CPAS et aux services sociaux reconnus d'imposer un plan de paiement raisonnable aux fournisseurs ou au moins de négocier collectivement au niveau fédéral, s'il échoue, avec ceux-ci un cadre raisonnable auquel tous se soumettent.

- Améliorer le traitement en justice : obliger les fournisseurs à respecter l'ensemble de la procédure et en permettre la vérification par le juge, permettre à celui-ci de faire accompagner le client qui le souhaite par un avocat ou de disposer du dossier social du client, lui permettre d'accorder vraiment la protection hivernale, demander au fédéral un intervenant social pour assurer une meilleure défense et permettre un appel si possible et ne pas faire porter les coûts de l'avocat de la partie adverse par la partie perdante.

Plusieurs de ces revendications sont en bonne voie.

La CGEE se réjouit du fait que le gouvernement bruxellois prévoit explicitement dans son accord d'augmenter la puissance du limiteur de puissance à 10 ampères et d'exiger un relevé effectif annuel des compteurs. Elle espère que ces promesses seront rapidement tenues.

Elle regrette que ne soit pas du tout abordée la question du fournisseur social qui finira par se poser quand les gens ne trouveront plus de fournisseur commercial, ayant des dettes chez chacun d'eux, surtout si le nombre de fournisseurs n'augmente pas à Bruxelles voire diminue. Il faudra veiller à ce que les prix de ce fournisseur soient les plus bas possibles et lui permettre de fournir également à un bon prix les ménages qui le souhaitent si on parvient à apporter les modifications nécessaires aux législations européennes et

fédérales. Ce serait un premier pas vers le fournisseur public exclusif pour les ménages.

Elle regrette également que peu de choses soient proposées au niveau de la collaboration entre les CPAS et avec les autres acteurs concernés.

Elle demande donc à la Région de veiller à ce que les CPAS se concertent entre eux et avec les autres intervenants pour que les usagers soient traités de façon optimale et avec égalité quelle que soit leur commune, par la création d'une coordination sociale au niveau régional visant les CPAS, les services sociaux et les autres acteurs concernés par la problématique du gaz et de l'électricité. On s'inspirerait pour ce faire du modèle des concertations locales touchant les CPAS et les autres acteurs sociaux qu'organise et subsidie la COCOM.

La Coordination soutient la volonté de la Région de garder sa législation propre et de ne pas succomber aux pressions pour en arriver au compteur à budget qui pénalise les ménages, coûte très cher et dont les moyens pourraient être utilisés à meilleur escient. En outre, il n'assure pas réellement un accès à l'énergie et est une coupure déguisée.

La CGEE demande au fédéral ou à la Région, en cas de régionalisation de cette matière, d'imposer des prix maximum par tranche de consommation en tenant compte de la taille des ménages et de l'état des bâtiments et des installations. Ils doivent veiller à ce que tous les logements aient des compteurs individuels et régler la question des logements avec un chauffage central collectif. La CGEE se réjouit que ce point soit inscrit dans la déclaration gouvernementale mais uniquement dans la tarification du tarif de distribution par Sibelga sans allusion à l'état des bâtiments et des installations et aux conditions préalables. La Coordination s'interroge sur la pertinence de cette mesure prise uniquement pour le tarif de distribution et pas pour les fournisseurs et elle approfondira les aspects plus

techniques de la détermination des tranches de consommation et de la façon de tenir compte de l'état des installations et du bâtiment dans la détermination de celles-ci.

Elle demande à la Région que la question des compteurs et du réseau intelligent soit également traitée sous son aspect social et rappelle les risques qu'ils feraient peser sur l'effectivité des protections sociales et l'organisation actuelle du marché.

Mais toutes les mesures sociales ne régleront pas fondamentalement et structurellement le problème de l'accès effectif pour tous au gaz et à l'électricité indépendamment de leurs revenus, surtout dans un contexte de libéralisation du secteur de l'électricité et du gaz<sup>1</sup>. Aussi, il nous faut aborder la solution de fond préconisée par la CGEE.



## STOP AUX

## LA SOLUTION DE FOND DE LA COORDINATION GAZ-ELECTRICITÉ-EAU BRUXELLES

### LE FOURNISSEUR PUBLIC EXCLUSIF

Plus que jamais, la Coordination pense que la solution de fond passe par le retour des clients domestiques dans le giron d'un fournisseur public exclusif chargé, en tant qu'intermédiaire, de procurer de l'électricité et du gaz à ses usagers aux meilleurs prix auprès des producteurs et des fournisseurs du marché. Le fournisseur public ne remplacera donc pas le gestionnaire du réseau de distribution et ne constituera pas un nouveau monopole. Il faudra veiller à son indépendance par rapport aux acteurs du secteur et s'assurer qu'il recherchera effectivement l'intérêt des consommateurs et l'intérêt général. Il faudra organiser la participation des consommateurs

et leur contrôle par rapport à la direction de cet opérateur public. Son grand intérêt consistera à maintenir la cohésion sociale et à ne pas segmenter la clientèle, tout en ayant la taille suffisante pour négocier de bons prix et de bonnes conditions de fourniture.

Une première étape serait la solution que nous préconisons concernant le fournisseur social dans le point B de cet article.

### LA TARIFICATION SOLIDAIRE ET PROGRESSIVE

Le fournisseur public pourra mettre en œuvre une tarification solidaire et progressive.

Le tarif normal devrait permettre à une grosse majorité de consommateurs de disposer en quantité suffisante de l'énergie dont ils ont besoin pour un usage normal. Cela serait réalisé par le fait que la première tranche de consom-

mation serait financée par tous les consommateurs. Le prix des autres tranches de consommation augmenterait progressivement afin de contribuer à économiser l'énergie.

Nous croyons que ce fournisseur public exclusif serait le mieux à même de réaliser la tarification solidaire et progressive que nous évoquons dans le point B de cet article, avec toutes les conditions qui doivent être remplies, avant de pouvoir la mettre en œuvre et le jugement, que nous portons sur le projet du gouvernement régional en la matière.

La solution du fournisseur public exclusif nécessite des modifications importantes des législations européennes, fédérales et régionales qui ne sont pas à l'ordre du jour pour le moment mais nous avons déjà évoqué deux pistes

alternatives possibles dans le cadre des législations actuelles comme le fournisseur social et la tarification par tranche évoquées plus haut ou la proposition Magnette sur l'intermédiaire public chargé d'acheter la production des centrales nucléaires des producteurs historiques.

Nous terminons en demandant aux autorités belges et européennes une évaluation de la libéralisation en ce qui concerne les ménages afin d'en revenir à un système plus conforme aux intérêts des consommateurs, prioritairement des défavorisés et de l'ensemble de la société. ■

① Voir à ce sujet l'article de Claude Adriaenssens, *Pour un fournisseur public exclusif* in *Politique* n° 53 pp. 26-27, février 2008.



# COUPURES DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ EN HIVER!



# Les syndicalistes, ces hors-la-loi...

Fin 2008, IAC annonce le licenciement de vingt-quatre travailleurs, dont douze syndicalistes. Refusant de négocier un plan social et tentant de contourner la loi Renault, la direction contraint les syndicats à lancer une série d'actions, dont une occupation d'entreprise en mai 2009. La lutte collective du personnel se transforme alors en un affrontement judiciaire, dont le délégué principal FGTB, Manu Agostini, est l'une des victimes "exemplaires".

Face à l'intransigeance patronale, des travailleurs décident de se baricader dans l'atelier "Meiser" avec un stock de voitures. L'avocat de l'entreprise fait prendre, en référé, deux ordonnances successives obligeant les travailleurs à quitter les lieux, sous peine de milliers d'euros d'astreintes. Quelques jours après l'évacuation du site, cinq travailleurs, dont M. Agostini, se voient notifier leur licenciement "pour faute grave", une affaire qui est renvoyée en justice.

## IAC OU COMMENT BRISER UNE GRÈVE

Ce n'est pas à la grève en tant que telle que les employeurs s'attaquent quand ils vont devant les tribunaux. En effet, cette liberté est sanctionnée via différents pactes et chartes internationaux. Et récemment, la jurisprudence européenne l'a portée au rang de droit de l'homme. Par contre, une manière efficace de défaire la capacité de s'organiser pour arrêter le travail réside dans l'application d'astreintes contre les piquets de grève. L'avocat d'IAC a ainsi saboté l'action collective chez *Carrefour*

**AU PRINTEMPS, L'ENTREPRISE IAC SE TROUVE SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE MÉDIATIQUE: UN CONFLIT SOCIAL, QUI SE SOLDE À CE JOUR PAR VINGT ET UN LICENCIEMENTS, ÉCLATE SUR LE SITE "MEISER" DE LA FILIALE DE FIAT.**

**ENTRE ACTION COLLECTIVE ET COMBAT JUDICIAIRE, IAC EST UNE NOUVELLE ILLUSTRATION DES MOYENS LÉGAUX UTILISÉS POUR VIDER LA GRÈVE DE SA SUBSTANCE, JUDICIARISER LES LUTTES SOCIALES ET TRAÎNER DES SYNDICALISTES DEVANT LES TRIBUNAUX.**

**Daniel Flinker**  
CSCE

en 2008. Fort de cette expérience, il a remis le couvert pour les travailleurs de l'*Italian Automotive Center*. Dans cette perspective, les juges ne parlent ni de grève, ni d'occupation; ils abordent les conflits sociaux sous l'angle de "voies de faits", d'entraves au droit de propriété, aux droits de travailler, de circuler.

Par ce biais, des employeurs réussissent à stigmatiser leurs travailleurs les plus revendicatifs, à transformer les grévistes en hors-la-loi. Le recours aux tribunaux constitue donc un moyen pratique de délégitimer, aux yeux de l'opinion, un combat syndical. Qui plus est, l'introduction de ces questions dans l'arène judiciaire entraîne les travailleurs sur un terrain moins favorable à la lutte pour l'emploi. Alors que les conflits collectifs du travail relèvent du "conflit d'intérêts" et non de la compétence des tribunaux; de plus en plus souvent, c'est un juge qui sera appelé à ar-

bitrer ces oppositions, à statuer et à trancher dans ce type d'affaire. Les organes de concertation sont, dès lors, relégués au second plan; le collectif manifestant dans les rues fait place à l'individu face à ses juges.

Dans ce cadre, le tribunal se transforme en un lieu central des luttes syndicales. La jurisprudence devient une étape cruciale de la résolution des conflits collectifs. Les décisions de justice, en participant à l'établissement du rapport de forces entre le capital et le travail, sont donc sources de tensions. Dans l'affaire IAC, si le tribunal des référés a ordonné de sévères astreintes, la cour du travail note, a contrario, que "qualifier de voies de faits, parce qu'attentatoires à des droits subjectifs, les actions de grèves pacifiques afin d'obtenir leur cessation sous astreintes, revient à priver le droit de grève de toute efficacité". Ainsi, la jurisprudence -en matière

de grève- fait l'objet d'une lutte constante que le monde du travail est forcé de prendre en considération.

## IAC OU COMMENT MENER LA CHASSE AUX SYNDICALISTES

Les syndicats, dès l'annonce du projet de licenciements au sein d'IAC, dénoncent une manière détournée de mettre à la porte des délégués trop combatifs; une interprétation confirmée par la suite des événements.

Les syndicalistes étant des travailleurs protégés, la direction d'IAC va arguer de motifs économiques et techniques afin de les éjecter "plus facilement". Mais, le 3 octobre 2009, le tribunal du travail refuse d'entériner la levée de la protection des délégués sur cette base.

IAC va alors considérer que des travailleurs ont commis une faute grave lors de l'occupation du site "Meiser", ce qui aurait pour effet



d'accélérer le licenciement de certains délégués. M. Agostini est accusé par sa direction d'être le dirigeant de l'occupation et, à ce titre, personnellement responsable des voies de faits qui en ont découlé, constitutives d'une faute grave. En juillet 2009, le licenciement du membre de la FGTB est déclaré justifié par le tribunal du travail. L'intéressé aurait, en effet, refusé (ce qu'il réfute) de remettre les doubles des clés des voitures à la fin de l'occupation. Mais, le 5 novembre, en appel, la cour du travail rejette cette interprétation.

Déboutée en justice, la firme IAC va finalement le licencier ainsi que huit autres délégués, en leur payant de lourdes indemnités.

Attaquer en justice les dirigeants de mouvements sociaux, les isoler en présentant les actions collectives qu'ils mènent comme une addition d'infractions, les déstabiliser et les décrédibiliser en amalgamant leurs discours à des plaidoyers en faveur de la violence, les intimider en leur imputant la

responsabilité d'actes commis par d'autres dans le cadre d'une lutte sociale...

Certes, l'arrêt rendu par la cour du travail le 5 novembre dernier réaffirme l'interdiction faite aux juges de se prononcer sur l'opportunité d'une grève et considère que les actions incriminées dans l'affaire IAC constituent l'exercice du droit d'agir collectivement. Néanmoins, les arguments avancés par la direction d'IAC à l'encontre de M. Agostini réactualisent les menaces judiciaires qui pèsent sur les syndicalistes.

#### INTERDIT, LE SYNDICALISME DE COMBAT ?

Les poursuites intentées au civil contre M. Agostini témoignent d'une logique, de certaines constantes, à l'œuvre dans une série d'affaires pénales ayant défrayé la chronique judiciaire.

Les syndicalistes, des délinquants ?

Les délégués des *Forges de Clabecq* ont, ainsi, été entraînés devant les tribunaux, sur base d'une loi de 1887 incriminant

les meneurs de grèves. Dans ce conflit social très polémique, des syndicalistes ont été jugés, puis blanchis, pour des faits commis par d'autres. Ils étaient tenus responsables d'avoir incité, par leurs propos et leur position, des travailleurs à commettre des actes délictueux.

Les syndicalistes, des criminels ?

Dans le même ordre d'idée, la police a mis sur écoute et filé trois altermondialistes liégeois, dont un membre de la FGTB, "coupables" d'organiser un cortège pacifique contre la tenue d'un Sommet européen. Aucun acte répréhensible n'a été commis dans ce cadre, seule leur commission potentielle a justifié le contrôle préventif du trio, qualifié "d'organisation criminelle" par les forces de l'ordre. Si au final, cette affaire s'est conclue par la condamnation de l'État belge, le rouleau compresseur sécuritaire n'en poursuit pas moins son chemin. Ainsi, fin janvier, les parlementaires ont voté un élargissement des prérogatives de la Sûreté de l'État en matière de recueil de

données et la ministre de l'Intérieur entend faire de la lutte contre le "radicalisme" son nouveau cheval de bataille.

Aujourd'hui, c'est au tour de Greenpeace d'être passible de poursuites pénales. Plusieurs membres de l'organisation écologiste se voient attaqués par *Electrabel* pour "association de malfaiteurs".

Les syndicalistes, des terroristes ?

Il faut rappeler que l'occupation de bâtiments publics, la déstabilisation des structures économiques du pays sont désormais considérées comme des actes constitutifs d'une infraction terroriste ! Cette éventualité a encouragé la Centrale générale de la FGTB, avec une centaine d'associations représentatives de la société civile belge, à exiger que la contestation sociale sous toutes ses formes soit retirée du Code pénal. Testé sur plusieurs militants ces dernières années, l'arsenal législatif liberticide susceptible de casser les mobilisations sociales pourrait, en effet, conduire à une criminalisation des délégués. ■

# "Affaire DHKP-C" Un jugement sans appel... ?

Après le 11 septembre 2001, nous a-t-on dit, le monde ne pourra plus jamais être le même. Cette sentence, si souvent répétée, a servi – entre autres changements – à justifier une longue série de règles liberticides dans l'Union européenne et à y normaliser, dans les pays membres, une sorte d'état d'exception "permanent". La décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 13 juin 2002 – relative à la lutte contre le terrorisme – s'inscrit dans cette logique perverse. En cherchant à établir parmi les Quinze une définition propice de "la terreur", cette décision a constitué une étape décisive dans l'évolution de la doctrine pénale internationale.

**LE 23 DÉCEMBRE, LA COUR D'APPEL DE BRUXELLES RENDAIT SON VERDICT DANS LE PROCÈS, RECOMMENCÉ POUR LA QUATRIÈME FOIS, CONTRE SIX MEMBRES PRÉSUMÉS DE L'ORGANISATION TURQUE. À TRAVERS CE DERNIER ARRÊT, DEUX SÉRIES D'ÉVÉNEMENTS ESSENTIELS AURONT ÉTÉ CONFIRMÉS: L'ACQUITTEMENT PUR ET SIMPLE DE BAHAR KIMYONGÜR, ET LA MALFAISANCE DES AGISSEMENTS PERPÉTRÉS PAR LE PROCUREUR FÉDÉRAL JOHAN DELMULLE<sup>o</sup>. L'ÉTAT TURC A DÉCIDÉ DE SE POURVOIR EN CASSATION.**

**Jean Flinker**

Membre du Comité pour la Liberté d'Expression et d'Association (CLEA)

**“TOUS LES OPPOSANTS PRÉTENDANT SUBVERTIR L'ORDRE ÉTABLI SONT PÉNALEMENT QUALIFIABLES DE "TERRORISTES".**

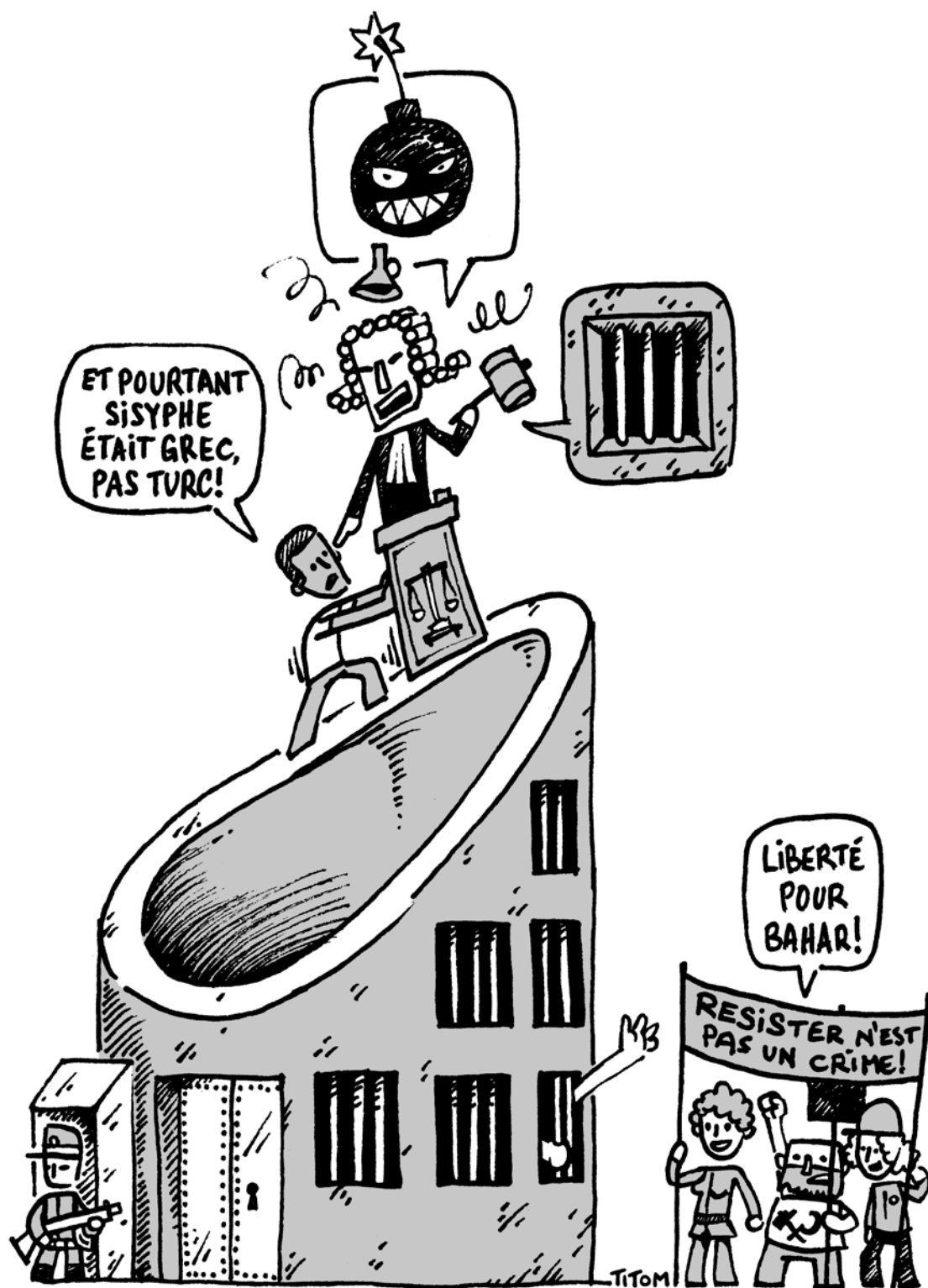
"Terrorisme"? Sans y faire l'objet d'une définition explicite, le terme est apparu pour la première fois en droit international dans un texte récent: la Convention internationale "pour la répression du financement du terrorisme" (New York, 9 décembre 1999). Ainsi, l'article 2 de ladite Conven-

tion considère comme infraction "tout [...] acte destiné à causer la mort ou des dommages corporels graves à toute personne civile, ou à toute autre personne qui ne participe pas directement aux hostilités dans une situation de conflit armé, lorsque, par sa nature ou son contexte, cet acte est

destiné à intimider une population ou à contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque". Première définition ébauchée du terrorisme, la présente formulation juxtapose cependant deux conceptions différentes (voire contradictoires) du phénomène. La première, qui insiste sur les dommages causés à la population civile, se situe dans la ligne des principes du tribunal de Nuremberg; la seconde, qui met l'accent sur la subversion de l'ordre politique, va expressément inspirer le texte de la Commission européenne.

## LA VERSION "FBI"

Sauf à incriminer les États, il faut établir pour le terrorisme une différence spécifique qui le distingue du crime de guerre. On la trouvera dans sa finalité politique. Cette dernière est reconnue dans la deuxième partie de "la Convention sur le financement du terrorisme", qui en fait un acte "destiné à intimider une population ou à contraindre un gouvernement ou une organisation internationale [...]". Un changement radical de paradigme: désormais, c'est à la finalité politique que l'on fera appel pour fonder la nouvelle catégorie de délits. En réalité, c'est dans le terrain, réaliste par excellence, de la police (et non



#### 4<sup>E</sup> PROCÈS CONTRE LES MEMBRES PRÉSUMÉS DU DHKP-C

dans le cadre du Droit) qu'il faut rechercher l'inspiration de ce tournant copernicien. Cette idée de finalité politique plonge en effet ses racines dans une définition policière du terrorisme, qui est reprise dans l'énumération des tâches du directeur du *Federal Bureau of Investigation* (FBI): "Le terrorisme consiste en une utilisation illicite de la force et de la violence contre des personnes ou des biens dans le but d'intimider ou de contraindre

*un gouvernement, la population civile ou une partie de celle-ci, dans la poursuite d'objectifs politiques ou sociaux*"<sup>2</sup>

Si, dans le cadre de la tradition du droit pénal, la définition du terrorisme se heurte à des obstacles de principe, ils seront surmontés grâce à la définition policière américaine. Celle-ci aura donc servi de base aux nouvelles qualifications "juridiques" prônées par l'Union européenne à travers

sa décision-cadre de 2002. Absolument évidente, la fertilité législative de la norme policière y est facilement reconnaissable. Pour autant, la définition dupliquée par la Commission contient également des aspects "additionnels" car y sont ajoutés toute une série de comportements... proches de la désobéissance civile, des moyens de lutte syndicale ou citoyenne (tels l'occupation de lieux ou d'infrastructures publics, les →

→ dommages à des propriétés qui ont une valeur symbolique, les cyberactions, etc.). Une action anticapitaliste – qui se servirait de moyens à la limite de la légalité, même de manière non-violente – pourra donc être dorénavant considérée comme du pur terrorisme. Qui plus est : dans la législation qui prévaut désormais dans les pays européens, la finalité permet de définir le délit. De ce fait, tous les opposants prétendant subvertir l'ordre établi, tous ceux qui veulent "porter gravement atteinte ou [...] détruire les structures politiques, économiques ou sociales d'un pays" seront (moyennant certains actes dont la définition demeure imprécise) pénalement qualifiables de "terroristes". Des personnes ou des groupes – qui aspirent légitimement à une transformation radicale des structures politiques, économiques ou sociales de nos pays – ont, d'ores et déjà, été visés et condamnés au nom de cette législation. La plupart du temps, ils n'ont pas été poursuivis pour les actes qu'ils auraient réalisés, mais parce qu'ils pouvaient être

susceptibles de les commettre "en raison de leur idéologie". C'est peu de le dire : l'incrimination de terrorisme à l'échelle de l'Union européenne a entraîné, dès qu'elle a été intégrée dans la législation nationale, une panoplie de conséquences néfastes pour la démocratie. Ainsi en Belgique depuis 2004, plusieurs procès "antiterroristes" ont été menés à terme. Parmi ceux-là, "l'affaire DHKP-C" – qui est devenue l'une des plus emblématiques.

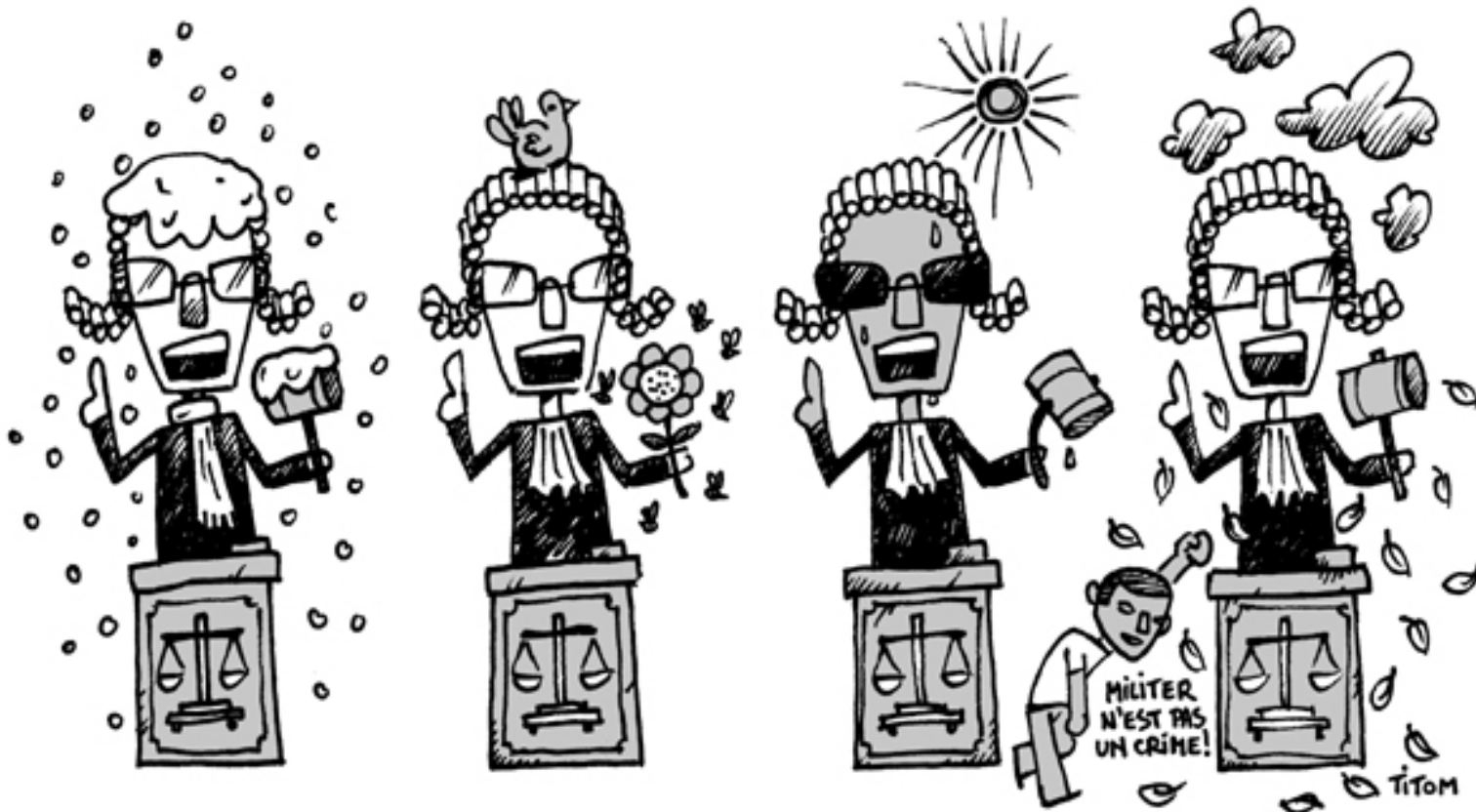
## UN DOSSIER HYSTÉRISÉ

On s'en souvient. En possession d'armes et de faux passeports, trois personnes avaient été arrêtées en septembre 1999 à Duinbergen sur la côte belge. Accusées d'appartenance à une organisation d'extrême gauche illégale en Turquie, elles avaient été inculpées et mises en détention. Parmi elles, Fehriye Erdal recherchée par Interpol pour "complicité" dans le meurtre d'un des plus puissants hommes d'affaires turcs, Ozdemir Sabanci<sup>③</sup>. Au cours de l'instruction allaient également être

inculpés, pour participation à une prétendue "association de malfaiteurs" et à un soi-disant "groupe criminel", d'autres membres supposés du DHKP-C. Parmi eux, le citoyen belge Bahar Kimyongür – qui exerçait la charge de porte-parole du Bureau d'information du DHKC à Bruxelles. B. Kimyongür ? Pour la lecture (le 24 juin 2004) d'un communiqué de presse déjà largement diffusé en Turquie, le jeune homme sera l'objet d'une incrimination pénale supplémentaire : "être le dirigeant d'une organisation terroriste"...

En falsifiant les faits selon sa convenance, en amalgamant des dossiers judiciaires n'ayant rien à voir les uns avec les autres, en dénaturant intentionnellement des arrêts de justice rendus par d'autres pays..., le procureur fédéral J. Delmulle va d'ailleurs s'ingénier à faire passer les onze inculpés (initialement poursuivis) pour un commando d'individus "socialement dangereux". Véritable saga judiciaire, diplomatique et politique, "l'affaire Erdal" va conséquemment devenir

"l'affaire Kimyongür" puis "l'affaire DHKP-C" – à travers quatre procès asymétriques et deux verdicts de cassation parfaitement contradictoires. Sans compter une tentative de kidnapping – ourdie avec l'aval des ministres Onkelinx et Dewael, en vue de faire extraditer Bahar Kimyongür vers la Turquie<sup>④</sup>. Or l'affaire "Asoglu, Erdal, Kimyongür et consorts" aura ceci de confondant. Elle va faire apparaître de plus en plus explicitement (au fil du temps, des rebondissements et de l'acharnement déployé par le parquet fédéral), le véritable enjeu de ce dossier sciemment monté en épingle : aboutir à des sanctions pénales des plus sévères, afin d'installer "la législation contre les infractions terroristes" dans la jurisprudence ordinaire. En la circonstance, l'incrimination de terrorisme – accolée à cette affaire depuis l'arrestation de Fehriye Erdal en 1999 – aura contribué à dénaturer les notions de procès juste et d'État de droit. C'est d'autant plus grave et inquiétant que le positionnement du magistrat fédéral, systématiquement atten-



## AFFAIRE DHKP-C OU LES QUATRE SAISONS DE BAHAR KIMYONGÜR



tatoire au procès équitable, aura été littéralement porté par le souci d'hystériser les faits (en arrangeant la réalité pour mieux déranger la vérité). Or cette stratégie de la tension, devant prouver l'indéniable "dangerosité sociale" des accusés, a toujours servi le même dessein : justifier l'indispensable nécessité de lois d'exception, telle la législation du 19 décembre 2003. À cet égard aura été absolument confondante l'emprise du ministère public sur les juges du tribunal de Bruges et les magistrats siégeant à la cour d'appel de Gand. Pour l'essentiel, ils auront chaque fois avalisé les exactions, les affabulations et les théories judiciaires perpétrées par le procureur<sup>⑤</sup>.

Fabriquer un climat de paranoïa pour justifier "la vérité" à laquelle le jugement du premier tribunal devait nécessairement aboutir ? C'est bien ce qui sera organisé en première instance, lorsque 171 policiers et membres de la Sûreté, des chiens et même un hélicoptère seront réquisitionnés entre le 23 et le 27 janvier 2006 pour "protéger" le palais de justice de Bruges. Idem quand, dès la première audience, seront instaurées les fouilles en règle – y compris, dans l'enceinte même du tribunal, à l'encontre des avocats de la défense. Qui plus est, sera entérinée (à Bruges comme à Gand) la désignation pourtant "illégal" du juge Freddy Troch à la tête du tribunal correctionnel brugeois (une manœuvre exercée à l'instigation de J. Delmulle) afin d'aboutir à des peines extrêmement lourdes.

Autre aspect d'un dossier "d'exception" pour lequel une partie de l'appareil judiciaire aura spontanément exercé une justice de plus en plus expéditive : les conditions carcérales épouvantables que vont être obligés de subir Sükrîye Akar, Musa Asoglu et Kaya Saz (suite au tout premier jugement, prononcé à leur rencontre à Bruges). A savoir : détention en absolu isolement ; interdiction de toute activité collective ; "une heure de préau" toutes les 24 heures dans une cour grillagée de 2 mètres sur 3. Fouilles à nu récurrentes. Contestation du secret professionnel

(par la présence systématiquement proche d'agents pénitentiaires lors des rencontres entre le condamné et son avocat). Contrôle des prisonniers toutes les 30 minutes. Dans la cellule, deux ampoules électriques de 40 watts allumées toutes les demi-heures, puis en continu – de jour comme de nuit. Malgré cinq recours en référé (et le refus de s'alimenter de deux

des personnes incarcérées afin de protester contre ce dispositif de "double peine"), l'administration pénitentiaire (sur ordre de la ministre de la Justice) contreviendra à cinq jugements des tribunaux sollicités par la défense – jugements dénonçant cet ensemble de mesures de contrainte comme autant d'actes attentatoires à la dignité humaine... ■

- ① Cf. le communiqué de presse du CLEA commentant l'Arrêt rendu par la 13ème Chambre de la Cour d'Appel de Bruxelles, en date du 23 décembre 2009 [http://leclea.be/affaire\\_dhkp-c/proces\\_de\\_bruxelles/compte\\_rendu-23-12-09.html](http://leclea.be/affaire_dhkp-c/proces_de_bruxelles/compte_rendu-23-12-09.html)
- ② "Code of Federal Regulations", 1981 (Title 28, Volume I [CITE : 28FR0.85]).
- ③ Cf. "L'autre affaire Erdal" [http://www.leclea.be/pages/page\\_autre.html](http://www.leclea.be/pages/page_autre.html)
- ④ Lire "Bahar Kimyongür : le dossier à charge" <http://leclea.be/pages/dossier-a-charge.html>
- ⑤ Voir "Quatre procès, deux Cassations" [http://www.leclea.be/pdf/4-proces\\_2-cassations\\_mai-2009.pdf](http://www.leclea.be/pdf/4-proces_2-cassations_mai-2009.pdf)

## Une loi à abroger d'urgence

La cour d'appel de Bruxelles, comme avant elle la cour d'appel d'Anvers, ont donné tort au ministère public. Là, les juges du siège n'ont pas suivi les raisonnements vicieux et viciés répétés *ad nauseam* par le procureur Delmulle. Ainsi à Bruxelles, ils ont déclaré non constituée la troisième des infractions avancées par le parquet fédéral : avoir, dans le chef de Musa Asoglu et Bahar Kimyongür, participé à une entreprise terroriste. D'une part, les activités menées par le Bureau d'Information du DHKC (dont Bahar et Musa étaient les porte-parole) ont toujours, selon la Cour, ressorti à la liberté d'expression ; d'autre part, la conférence de presse donnée le 24 juin 2004 aussi, car elle procédait clairement, selon les juges, du même droit constitutionnel. Pour le surplus, la cour d'appel a réaffirmé explicitement que rien dans le dossier à charge ne pouvait laisser supposer des liens entre les inculpés et des "attentats" commis en Turquie.

Quatre procès, deux cassations... À travers cette multiplicité de rebondissements judiciaires captifs d'interprétations antagonistes, une chose est d'ores et déjà certifiée : la loi sur les infractions et l'organisation terroristes crée manifestement de l'insécurité et du confusionnisme juridiques. Malgré les garde-fous qui y ont été ajoutés (dans l'article 141ter) comme la sanctuarisation des libertés constitutionnelles d'expression et d'association. La loi du 19 décembre 2003 ? Elle a, intrinsèquement, besoin d'indéfinitions pour réaliser son but : criminaliser plus facilement ce qui ressort du radicalisme social et politique. Là est sa totale perversité. Dès lors si on n'y prend garde, la consécration de cette loi accélérera la défaite d'un certain État de droit. Ce processus délétère est d'ailleurs déjà en cours. Jusqu'ici, la question de l'ordonnancement des droits individuels (la liberté d'expression doit-elle primer sur les autres libertés reconnues aux personnes ?) n'était pas vraiment réglée – laissant une certaine marge d'appréciation au juge.

Or il va être demandé, à chaque État-membre, d'intégrer dans sa propre législation nationale une nouvelle décision-cadre que le Conseil de l'Union européenne a adoptée le 28 novembre 2008. Par cette décision est, en effet, institué le délit de "provocation publique à commettre une infraction terroriste"... C'est exactement ce que le procureur Delmulle et la partie turque se seront toujours évertués à accuser Musa Asoglu et Bahar Kimyongür concernant leur travail au sein du Bureau d'Information...

Ultime coup de force ? Prenant acte des jugements prononcés à Anvers (le 7 février 2008) puis à Bruxelles (le 23 décembre 2009), le ministère public a finalement préféré ne pas se ridiculiser et ne pas renforcer la thèse de l'acharnement outrancier. "C'est vrai qu'il est d'usage que lorsqu'une partie civile dans un procès au pénal fait appel, le ministère public suit automatiquement, a ainsi expliqué la porte-parole du parquet fédéral Lieve Pellens, 24 heures après que l'État turc ait décidé de se pourvoir devant la plus haute instance juridictionnelle<sup>①</sup>. Mais cela ne vaut pas pour les pourvois en cassation. Concernant ce dossier, [...] nous estimons qu'il est temps de tourner la page"<sup>②</sup>.

① Bien qu'elle ait proprement écarté les incriminations d'organisation prétendument "terroriste" et "criminelle", la cour d'appel de Bruxelles a toutefois condamné comme "membres d'une association de malfaiteurs" ceux qui furent trouvés, le 26 septembre 1999, en possession d'armes et de faux papiers dans un appartement du 458 de la Zeedijk-Albertstrand à Duinbergen (cf. les pages 20/21 de l'arrêt). De ce fait, Asoglu, Erdal et Saz – et eux seuls – ont été sanctionnés (avec sursis). Pour le tribunal, le but de leur association était de "soutenir, d'un point de vue logistique, la lutte armée en Turquie". Sur cette base, l'État turc était donc bel et bien habilité (selon les juges bruxellois) à réclamer des dommages et intérêts.

Or à travers son pourvoi en cassation au titre de partie civile, l'État turc ne peut pas contester les attendus du jugement tels qu'ils ont été prononcés. Son seul recours pourrait éventuellement porter (au civil, et non plus au pénal) sur le montant "trop symbolique" de un euro que la cour d'appel lui a accordé. Mais, cette exigence devrait aboutir à une fin de non-recevoir car c'est la partie turque qui avait elle-même fixé ce montant, dès l'entame du procès...

② Voir la dépêche de l'agence BELGA, en date du 7 janvier 2009

## MÉDECIN DU PEUPLE

KRIS MERCKX, AOÛT 2008, ED. ADEN.  
 ("DOKTER VAN HET VOLK", TRAD. JEAN-MARIE FLEMAL)

Présenté par Ghislaine de Smet, CSCE

Dans une autobiographie, le docteur Kris Merckx nous fait découvrir "Médecine pour le Peuple" et l'action du PTB en matière de santé. C'est en 69 que Kris Merckx, encore étudiant à l'époque, découvre les revendications des travailleurs à la chaîne et leurs conditions de travail. Son diplôme en main, il a voulu mettre sa formation au service des ouvriers en lutte. Il découvre ainsi les dégâts dus à diverses maladies industrielles : silicose, "fièvre des fondeurs" (inhalation de vapeurs d'oxyde de zinc) et les "mésotéliomes"①.

L'accès à des soins de santé gratuits, comme dans les pays socialistes, lui a donc paru essentiel. Il fonde en janvier 71 une maison médicale à Hoboken, avec le docteur Michel Leyers. En ne réclamant pas le ticket modérateur②, ils ont permis aux patients d'être complètement remboursés de leurs consultations③. Par ailleurs, "Médecine pour le Peuple" associe la lutte politique au travail médical.

### LE COMBAT CONTRE L'ORDRE DES MÉDECINS

Cette nouvelle façon de travailler – sans réclamer le ticket modérateur et en associant médecine et militance politique – a fait réagir les médecins des environs, qui ont porté plainte à l'Ordre des médecins dès décembre 71. Cette plainte est à l'origine d'un long combat, qui est allé de la suspension du droit d'exercer la médecine jusqu'à l'emprisonnement, pendant plusieurs jours, de Kris Merckx et de Karel de Bock! Après plusieurs années de rebondissements en justice, l'affaire s'est terminée en 78 par une "remontrance paternelle" de l'Ordre à l'égard de Kris Merckx.

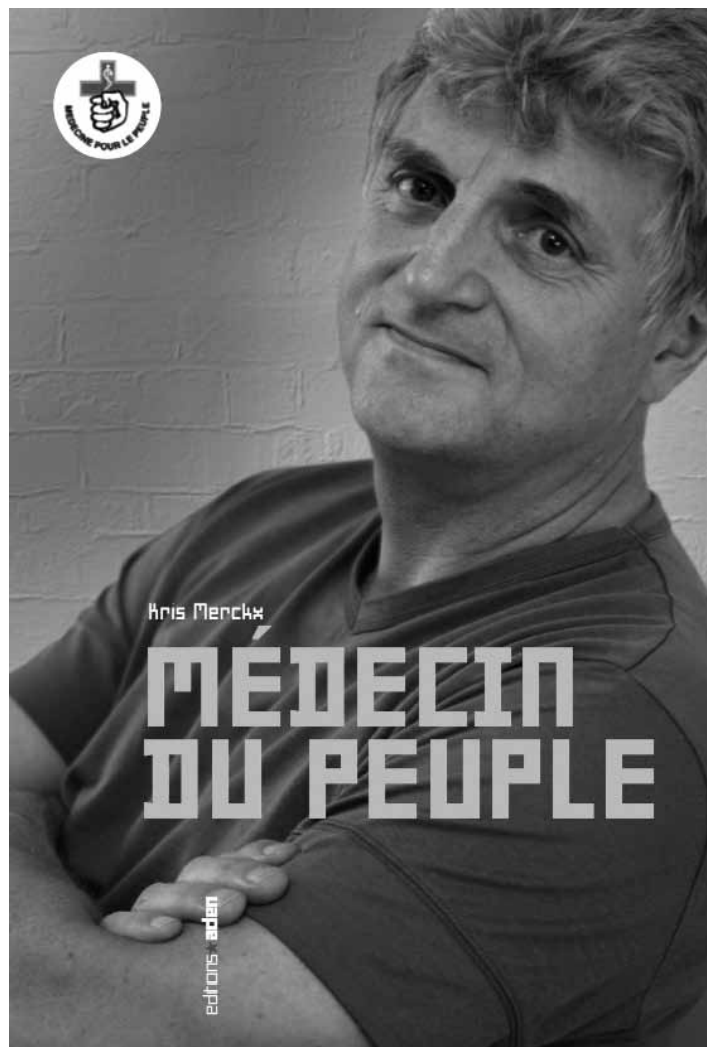
Le conflit avec l'Ordre des médecins a repris vigueur en 80, à l'occasion de la grève des médecins soutenue par l'Ordre. 300 médecins ont décidé de suspendre leur cotisation ④. La contestation de l'Ordre continue jusqu'à ce jour. Plusieurs propositions de loi ont visé à dissoudre l'Ordre des médecins et à le remplacer par un Conseil supérieur désigné par le Parlement. Mais aucune de ces propositions de loi n'a réellement été discutée au Parlement.

### LA LUTTE CONTRE LES INTOXICATIONS AU PLOMB À HOBOKEN

En avril 73, suite à la mortalité du bétail, l'herbe des environs de la métallurgie d'Hoboken est analysée : on découvre qu'elle contient 9.000 ppm ⑤ de plomb (le maximum considéré comme admissible dans le sol est de 40 ppm.)! Le problème est rendu public, la maison médicale se mobilise, aidée par certains fonctionnaires qui leur transmettent des plaintes et notamment une analyse du sol du terrain de jeux des enfants du quartier : on y observe une concentration de 2.000 ppm de plomb!

Des analyses démontrent alors un taux accru de plomb dans le sang de 50 écoliers. Grâce à la persévérance de la maison médicale et des élus, une enquête à grande échelle est réalisée en 78, chez tous les écoliers de Hoboken (1.192 enfants) : 22 cas d'empoisonnement au plomb sont démontrés (soit chez 2 % des enfants).

A partir de 78, des normes de plus en plus lourdes sont imposées à la Métallurgie, avec pour résultat une diminution régulière de la concentra-



tion en plomb. Les analyses du plomb dans le sang des enfants ont suivi la même évolution. Un bel exemple de combat réussi.

### D'AUTRES CHOSES ENCORE...

Kris Merckx s'attaque aussi aux dangers du travail pour la santé : stress et problèmes dépressifs, toxicité de certains produits industriels, dégâts au dos liés à la manutention. Il nous donne, par ailleurs, des échos du travail des médecins de "Médecine pour le Peuple" partis quelque temps dans d'autres pays (à Beyrouth, en Palestine, au Salvador, au Honduras...). Il nous relate enfin le combat pour une diminution du prix des médicaments.

La dernière partie du livre est consacrée au réseau des maisons médicales de "Médecine pour le Peuple" et à la description de leur fonctionnement. Ce sujet fera l'objet d'un prochain article. D'ici là, nous vous invitons à découvrir ce livre passionnant pour tous ceux qui s'interrogent sur les soins de santé. ■

- ① Ce sont des cancers de la plèvre, qui recouvrent les poumons, cancers provoqués par l'amiante.
- ② Le ticket modérateur est la partie du prix de la consultation médicale qui n'est pas remboursée par la mutuelle
- ③ Les médecins ne travaillent donc pas gratuitement, mais limitent leurs honoraires au montant remboursé par l'INAMI.
- ④ La cotisation annuelle à l'Ordre est obligatoire pour tous les médecins.
- ⑤ Part par million.



**Infor GazElec**

*L'énergie, c'est un droit !*

# Choisir un meilleur fournisseur d'énergie, oui mais...

Quel est le fournisseur le plus intéressant  
pour votre consommation d'énergie?  
Comment changer de fournisseur? Quels sont vos droits ?

Infor Gaz Elec fait pour vous une comparaison des offres et des prix,  
vous aide à faire un changement...



**informations et conseils gratuits :**

**02/209.21.90**

**[www.inforgazelec.be](http://www.inforgazelec.be)**

Dans les chemins que nul n'avait foulés, risque tes pas

Dans les pensées que nul n'avait pensées, risque ta tête

